

# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS



**300 000 A BONN CONTRE  
LES MISSILES US EN EUROPE**



**La bureaucratie  
polonaise face  
au mouvement  
des conseils  
ouvriers**

**ITALIE**

**Missiles et austérité,  
les mauvais coups du gouvernement Spadolini**

## Sommaire du n° 111 du 26 octobre 1981

|    |                 |                                                                                            |                                                |
|----|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| 3  | POLOGNE         | Les conseils de travailleurs et l'autogestion                                              | Secrétariat unifié<br>de la IVe INTERNATIONALE |
| 6  |                 | Après la seconde session du Ier Congrès<br>national de Solidarité                          | Jacqueline ALLIO                               |
| 9  | TCHECOSLOVAQUIE | Nouvelle vague de procès politiques à Prague                                               | Vincent KERMEL                                 |
| 10 |                 | Petr Uhl vu par un ami et compagnon de lutte                                               | Jaroslav SUK                                   |
| 11 | RFA             | La politique d'austérité et de réarmement<br>contre la jeunesse et les travailleurs        | Werner HULSBERG                                |
| 17 | ITALIE          | Le gouvernement Spadolini à la recherche<br>d'un Pacte social                              | Anna LIBERA                                    |
| 18 |                 | La P 2 : le super-scandale d'un régime scandaleux                                          | INPRECOR                                       |
| 24 | BELGIQUE        | Trafic d'armes, aide financière et négoce du<br>diamant avec le régime raciste de Pretoria | Harry MOLL                                     |
| 25 |                 | Les liens du diamant                                                                       | INPRECOR                                       |
| 27 | GRANDE-BRETAGNE | La courte victoire de la droite travailliste                                               | Brian GROGAN                                   |
| 30 | BRESIL          | Discours de « Lula » à la Convention<br>de légalisation du PT                              | Luis Inacio DA SILVA, « LULA »                 |
| 31 |                 | La Constituante et la grève générale en débat,<br>un entretien avec « Lula »               | Flavio ANDRADE<br>Virginia PINHEIROS           |
| 33 |                 | « Lula » et la Pologne                                                                     | « EM TEMPO »                                   |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

## ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux,  
libellés à l'ordre de PEC, à adresser à  
*Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108  
Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robes-  
pierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil,  
France, compte numéro 230179/90.

*Inprecor*, abonnement un an  
pour tous pays 180 FF.  
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique  
du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques  
230 FF ; Asie 245 FF.  
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres  
pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé  
par avion, écrire à *Inprecor*.

### POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement ☐

Abonnement ☐

# Les conseils de travailleurs et l'autogestion

RESOLUTION DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

**1** Depuis l'été 1981, la montée de la révolution politique en Pologne a franchi une nouvelle étape, celle de l'émergence de conseils ouvriers et de leur coordination locale et régionale. Le mouvement pour l'autogestion acquiert, de ce fait, une dynamique antibureaucratique explosive. Ce progrès de la révolution politique correspond à une bipolarité exacerbée de la situation de *dualité de pouvoir* qui caractérise les développements politiques et sociaux en Pologne depuis l'essor de l'auto-organisation des masses laborieuses dans Solidarité et dans divers « mouvements sociaux ».

La nécessité de prendre des mesures d'urgence efficaces, par et sous contrôle direct des travailleurs, s'est fait sentir de manière croissante parmi d'amples couches de la classe ouvrière, étant donné la gravité de la crise économique : chute de la production industrielle, pénurie des biens de consommation, érosion des liens économiques entre ville et campagne, emballement des prix sur le marché noir, échec du système de rationnement, recul catastrophique de la construction de logements et annulation de nombreux projets d'investissements productifs, etc.

Des mouvements revendicatifs et des grèves explosent sans cesse pour protester contre la pénurie ou contre diverses mesures d'intimidation des autorités. Le sentiment de force et l'attitude comme les initiatives rebelles des masses envers le pouvoir bureaucratique obligent ce dernier à reculer et accroissent sa paralysie.

Dans ce contexte, les masses elles-mêmes cherchent à remplir les vides laissés par le pouvoir grâce à des initiatives d'auto-organisation passant du stade de la contestation, du contrôle, à celui de la prise de décision, voire à la gestion. Cela s'est exprimé, lors du Congrès de Solidarité, non seulement par l'adoption du thème de « République autogérée de Pologne » mais aussi par la mise en question explicite du droit du gouvernement et du parti à décider des grandes options économiques-sociales à la place des travailleurs (revendication de référendum sur l'autogestion, puis décision d'effectuer un référendum sur des questions clés de la loi adoptée par la Diète).

**2** Etant donné l'impossibilité pour la bureaucratie d'affronter le puissant mouvement de masse, les dirigeants du POUP sont contraints de gagner du temps, conclure des compromis puis re-

venir dessus, chercher à diviser Solidarité, voire intégrer une partie de sa direction, se limiter à une répression sélective — aujourd'hui, plus de 200 inculpations sont lancées contre des militants de Solidarité — pour accentuer les divisions parmi les cadres du syndicat indépendant.

La fatigue et les effets négatifs de la crise du ravitaillement aidant, la bureaucratie espère obtenir un premier reflux des mobilisations populaires. Elle souffle le chaud et le froid. Elle lance des appels à la « concorde nationale » et, simultanément, elle vise à faire porter à Solidarité la responsabilité des effets de la crise économique. Tout cela doit, en fait, créer les conditions d'une répression plus dure, d'une contre-attaque pour défendre son pouvoir et ses privilèges de caste.

Pour la bureaucratie, la solution « idéale » résiderait dans un coup contre-révolutionnaire dans lequel les forces armées du Kremlin n'exerceraient qu'un rôle d'appoint. Ainsi serait évité un affrontement où la question nationale jouerait un rôle central et catastrophique pour les bureaucraties polonaise et soviétique. C'est dans cette perspective que des secteurs du POUP s'efforcent de préparer des forces spéciales d'intervention dans l'armée et la police.

La montée de l'auto-organisation, la politisation et la radicalisation progressives des masses ouvrières eurent au sein du POUP des répercussions qui, à leur tour, ont accru la crise de domination bureaucratique. Un million de membres du parti sont en même temps membres de Solidarité. Le fait d'être le parti de la bureaucratie au pouvoir n'implique pas qu'il ne subisse pas les contre-coups des mouvements qui soulèvent la classe ouvrière polonaise. Le processus de dislocation du POUP a devancé, puis accompagné la crise très profonde de l'appareil d'Etat. Il fallait donc remettre de l'ordre dans la maison avant de pouvoir « rétablir l'ordre » dans le pays. Cela ne pouvait se faire sur une ligne de *statu quo*, vu la profondeur de la crise et l'ampleur du mouvement de masse. Le Congrès du POUP devait être celui du « renouveau ». Il avait pour but d'effectuer cette reprise en main du parti par la bureaucratie dans les conditions les moins mauvaises en vue d'atteindre son objectif fondamental : rétablir son contrôle sur le pays, canaliser, freiner, puis briser le mouvement de masse. Ce Congrès du POUP n'a pas pu résoudre la crise du pouvoir bureaucratique, ni modi-

fier les rapports de forces entre la bureaucratie et les masses, de plus en plus défavorables à celle-ci.

La défaite de l'opposition démocratique au sein du POUP (coordinations horizontales) contribua d'ailleurs à renforcer l'impression des masses que le « renouveau » à la Kania n'était pas un véritable changement, mais une simple tactique pour donner le change aux travailleurs. Ceux-ci ne furent donc pas dupes. Il y eut tout au plus une certaine reprise en main de l'appareil du parti. Mais même ce dernier reste vulnérable et se redivise de nouveau sous les coups de boutoir de la révolution politique montante.

Au lendemain du Congrès du POUP, l'impression de vide du pouvoir se confirma. La crise économique et ses conséquences étaient de plus en plus insupportables pour les masses, le champ était largement ouvert à de nouvelles initiatives audacieuses de ces dernières, telles les « marches de la faim » et la contestation de droit du gouvernement de nommer les directeurs (LOT, Huta Katowice), ainsi que les luttes contre la censure.

**3** Dès le moment où la crise économique jointe à l'auto-organisation massive des travailleurs a placé la nécessité d'une réforme économique profonde devant tout le pays, la question de l'autogestion fut à l'ordre du jour en Pologne.

Elle fut posée au sein de la bureaucratie et du gouvernement, dans un but préventif, pratiquement au même moment où elle fut posée au sein de Solidarité et dans les entreprises. Mais, pendant une première phase, qui dura presque une année, la lutte pour l'autogestion souffrit de trois handicaps :

a) Elle se perdit dans un débat largement idéologique et juridique, reflétant le poids d'experts coupés des préoccupations principales de la classe ouvrière et quelquefois inspirés par des idéologies petites-bourgeoises et bourgeoises ;

b) Elle se heurta, parmi de nombreux cadres ouvriers, aux souvenirs de l'échec lamentable de l'expérience d'autogestion de 1956-1957, complètement réabsorbée et réintégrée par la bureaucratie, et à la volonté de maintenir le syndicat Solidarité avant tout comme instrument de défense des intérêts immédiats des travailleurs, tout au plus avec pouvoir de

contrôle (y compris de veto) des décisions de la bureaucratie ;

c) Elle fut freinée, initialement, par l'illusion largement répandue au sein des masses que Solidarité pourrait imposer au gouvernement une politique économique tenant compte de l'intérêt des travailleurs.

L'attitude de l'avant-garde ouvrière commença à changer à partir de juin-juillet 1981. Etant donné les retards, l'incohérence et le caractère anti-ouvrier de la « réforme économique » préparée par la bureaucratie, et la désorganisation croissante de la production, nombre de travailleurs des grandes usines commencèrent à prendre des mesures de contrôle, à établir des inventaires et à discuter des plans de production. La vie et la pratique ont résolu la question de savoir si les structures de Solidarité devaient servir à la gestion économique. Pour ce faire, les travailleurs eux-mêmes créèrent des conseils ouvriers, étroitement liés à Solidarité. Des conseils ou des comités d'initiative pour la constitution de tels conseils existent aujourd'hui dans un millier d'entreprises. Dans diverses régions, Lodz, Lublin, Varsovie, Silésie, etc., se sont constitués des « comités constitutifs de coopération des conseils ouvriers ».

Plusieurs réunions nationales de délégués des conseils furent organisées à l'initiative du « Réseau des grandes entreprises » et du « Groupe pour une initiative inter-régionale de coopération des conseils ». Ce dernier veut stimuler la coordination des conseils au plan national.

Le mouvement d'auto-organisation des travailleurs s'oriente donc nettement dans le sens de la création de nouveaux organes *ad hoc* devant prendre en main la gestion de l'économie. Le débat passe maintenant de plus en plus du niveau des discussions idéologiques à celui de l'affrontement entre plusieurs projets de fonctionnement pratique de l'autogestion.

**4** Schématiquement, on peut distinguer trois variantes de projets d'autogestion reflétant des choix socio-politiques différents et correspondant à des intérêts de classes et de couches sociales différentes :

a) Le projet gouvernemental, exprimant les intérêts de la couche dirigeante de la bureaucratie (la bureaucratie du parti et de l'Etat), qui cherche avant tout à vider de sa substance la volonté d'autogestion des masses. Les décisions essentielles restent dans les mains de la bureaucratie qui, de plus, utilise plus largement les mécanismes du marché. Au niveau des entreprises, des représentants élus des travailleurs sont associés à la responsabilité d'une gestion sur les choix fondamentaux de laquelle ils n'ont pas de pouvoir de décision. Ce projet vise manifestement à faire prendre en charge l'austérité par les travailleurs, à les diviser et à les démoraliser par étapes. Ce projet ne peut, dans le meilleur des cas, que faire de l'autogestion une réforme mineure de la

gestion bureaucratique (voir le « modèle » hongrois) ;

b) Le projet des experts modérés de Solidarité et d'économistes « indépendants », expression des intérêts de la couche des *managers* au sein de la bureaucratie. C'est un projet dit d'autogestion, s'appuyant avant tout sur l'autonomie financière et de décision des entreprises. Il implique des pouvoirs étendus pour les *directeurs* de celles-ci, ainsi qu'un recours très étendu aux mécanismes du marché, en opposition avec les besoins d'une économie véritablement planifiée et ceux des travailleurs, sur le plan social comme sur celui de la gestion ;

c) Un projet répondant aux intérêts de classe des travailleurs et dont divers éléments sont déjà définis par une gauche ouvrière au sein de Solidarité. Pour s'affirmer pratiquement comme une alternative, il devra se préciser comme défendant une *autogestion ouvrière articulée à tous les niveaux, et donc démocratiquement planifiée*. A la planification bureaucratiquement centralisée se substituerait une planification démocratique, où les objectifs centraux et les priorités du Plan seraient déterminés par l'ensemble des travailleurs, par des votes démocratiques après discussions et débats publics engageant toute la nation. Dans ce cadre exprimant les choix des masses laborieuses dans leur ensemble, l'autogestion s'exercerait par branche de production, par région, par localité et dans chaque entreprise, pour toutes les décisions qui peuvent être prises valablement à chacun de ces niveaux. Des consultations directes de toute la population, des conférences ouvrières-paysannes, des conférences producteurs-consommateurs, complèteraient les institutions de l'autogestion ouvrière.

Ces trois projets ne sont pas des variantes techniques, mais expriment des intérêts sociaux différents. Il faut donc lutter résolument en faveur du troisième projet, le seul conforme aux intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière. Les deux autres projets ne permettent pas un véritable pouvoir de décision des travailleurs sur leur propre sort, en tant que producteurs, en tant que consommateurs ou en tant que citoyens. Dans les deux autres cas, les véritables décisions économiques seront imposées aux travailleurs, soit par la bureaucratie, soit par les « lois du marché », soit par une combinaison des deux. Les deux autres projets tendent à augmenter considérablement l'inégalité sociale et à déchirer l'unité des travailleurs en intérêts sectoriels, régionaux, locaux, corporatistes, etc., de plus en plus contradictoires. Les deux autres projets impliquent une atteinte inévitable au plein emploi et une réapparition massive du chômage. Dans ce sens, seul le troisième projet est un projet authentiquement socialiste exprimant l'autogestion ouvrière.

**5** Le mouvement vers l'autogestion économique pose aussi la nécessité du *pouvoir politique directement exercé par la classe ouvrière*. Même en se cantonnant dans des activités de contrôle

et de contestation des décisions gouvernementales, les syndicats Solidarité remplissent de fait une fonction de contre-pouvoir.

La lutte pour l'abolition de la censure, pour le libre accès aux *mass media*, est en fait une lutte pour briser le monopole du pouvoir politique du POU, parti de la bureaucratie. Cette poussée a débouché sur la revendication de légalisation des tendances et partis politiques. Le Congrès de Solidarité a adopté dans son programme l'idée du « pluralisme politique ». Si l'on y ajoute un début de syndicalisation massive de la milice et les appels lancés par des sections de Solidarité aux soldats, on se rend compte du point atteint par la contestation du pouvoir de la bureaucratie.

Un souffle puissant de confiance en leurs propres forces s'est emparé des masses laborieuses, alimenté par les multiples succès remportés depuis un an. De ce point de vue, le Congrès de Solidarité représente un tournant sur le plan politique. La tentative d'intimidation de la bureaucratie pour obtenir que la deuxième partie du Congrès fasse des pas en arrière par rapport à la première, ou du moins n'accroisse pas la radicalisation, a d'ailleurs fait long feu. Le compromis sur l'autogestion, entre le gouvernement et le présidium de Solidarité, a été bousculé.

La confiance des travailleurs polonais en eux-mêmes s'est exprimée avant tout par une formidable explosion de *démocratie ouvrière* durant ce Congrès de Solidarité, non seulement au niveau du Congrès lui-même, mais au niveau des entreprises où les assemblées ouvrières quasi quotidiennes discutaient du déroulement de leur Congrès. Des milliers de messages et de télégrammes provenant des sections de Solidarité ont exercé une pression constante sur les délégués. Cette assurance s'est exprimée lors de la deuxième session du Congrès par la contestation des décisions de hausses des prix, par le renvoi du ministre contraint de s'expliquer sur les mesures gouvernementales devant le Congrès. Cette séance du Congrès fut en fait la séance d'une assemblée souveraine, l'assemblée du pouvoir ouvrier embryonnaire qui monte en Pologne.

**6** L'approfondissement de la dualité de pouvoir pose, sur le terrain des institutions politiques, des questions analogues à celles soulevées par la discussion sur l'autogestion. Derrière les différents projets soumis au sein de Solidarité quant aux nouvelles institutions politiques à créer, il y a différents courants politico-idéologiques exprimant les intérêts de différentes classes et couches sociales.

Le projet le plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière et à la réalisation des buts de la révolution politique, c'est, à l'étape actuelle, celui de l'élection libre, avec multiplicité de listes de candidats par tous les organismes d'autogestion, d'une deuxième Chambre de la Diète, la *Chambre des conseils de travailleurs et des autres organes d'autogestion* (territoriaux, etc.).

Ce projet permettrait non seulement de créer et de centraliser les organes de dualité de pouvoir déjà existants, mais encore de faire faire aux masses laborieuses l'expérience initiale de ce qu'est un véritable pouvoir des travailleurs. Dans ces conditions, très rapidement, la première Chambre de la Diète verrait ses compétences réduites à la portion congrue. Dans la Pologne d'aujourd'hui, le poids de la classe ouvrière resterait largement majoritaire dans cette deuxième Chambre.

L'idée d'élections libres à la Diète ne peut évidemment être rejetée. Mais aujourd'hui, centrer l'action des masses sur ce mot d'ordre pourrait aboutir à un affrontement avec la bureaucratie sur un terrain moins favorable aux masses que celui de l'autogestion. De plus, cette voie ne permet pas de résoudre le problème fondamental qui se pose aux travailleurs en Pologne, pouvoir de la bureaucratie ou pouvoir des travailleurs.

Enfin, la centralisation de l'autogestion dans une deuxième Chambre de la Diète — ce qui ne s'oppose pas à la revendication d'élections libres au plan municipal et régional — est bien plus efficace pour faire pièce à une dernière tentative de la bureaucratie de sauver son pouvoir par une grande manœuvre de « réconciliation nationale », associant le POUP, l'aile modérée et conciliatrice de la direction de Solidarité, et la hiérarchie de l'Eglise. Des propositions dans ce sens ont été faites, sous couvert de l'acuité extrême de la crise économique, conjointement par Olszowski, dirigeant du POUP, des intellectuels catholiques, des experts très représentatifs et certains dirigeants de Solidarité. Un tel gouvernement d'« unité nationale » aurait pour but d'engager Solidarité dans la cogestion de la crise et pour conséquence de briser rapidement son unité et celle de la classe ouvrière. Par contre l'élection d'une Diète de l'autogestion maintiendrait l'unité des travailleurs et exprimerait de la manière la plus nette leur poussée vers le pouvoir.

Tout projet d'autogestion ouvrière et sa centralisation doit donner une réponse qui satisfasse les besoins des travailleurs et des petits paysans indépendants. En effet, les restrictions comme les conditions financières d'allocation aux paysans indépendants des biens intermédiaires et de production (engrais, machines agricoles, etc.) par la bureaucratie exacerbent la crise de l'agriculture. Cette crise introduit des tensions qui peuvent aller croissant, entre la classe ouvrière et une partie des paysans. Pour y remédier et cimenter l'alliance ouvrière et paysanne, doit se développer une coopération étroite entre les conseils des travailleurs et les petits paysans regroupés dans Solidarité rurale pour prendre en mains la distribution et développer prioritairement des projets de production de biens manufacturés pour l'agriculture.

Jusqu'ici, la radicalisation et la politisation de la classe ouvrière et des cadres de Solidarité se sont effectuées dans le sens d'une hostilité de plus en plus nette à l'égard de la bureaucratie,



Une réunion de Solidarité à Varsovie en août dernier. (DR)

de son gouvernement, de son parti. Cette radicalisation favorise sans discrimination toutes les tendances apparaissant comme les plus hostiles au pouvoir en place. Cela était fatal dans les conditions de confusion idéologique née de trente années de dictature stalinienne, de discrédit jeté par la bureaucratie sur le marxisme et le communisme, et vu le poids acquis par l'Eglise en fonction de son rôle — voulu et toléré par la bureaucratie — de seule force d'opposition semi-légale dans le pays au cours des vingt-cinq dernières années. Des courants nationalistes et droitières comme la KPN (Confédération de la Pologne indépendante) ont pu, de ce fait, acquérir une certaine base dans la classe ouvrière, en partie à cause des tendances oscillantes face au pouvoir bureaucratique.

Autour de la question de l'autogestion économique et de l'institutionnalisation du pouvoir politique des masses laborieuses, une différenciation politique et un processus de décantation se déclenchent, qui conduiront à de nouvelles redistribution des cartes politiques. Déjà, lors de l'élection de la présidence de la direction nationale de Solidarité, différentes tendances ont commencé à s'organiser, allant de la droite de la KPN à une gauche socialiste révolutionnaire représentative surtout de la poussée vers l'autogestion ouvrière.

Si la volonté de souveraineté nationale des masses a été un élément important pour l'essor du mouvement, l'attitude face à la question nationale devient, actuellement, un facteur significatif de différenciation politique. La bureaucratie, malgré sa démagogie nationaliste, apparaît toujours comme devant son pouvoir à l'appui que lui donne le Kremlin. Les tendances politiques de droite se présentent non seulement comme les adversaires les plus résolus du pouvoir de la bureaucratie polonaise, mais encore comme incarnant l'idée de souveraineté nationale face à la bureaucratie soviétique. Ce sont les deux sources principales de leur popularité.

Mais toute poursuite de la radicalisation et de la politisation ouvrière fera de

plus en plus éclater les contradictions et les ambiguïtés de la KPN et de toutes les autres tendances politiques droitières qui apparaissent en Pologne. Les travailleurs exigent de plus en plus une combinaison de la souveraineté nationale et du pouvoir ouvrier économique et politique ; la KPN et les tendances de droite sont opposées au pouvoir des travailleurs. La souveraineté nationale implique que ce soit les masses laborieuses polonaises qui soient maîtresses de leur propre sort. Mais l'ouverture accentuée à l'économie occidentale, prônée par la droite, remet le pouvoir de décision sur l'économie polonaise dans les mains du « marché mondial », des banquiers occidentaux et du Fonds monétaire international (FMI). Et les cas du Pérou, de la Turquie, du Zaïre démontrent ce qu'il en advient de la « souveraineté nationale » dans ces conditions.

Ce sont donc les socialistes révolutionnaires qui apparaîtront de plus en plus comme les représentants authentiques et sans compromission et de la souveraineté nationale et du pouvoir des travailleurs, de la véritable autogestion ouvrière. Cette dernière doit s'appuyer sur la force extraordinaire du mouvement de masse qui ne peut « s'autolimiter » sans risque de s'éroder.

**8** Contre la révolution politique montante en Pologne, et la bureaucratie soviétique et ses alliés, et l'impérialisme et ses alliés continuent à exercer une pression permanente. Quelles que soient les variantes tactiques par lesquelles passe cette pression, elle poursuit un seul et unique but : empêcher la classe ouvrière polonaise de conquérir et d'exercer directement le pouvoir politique, briser son ardeur revendicative ; chercher à « modérer » puis à intégrer Solidarité dans le système bureaucratique et préparer la répression sont deux facettes d'une même politique.

Du côté de la bureaucratie soviétique, si l'attaque est plus ouverte et sans fard (menaces d'intervention, chantage au

boycottage économique avant l'hiver), elle est combinée depuis plusieurs mois avec des tentatives de diviser la direction de Solidarité et de s'allier au moins une aile de celle-ci, conformément aux plans de la bureaucratie polonaise. Le pas le plus spectaculaire dans cette direction a été la lettre du chef des syndicats d'Etat de Hongrie, Gaspar, à la deuxième session du Congrès de Solidarité. Ces manœuvres reflètent aussi une réaction plus différenciée de la bureaucratie soviétique devant les risques de contagion dans les pays de sa zone d'influence et en URSS, de l'exemple polonais. L'appel aux travailleurs des pays de l'Est, lancé par le Congrès de Solidarité et imprimé massivement dans toutes les langues, constitue un nouveau signal d'alarme inquiétant pour la bureaucratie. Au même titre, doit la tourmenter des appels aux troupes polonaises tels celui de la direction régionale de Solidarité de Piotrkow Trybunalski qui demande aux soldats de rester « solidaires avec la nation » et de ne « pas se laisser utiliser pour la défense des intérêts d'un petit groupe d'hommes qui exercent le pouvoir grâce à la nomenklatura ».

L'impérialisme a camouflé sa pression économique constante sur la révolution polonaise derrière des professions de foi de sympathie publique. Mais les choses se précisent dans les faits. La pression financière reste forte. L'étalement du remboursement des dettes se combine avec l'imposition de taux d'inté-

rêts usuraires. L'exigence d'une affiliation au FMI a été avancée par le capital ouest-allemand. L'aide alimentaire reste très largement en dessous des nécessités de la Pologne et des possibilités des pays impérialistes qui croulent pourtant sous les stocks de vivres invendus, voire de nourriture devant être détruite.

Le mouvement ouvrier occidental a été largement déficient jusqu'ici dans son effort de solidarité avec la classe ouvrière polonaise. Cette inactivité prend parfois prétexte de l'existence d'une influence catholique dominante au sein de Solidarité. En fait, cette passivité est due avant tout à la crainte de la part des bureaucrates syndicaux, ainsi que de ceux des PC et des PS, que l'exemple d'un syndicat vraiment géré par ses membres, d'une démocratie syndicale exemplaire avec droit de tendances reconnu, d'une poussée vers une authentique autogestion ouvrière, puisse devenir contagieux au sein de la classe ouvrière d'Europe capitaliste. Vu les projets de gestion de l'austérité capitaliste, à divers degrés, dans lesquels sont embourbées toutes ces directions réformistes bureaucratiques, la contagion polonaise est aussi dangereuse pour elles qu'elle l'est pour la bureaucratie soviétique.

Face à toutes ces menaces, à toutes ces attaques et à cette solidarité défaillante, la IVe Internationale doit continuer d'impulser de toutes ses forces, sur la base unitaire la plus large possible, un vaste mouvement de solidarité effective avec la

révolution politique montante en Pologne. Les lignes de force de cette campagne de solidarité sont :

— Bas les pattes devant la lutte des travailleurs polonais pour devenir maîtres de leur propre sort !

— Moratoire immédiat du service de la dette puis annulation de toutes les dettes étrangères de la Pologne !

— Que toutes les organisations de masse du mouvement ouvrier international, que tous les gouvernements qui s'en réclament, prennent contact avec Solidarité pour assurer sous son contrôle une large aide alimentaire et médicale aux masses laborieuses polonaises !

La poursuite et la réalisation de cette campagne de solidarité facilitera la lutte contre les tendances idéologiques bourgeoises et réactionnaires en Pologne même, et permettra d'y étendre le mouvement de solidarité avec les révolutionnaires et mouvements anti-impérialistes de par le monde.

Sa traduction dans les actes, de même que toutes les tâches placées devant la révolution politique en Pologne, réclament une unité étroite de tous les socialistes révolutionnaires, adversaires irréductibles à la fois de l'exploitation capitaliste, des gouvernements impérialistes et de la bureaucratie soviétique et polonaise. ■

Le Secrétariat unifié (SU) de la  
IVe INTERNATIONALE  
7 octobre 1981.

## POLOGNE

# Après la seconde session du Ier Congrès national de Solidarité

## Reportage en Pologne

Jacqueline ALLIO

Varsovie. — La tonalité défensive de la plupart des articles de la presse officielle traitant des exigences de Solidarité montre que les bureaucrates en place ne sont pas sûrs de leur affaire. La bataille de fraction au sein de la direction du POUP semble plus âpre que jamais. M. Hubiak, membre du Bureau politique, affirmait au lendemain du Ier Congrès national de Solidarité : « L'élaboration d'une nouvelle forme du pluralisme fondée sur l'unité nationale (...) est une tâche importante pour le parti (...). Celui-ci doit devenir une force qui lutte non pas contre Solidarité mais pour Solidarité. » A quoi lui répondaient les propos d'autres représentants de la bureaucratie, membres de la direction de Varsovie, affirmant lors d'une réunion de leur Comité régional : « Solidarité torpille toutes les proposi-

tions visant à améliorer la situation du pays. » Dans la résolution finale adoptée lors de cette réunion, l'accent fut mis avant tout sur la nécessité de se battre contre les extrémistes qui agissent à l'intérieur du syndicat. L'aile dure du pouvoir, qui refuse la perspective d'un front d'unité nationale, tente de mobiliser les réservistes de l'armée et de les dresser contre une partie du mouvement de masse en ayant recours aux discours sur le désordre et le hooliganisme. Ainsi, à Nysa, le pouvoir militaire local parvint à convaincre une partie des réservistes — dont 60 % étaient des ouvriers membres de Solidarité — de monter dans un car pour une expédition punitive contre de prétendus « semeurs de désordre » à Gorzow (où, bien sûr, ils ne trouvèrent rien).

Ce type de pression existe un peu partout avec des succès modérés. Le télé-

phone arabe fonctionne toujours en Pologne, et dès lors que les bulletins de Solidarité commencent à diffuser des informations sur ce type d'opérations, la marge de manœuvre des bureaucrates se voit singulièrement limitée.

« Que faire ? » ; « Y aura-t-il assez de charbon ? » ; « Où en est-on avec le rationnement du sucre ? » ; « Les appartements seront-ils chauffés cet hiver ? » — tous ces titres qui font la « une » de la presse quotidienne en disent plus long que de longs discours sur l'incurie des autorités en place. On comprend dès lors leur crainte d'avoir à affronter les travailleurs. Les ministres Krzak et Krasicki, qui ont dû venir s'expliquer devant le Congrès du syndicat sur la hausse du prix des cigarettes, ont pu mesurer que l'esprit des grèves de Gdansk d'août 1980 était toujours là.

La menace de grève générale revint

dans un si grand nombre de déclarations, que Lech Walesa finit par prier les représentants du pouvoir d'aller téléphoner à « leur Premier ministre » pour lui dire de suspendre l'augmentation prévue sous peine de voir le Congrès prendre des mesures d'urgence...

Pourant, le lendemain, les prix avaient augmenté et Lech Walesa — reve-

## UN PAS EN AVANT DANS LA CONSTRUCTION DE SOLIDARITE

Pour ceux qui en attendaient tout, le Congrès de Solidarité aura été l'objet de critiques, de rancœurs et de déceptions. Pour ceux qui — comme nous — sont conscients qu'il s'agissait d'un premier Congrès, s'inscrivant dans un processus, il est clair qu'il s'agit-là d'un pas en avant dans la construction de ce mouvement, avec toutes les contradictions inhérentes à « un syndicat de 10 millions de membres né il y a à peine un an ».

Certes, on a beaucoup crié à la manipulation de toutes parts, mais les faits sont là : les délégués ont appris sur le tas comment travailler à 900 pour discuter un projet de programme élaboré par douze commissions entre les deux sessions du Congrès. Un projet inégal, souvent vague ou alambiqué, dans la mesure où la préoccupation de parvenir à des compromis l'avait trop souvent emporté sur la volonté de clarification. Mais un projet pris au sérieux par la majorité des délégués qui avaient conscience du caractère historique de ce programme élaboré et voté démocratiquement par une organisation indépendante, pour la première fois depuis 36 ans en Pologne.

Non seulement ils y ont apporté de multiples amendements de détail, mais — au-delà de tous les flous et de toutes les carences qui peuvent subsister — ils lui ont donné une colonne vertébrale en y introduisant une notion essentielle : celle du contrôle social et de l'exigence des travailleurs de prendre leurs affaires en main dans tous les domaines de leur vie.

Grzegorz Palka, de Lodz, ne proposait-il pas la mise en place d'un organe de contrôle de l'économie au niveau national en insistant sur le fait que *seul* un contrôle de Solidarité et de Solidarité des paysans individuels sur une telle instance permettait de défendre les intérêts de la société et d'empêcher qu'un tel organe ne devienne une fiction ? Cette proposition fut finalement refusée, notamment parce qu'un délégué demanda à la salle : « Mais si nous faisons cela, c'est que nous essayons carrément de prendre le pouvoir ; moi, je ne suis pas mandaté pour cela ! » ...

La volonté de contrôle sur tous les aspects de la vie sociale s'est exprimée en particulier dans le débat sur la résolution concernant les augmentations des prix. Contre le texte plus que modéré présenté par la Commission des résolutions, la majorité du Congrès devait adopter le projet de Karol Modzelewski, mettant la grève générale d'avertissement à l'ordre du jour, si les autorités refusaient d'obtempérer devant l'exigence des travailleurs. Par son contenu, cette résolution confirme la vo-

lant en arrière — prêchait la modération. Fallait-il en conclure que Solidarité avait perdu la partie ? Non, car les annonces de grèves régionales qui tombaient alors sur les télex poussaient la majorité des délégués à voter une résolution d'ensemble sur le contrôle des prix, dont la dynamique est une remise en cause directe du pouvoir de la bureaucratie.

lonté du prolétariat polonais d'en décou-  
dre avec le pouvoir.

Elle montre à l'évidence que Solidarité ne saurait se confiner aux tâches d'un syndicat traditionnel mais qu'il entend bel et bien élargir son activité à toutes les sphères de la vie politique et sociale.

## DEMOCRATIE ET COURANTS DE PENSÉE

L'existence de divers courants de pensée et l'émergence de regroupements autour d'objectifs communs a été une des révélations du Congrès.

Les militants engagés dans la construction du mouvement des conseils ouvriers, en particulier, sont apparus comme le pôle le plus radical du Congrès, se montrant capables à plusieurs reprises de faire prévaloir leur point de vue grâce à un travail d'explication et aux initiatives qu'ils ont su prendre dans les moments décisifs. Qu'il s'agisse de la déclaration sur la Loi d'autogestion signée par 60 délégués présentant une position alternative à celle du projet du texte hyper-modéré proposé au Congrès par la Commission des résolutions, ou de la déclaration signée par trois d'entre eux dénonçant les manipulations des directions d'entreprises (cf. *Inprecor* numéro 110, du 12 octobre 1981, p. 13).

De leur côté, les courants les plus droitiers ont également commencé à se regrouper. Tel le Club au service de l'Indépendance, impulsé entre autres par A. Macierewicz, W. Ziembinski et le professeur Kurowski. Quels que soient les désaccords de fond que nous ayons avec les idées nationalistes et le profond mépris qu'affichent certains des membres de ce groupe à l'égard des capacités d'auto-organisations de la classe ouvrière, il ne reste pas moins que leur idée de créer un « club de discussion » exprime un besoin de clarification qui commençait à se faire sentir chez certains délégués.

Cependant, la notion même du droit de tendance est loin d'avoir émergé en tant que telle au sein du Congrès, contrairement à ce qui s'était passé lors des élections régionales de Lodz, où le « Groupe des indépendants » avait pris l'initiative de former une tendance sur des bases alternatives.

Comme beaucoup le relevèrent par la suite, l'atmosphère de chasse aux sorcières qui régnait à certains moments dans les couloirs du Congrès n'était pas sans rappeler les pires méthodes du POUP, fort justement dénoncées par Solidarité. Cela eut pour résultat d'éliminer de la Commission nationale la plupart de ceux qui se réclamaient d'un courant de pensée dé-

terminé, qu'il s'agisse de la KPN, du KOR, des militants du mouvement pour l'autogestion (à l'exception de G. Palka, élu au premier tour du scrutin avec l'un des scores les plus élevés), ou des membres et ex-membres du POUP. Ces derniers sont d'ailleurs les victimes les plus évidentes du sentiment de haine antibureaucratique qui prévalait parmi les délégués.

La manière dont se déroulaient les élections permit aux éléments les plus modérés — et en particulier aux candidats proches de Lech Walesa et des experts catholiques — de remporter un nombre de sièges sans relation directe avec la place qu'ils avaient occupée dans les débats du Congrès.

On assista ainsi au paradoxe suivant : le Congrès n'élut Lech Walesa président que de justesse au premier tour — ce qui exprimait autant le rejet de ses méthodes peu démocratiques qu'une défiance politique face au compromis qu'il venait de passer avec les autorités sur l'autogestion — mais, en éliminant la plupart de ceux qui avaient une ligne alternative à la sienne, que ce soit sur le plan politique ou du point de vue de la compréhension de la démocratie, il lui donna ensuite une base de manœuvre énorme pour continuer à diriger le mouvement comme il l'entendait. Ainsi, en dépit de la défiance qui s'était exprimée en début de la seconde session du Congrès à l'égard des experts ayant poussé à la signature du compromis sur l'autogestion — défiance qui s'est exprimée à nouveau dans le refus des délégués d'élire R. Bugaj et B. Geremek à la direction du syndicat —, il est à craindre que les éléments les plus modérés parmi les experts continueront à peser d'un poids non négligeable sur les décisions prises à l'avenir. Lech Walesa n'a-t-il pas clairement annoncé ses intentions lors de la discussion qui précéda son élection ? A un délégué qui lui demandait s'il respecterait toujours la volonté de la majorité, il a répondu : « Non, cela dépend ! » Et à celui qui lui demandait quel était son programme, il répondit : « M'entourer de bons experts ! »

## LE FRONT D'UNITE NATIONALE

Or, on sait qu'elle est l'orientation de ceux en qui il a confiance. Dans une interview donnée récemment à la presse occidentale, B. Geremek ne cache pas son appui à la perspective d'un gouvernement de front national, avancée dès le début de l'année par le général Jaruzelski, et dont l'idée a été relancée à la fin de l'été par une série de personnalités, proposant explicitement que les forces liées au POUP, à l'Eglise et à Solidarité coopèrent au sein d'un tel gouvernement.

Les articles appuyant un tel point de vue sont foison. Non seulement dans la presse hebdomadaire, mais également dans l'organe central du POUP, *Trybuna Ludu*. Au sein du Bureau politique, c'est Stefan Olszowski qui se montre le défenseur le plus acharné de cette ligne : « Nous n'avons jamais attaqué les travailleurs qui sont entrés avec espoir dans Solidarité

pour créer de meilleures conditions de vie et de travail. (...) Le Bureau politique affirme au contraire la nécessité de tenter tout ce qui est possible pour œuvrer à une entente avec tous ceux qui ne sont pas contre le socialisme. (...) Proposons à toutes les forces patriotiques de participer à un front d'unité nationale, un front d'entente et de coopération, créant les conditions pour une collaboration dans un Etat socialiste », devait-il dire dans une interview du 22 septembre. Trois jours plus tard, la publication de la « Lettre des 35 » — signée entre autres par le député R. Reiff, dirigeant du groupe catholique PAX, qui est aujourd'hui un lien entre la bureaucratie et la hiérarchie catholique, le cinéaste Andrzej Wajda, l'écrivain bien connu Kazimierz Brandys et le journaliste enfant terrible du POUF Stefan Bratkowski — venait appuyer ces propos, montrant l'écho que cette proposition avait au sein de certaines couches de l'intelligentsia. Tout le sens de cette lettre ouverte, adressée au gouvernement, au POUF, à Solidarité et à toutes les organisations sociales de la République populaire de Pologne, est en effet de proposer une collaboration loyale entre tous.

Mais collaborer pour faire quoi ? La déclaration du Conseil des ministres à propos de la réforme économique en donne une réponse : « La tâche de l'heure, c'est de remettre de l'ordre dans l'économie et dans l'organisation des entreprises, de remettre à l'honneur la discipline, de renforcer le pouvoir du directeur de manière à ce que la réforme puisse se mettre en place sur des bases solides. » (Trybuna Ludu, 14 octobre). Comment imaginer dès lors que, si la direction de Solidarité fait un compromis avec le gouvernement sur la question de la hausse des prix par exemple, celui-ci puisse se faire autrement que sur le dos des travailleurs ?

Une telle solution se heurte cependant au sentiment — que renforcent chaque jour les innombrables exemples de gabegie bureaucratique, de gaspillage voire même de sabotage — que le parti et le gouvernement sont incapables de sortir le pays de la crise, ou même d'y contribuer. Dès lors, rien d'étonnant à ce que, malgré le vote de la résolution du Congrès leur demandant de ne pas s'engager dans les luttes dispersées, les travailleurs s'impâtientent et annoncent leur intention d'en-

trer en grève immédiate si les choses ne changent pas. La liste des entreprises et des régions en grève ou en rupture de négociation avec les autorités locales dressée chaque soir par Express Wieczorny est impressionnante. C'est dans toutes les parties du pays que les luttes démarrent depuis quelques jours.

## LE DEVELOPPEMENT DES CONSEILS OUVRIERS

« C'est le chaos ! », est la phrase que l'on entend le plus communément au cours d'une journée. Partout dans les bus, dans les trains, dans les queues, les gens protestent, tempêtent, et la tension monte. Face à cela, il n'est qu'une seule voie susceptible de permettre de sortir de la crise : c'est celle de l'autogestion et du contrôle social avec la mise en place de conseils ouvriers dans toutes les entreprises et la création de commissions locales de travailleurs décidés à prendre leurs affaires en main dans le domaine social en imposant les mesures qui répondent aux besoins les plus urgents.

Car, si l'explosion sociale actuelle garde un caractère purement défensif, si les travailleurs ne passent pas eux-mêmes à l'action pour imposer une modification de l'ordre économique et politique actuel, on peut craindre que la pénurie qui n'en finit plus n'ait raison de l'énergie de la classe ouvrière. Si la situation empire encore, si aucune alternative n'apparaît, le découragement finira par l'emporter et les bureaucrates pourront alors imposer leur « solution », qu'il s'agisse d'un gouvernement de front national visant à récupérer le mouvement ou au contraire d'un gouvernement musclé décidé à le mater, ou des deux à la fois...

Mais les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot, comme le prouve l'afflux des demandes d'aide qui parviennent aux bureaux locaux ou régionaux d'information pour la mise en place des conseils ouvriers, depuis la fin des travaux du Congrès et le vote de la résolution sur l'autogestion. Et l'ampleur de ce mouvement n'est pas sans rappeler ces longues files de travailleurs, qui, il y a un an, se formaient devant les locaux de Solidarité, quand des sections locales naissaient un peu partout.

Dans les entreprises où il existe déjà un conseil ou un comité constitutif, les ouvriers sont en général très fermes. « Nous, nous avons le rapport de forces et nous n'avons pas l'intention de nous laisser marcher sur les pieds. La loi votée par la Diète est mauvaise et nous irons dans le sens que nous pensons être le nôtre », me dit un ouvrier de WSK, une entreprise de 10 000 travailleurs qui fabrique des hélicoptères près de Lublin. « Maintenant, en ce qui concerne les autres, les petites entreprises ou celles qui ont des conditions de travail beaucoup plus mauvaises que les nôtres, il faut qu'on les aide. C'est pourquoi nous avons besoin d'une coordination nationale et régionale des conseils pour ne pas céder aux intérêts particuliers. Le mot "solidarité" vaut pour le mouvement des conseils comme pour le syndicat. Il n'y a pas de raison pour qu'on parte battu et qu'on commence par parler de conflits qui vont nécessairement surgir entre les conseils et les syndicats. Certes, il y en aura, puisque les uns ont pour tâche d'améliorer la production alors que les autres doivent défendre les intérêts des travailleurs. Mais, chez nous, les ouvriers sont syndiqués à 95 % dans Solidarité et ce sont ces mêmes personnes qui éliront les conseils, alors ? »

Cet ouvrier n'a bien sûr pas de réponse à tous les problèmes économiques qui se posent pour avancer la réorganisation de la production au niveau de sa région. Mais il a une chose, qui fait totalement défaut aux experts de Solidarité tels que Kurowski, Milewski ou Bugaj, qui font confiance au marché et qui mettent tout l'accent sur la décentralisation et la concurrence inter-entreprises pour résoudre la crise économique : il a, outre un solide bon sens, un sens de classe qui lui fait aborder les problèmes par le bon côté. Certes, cela ne saurait suffire pour sortir d'une crise économique aussi profonde et, certes, tous les ouvriers polonais ne défendent pas ce point de vue-là. La vision de l'Occident et de ses vitrines bien achalandées qu'ont la plupart des travailleurs polonais, engendre toutes sortes d'illusions sur les vertus du marché et de la concurrence économique.

Mais la force de Solidarité et la force du symbole que représente ce mouvement, en dépit de toutes ses faiblesses et de tout ce qu'il a encore à apprendre, font penser que cette bataille pour un système d'autogestion véritablement démocratique appuyé sur les conseils et sur les organes d'autogestion territoriale est à venir et qu'elle réservera bien des surprises aux bureaucrates. La première réunion nationale des représentants des conseils, dûment élus et mandatés, qui devait se tenir à Varsovie le 17 octobre, pourrait en être un indice.

Et c'est peut-être cela la leçon qu'il faut retenir de ce 1er Congrès national de Solidarité : la capacité de ce mouvement, non démentie jusqu'ici, à se dépasser et à engendrer de nouvelles formes d'action et d'auto-organisation.

Jacqueline ALLIO  
Varsovie, le 15 octobre 1981.

Soutenez  
INPREKOR  
polonais !

INPREKOR

MIĘDZYNARODOWA KORRESPONDENCJA PRACOWA

SAMORZĄD, SOLIDARNOŚĆ, BIUROKRACJA

3. Skąd się bierze kryzys gospodarczy ?



Wielki kryzys gospodarczy, który dotyka Polskę, jest wynikiem błędów polityki ekonomicznej, prowadzonej przez władze państwa. W szczególności chodzi o zbyt wysokie ceny, które powodują, że przedsiębiorstwa nie mogą kupić surowców i części, co prowadzi do braku produkcji. W rezultacie mamy niedobór towarów na rynku, co skutkuje wzrostem cen i kryzysem gospodarczym.

## Nouvelle vague de procès politiques à Prague

DANS les mois qui ont précédé le treizième anniversaire de l'intervention soviétique du 21 août 1968, les bureaucrates tchécoslovaques se sont lancés dans une nouvelle vague répressive contre les militants des droits démocratiques.

Rudolf Battek, porte-parole de la Charte 77 et membre fondateur du VONS (Comité de défense des personnes injustement persécutées) était lourdement condamné fin juillet ; Petr Uhl, déjà emprisonné depuis 1979 où il fut condamné à cinq ans de détention se voyait, comme d'autres détenus politiques, toujours plus soumis aux brimades des autorités pénitentiaires ; enfin, 18 signataires de la Charte 77, dont 8 sont

en détention préventive depuis le mois de mai 1981, attendent un procès qui risque fort de ressembler aux plus sinistres procès stalinien des années 1950.

Le 5 octobre, une lettre ouverte des porte-parole de la Charte 77, faisant le bilan de la « multiplication des actes autoritaires » des dirigeants tchécoslovaques, notait : « Si les autorités cherchent à convaincre que la Tchécoslovaquie ne connaît pas une situation semblable à celle du voisin polonais, elles doivent se rappeler que celui-ci en est arrivé là parce que le gouvernement n'a pas résolu à temps les problèmes et qu'il a caché leur existence, la répression n'apportant rien à leur solution. » (Le Monde, 7 octobre 1981).

Vincent KERMEL

Soucieux sans doute de parfaire une « normalisation » contrariée par le lancement en janvier 1977 du *Manifeste de la Charte 77*, véritable programme de lutte pour les libertés confisquées (signé par 200 personnes au début, ce document regroupera par la suite plus de 1 200 signatures publiques), et par la création en avril 1978 du VONS, reconnu en 1979 par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) comme sa section tchécoslovaque, les bureaucrates de Prague avaient déjà condamné, en octobre 1979, Petr Uhl, Vaclav Havel, Jiri Dienstbier et Vaclav Benda — tous militants du VONS et signataires de la Charte 77 — à de nombreuses années de prison. Cela a porté un coup sérieux au mouvement de la Charte 77 sans pour autant parvenir à l'anéantir entièrement.

Sur ce, intervenaient les grandes grèves en Pologne d'août 1980. Si les effets directs de la situation polonaise semblent avoir été limités, notamment à des grèves dans la région frontalière et industrielle d'Ostrava à l'automne dernier, c'est surtout l'exemple que constitue l'existence même d'un syndicat indépendant de 10 millions de membres — que les bureaucrates polonais et le Kremlin ont été incapables jusqu'à maintenant de mettre au pas — qui inquiète les dirigeants tchécoslovaques. En Tchécoslovaquie peut-être plus qu'ailleurs, tout signe de faiblesse de l'Union soviétique dans un autre pays du glacis pourrait signifier un immense encouragement à la lutte pour les travailleurs encore traumatisés par l'intervention militaire d'août 1968. D'autant plus que l'exemple polonais illustre aussi, à travers le rôle de détonateur du KOR (Comité d'autodéfense sociale), l'impact que peuvent avoir sur l'ensemble du mouvement ouvrier, dans une situation de crise sociale, de petits groupes contestataires dont l'audience était auparavant limitée à un milieu plutôt intellectuel.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) monte en première ligne pour calomnier Solidarité et admonester les bureaucrates polonais. Ainsi, à la mi-juin, alors que se préparait un congrès du POUP qui allait s'avérer unique en son genre, *Rude Pravo* s'en prenait vivement aux « ennemis du socialisme en Pologne qui se ruent au pouvoir et se saisissent d'une position après l'autre, menaçant ainsi l'existence même de l'Etat polonais indépendant ». Dans la foulée de la campagne déclenchée alors par le Kremlin, l'organe du PCT se référait à « l'expérience » tirée par les bureaucrates tchécoslovaques des événements de 1968 pour encourager le POUP à « résister résolument aux éléments contre-révolutionnaires ».

Cette politique s'est doublée d'une accentuation de la répression contre les militants du VONS et de la Charte 77. Le 6 mai 1981, 8 signataires de la Charte 77, pour la plupart des intellectuels assez connus dans le pays et jouant un rôle important dans la diffusion des *samizdat*, les journalistes Karel Kyncl et Jiri Ruml, Eva Kanturkova (auteur d'un livre *Douze femmes à Prague* publié en français aux éditions Maspero), la sociologue Jirina Silkova et Jan Ruml, fils de Jiri Ruml et membre du collectif des porte-parole de la Charte 77, étaient arrêtés. Avec 9 autres personnes dont la femme et le frère de Vaclav Havel, ils sont accusés d'« activités subversives sur une large échelle et en rapport avec l'étranger », ce qui leur fait encourir des peines allant jusqu'à 10 ans de prison...

Ces arrestations sont intervenues après celles, le 28 avril, de deux Français, membres du syndicat étudiant UNEF (indépendante et démocratique), Gilles Thonon et Françoise Anis, accusés d'avoir « transporté des documents subversifs et de l'argent destinés à des citoyens tchécoslovaques » et qui seront ensuite expulsés le 20 mai après plusieurs semaines d'interrogatoires et de prison.

Bien qu'aucun lien entre les Tchécoslovaques inculpés et les Français arrêtés à leur entrée en Tchécoslovaquie n'ait été établi, la presse s'est livrée à une intense campagne contre les « centrales d'émigration étrangères » et leurs émissaires qui voudraient « déstabiliser » le pays. *Rude Pravo* du 30 juin 1981, tentant de discréditer les militants arrêtés, vilipende « les centrales d'émigration qui cherchent, avec l'aide de leurs comparses dans le pays, divers moyens de nuire même à l'économie tchécoslovaque ». Et le plume de la bureaucratie de Prague en profite pour faire un parallèle avec la Pologne où, « sans les injections de dollars et autres, les dirigeants réactionnaires de Solidarité et d'autres associations douteuses ne pourraient pas faire grand-chose ».

Pourtant, l'arrestation même des deux Français semble avoir été préparée par des agents tchécoslovaques dans l'émigration. Car leur voiture était « attendue ». En effet, l'Agence France-Presse note que l'arrivée de la camionnette des Français au poste frontière de Dolni Dvorište et sa fouille étaient retransmises à la télévision le 6 juillet...

Mais, en s'en prenant ainsi à des intellectuels de renom qu'elle accuse d'être à la solde de l'étranger, la bureaucratie tchécoslovaque donnait un avertissement à l'ensemble des intellectuels qui pourraient, notamment, depuis les événements de Pologne, être encouragés à soutenir un peu plus ouvertement les activités du VONS et de la Charte 77.

C'est dans ce climat qu'est intervenue la lourde condamnation à sept ans et demi de détention et trois ans d'assignation à résidence, le 28 juillet, du porte-parole de la Charte 77 et membre fondateur du VONS : Rudolf Battek. Il a été condamné lors d'un procès expéditif auquel aucun observateur ou avocat étranger n'a pu assister. On lui a reproché, entre autres choses, d'avoir envoyé des lettres aux dirigeants socialistes Willy Brandt (RFA) et Bruno Kreisky (Autriche).

Cette condamnation a été un nouveau coup dur pour le mouvement démocratique en Tchécoslovaquie, d'autant plus que pour Rudolph Battek s'étaient mobilisées de nombreuses organisations ouvrières à l'étranger (comme le PS français, la CGT et la social-démocratie européenne).

Arrêté à Prague le 14 juin 1980, Rudolph Battek avait dans un premier temps été inculpé seulement de « voies de fait sur un représentant de l'ordre » pour une sombre affaire qui ressemblait fortement à une provocation organisée. Laisée de côté en janvier 1981 pour son peu de poids, bien que Rudolph Battek soit en prison depuis déjà plusieurs mois, cette accusation est alors assortie de celle d'« activités subversives sur une large échelle dirigée contre la République » pour avoir rédigé un essai prétendument « anti-socialiste » intitulé « la Liberté et le Pouvoir » dont des exemplaires ont été découverts chez lui lors d'une perquisition datant du 3 octobre 1979. Enfin, en avril dernier, le procureur « reformule » l'accusation en ajoutant que son délit a été commis « en connivence avec des puissances étrangères ». Ce n'est que début octobre, pour « harmoniser » la peine de Rudolph Battek avec celles de

Petr Uhl et de ses compagnons, que la cour d'appel décide de la réduire de deux ans.

Comme en témoigne l'aggravation de l'état de santé de nombreux prisonniers, les persécutions contre les militants tchécoslovaques pour les libertés démocratiques ne s'arrêtent pas à leur simple condamnation. Toute protestation contre leurs conditions inhumaines de détention entraîne brimades ou condamnations supplémentaires, par exemple pour « entrave à la bonne application de la peine », comme dans le cas de Petr Cibulka qui s'était mis en grève de la faim.

Les brimades contre Petr Uhl ont été rendues publiques par sa femme Anna Sabatova qui, dans une lettre au procureur général, raconte : « Lors de ma dernière visite en novembre, mon mari m'a déclaré qu'il voulait que je sache que si jamais quelque chose lui arrivait dans le futur, il n'en serait pas responsable... Mon mari est continuellement brimé et persécuté. En novembre, il a été puni par trois fois par les autorités pénitentiaires pour des motifs ridicules sur la base de faux prétextes. Le capitaine Moravek de la prison Mirov lui a dit : "Vous ne sortirez pas de ce trou !" ».

Or, comme le précise Anna Sabatova, dans la prison de Mirov où est incarcéré

Petr Uhl, « 32 prisonniers vivent dans une pièce de 55 m<sup>2</sup> et se partagent une toilette. Ce qui, naturellement, encourage les conflits et provoque des névroses. En outre, les prisonniers politiques subissent une discrimination particulière. Résultats de ces intolérables conditions : trois prisonniers ont été poussés au suicide à Mirov l'année dernière. Le dernier était Julius Pospicil, le 18 décembre 1980 ».

Si la lutte des travailleurs polonais concentre, à juste titre d'ailleurs, l'attention et l'espoir de millions de travailleurs à travers le monde, les prisonniers politiques tchécoslovaques qui crouissent dans leurs geôles et ceux qui attendent un procès, dont tout porte à croire qu'il s'annonce déjà dans le pire style des procès stalinien des années 1950, ne doivent pas être oubliés. Bien au contraire, l'intérêt de millions de travailleurs pour le cours de la Révolution polonaise doit être mis à profit pour accentuer la mobilisation pour la libération de Petr Uhl, Vaclav Havel, Rudolph Battek et de tous les prisonniers politiques tchécoslovaques.

Vincent KERMEL  
12 octobre 1981.

## Petr Uhl vu par son ami et compagnon de lutte Jaroslav Suk

Le 8 octobre dernier, notre camarade Petr Uhl passait son quarantième anniversaire en prison. L'un de ses compagnons de lutte et ami, Jaroslav Suk, aujourd'hui en exil en Suède, a récemment rédigé pour la revue oppositionnelle *Listy* dirigée par Jiri Pelikan, un article biographique concernant Petr Uhl.

Jaroslav Suk rappelle tout d'abord comment Petr Uhl, gagné au marxisme lors de ses études dans les années 1960, de passage en France « devient marxiste révolutionnaire et se rapproche de la IV<sup>e</sup> Internationale. (...) Après l'occupation soviétique en août 1968 et la grève étudiante de novembre de la même année, il fonde avec d'autres militants le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire (HRM). (...) Le 15 décembre 1969, Petr Uhl est arrêté avec d'autres militants du HRM. Il restera 18 mois en détention préventive et sera condamné à 4 ans de prison dans l'un des tout premiers procès politiques d'après 1968. (...) Après sa libération en 1973, Petr Uhl continue son activité politique et devient un militant important et infatigable de l'opposition tchécoslovaque, plus précisément de son aile gauche. » Ainsi, « il était là quand naquit la Charte 77 et il est aussi l'un des fondateurs du VONS, le Comité de défense des personnes injustement persécutées ».

A cause de son activité militante, Petr Uhl fut souvent l'objet de persécutions policières, même avant la création de la Charte 77. « Quand il a signé la Charte 77, l'agressivité de la police et des autorités tchécoslovaques s'est encore accrue. Ils lui ont retiré son permis de conduire et coupé le téléphone (bien que sa femme était sur le point d'accoucher). » Il fut licencié de son travail sous prétexte que « la direction avait perdu sa confiance en lui, après qu'il eut signé la Charte 77 ».

Il sera arrêté à nouveau le 19 mai 1979 et condamné avec six autres membres du VONS. Il échappera de la plus forte peine : 5 ans de détention à la

prison de Mirov, « l'une des prisons les plus dures de Tchécoslovaquie aujourd'hui » précise Jaroslav Suk.

« Il est évident que son emprisonnement aura des conséquences sérieuses pour sa santé, car Petr Uhl est contraint de travailler sur de la bakélite et de l'aluminium dans une atmosphère très poussiéreuse et bruyante. Il est constamment l'objet de sanctions — il est souvent obligé d'endurer la faim et de rester dans une cellule sombre et humide. (...) Et par-dessus tout cela — comme si ce n'était pas suffisant — il y a un groupe de membres de la police secrète et de gardiens qui en veulent à sa vie. »

Comme le rappelle Jaroslav Suk, Petr Uhl, conscient de ce danger, a mis en garde sa femme contre tout simulacre de suicide. Une preuve de la réalité de ces persécutions réside dans les nouvelles allégations policières. En effet, « la police prétend qu'elle a un nouveau témoin qui peut confirmer que Petr Uhl a préparé une déclaration qu'il a l'intention de faire sortir en fraude de prison pour l'envoyer à l'étranger. (...) Cette accusation de faible d'esprit pourrait coûter à Petr Uhl trois nouvelles années de prison.

« (...) Petr Uhl s'est toujours fait l'avocat du point de vue suivant lequel la mobilisation et l'activité des masses doivent être au centre de l'attention des membres de la Charte. Il s'est opposé à tout communiqué pouvant être interprété comme le signe d'une démobilisation. Il désirait que tous les documents de la Charte 77 et du VONS expliquent le visage réel du régime tchécoslovaque, révèlent ses contradictions fondamentales et ses injustices. (...) En dépit de son attitude sans concessions sur ces points, il a une quantité d'amis qui lui témoignent leur affection, car c'est un démocrate jusqu'au bout des doigts ».

Pour manifester votre solidarité avec Petr Uhl, vous pouvez lui écrire à l'adresse suivante : Petr Uhl, nar. 8.10.1941, PS 1/6, 8953 Mirov, Tchécoslovaquie, ou alors écrire à sa femme, Anna Sabatova, Anglicka Ulice c : 8, 120.00 Praha 2, Tchécoslovaquie.

# La politique d'austérité et de réarmement contre la jeunesse et les travailleurs

## 300 000 à Bonn contre l'installation des missiles américains

**P**RESSANT qu'un désaveu massif de son alignement sur la politique d'armement de Reagan allait aggraver la crise interne que connaît le SPD et hypothèquerait l'équilibre instable de la coalition gouvernementale qu'il forme avec le parti bourgeois FDP, le chancelier Helmut Schmidt s'est vivement employé à tenter de détourner la jeunesse et les travailleurs allemands de la manifestation prévue à Bonn le 10 octobre dernier pour protester « contre la menace atomique » et prôner « le désarmement et la détente ».

Jusqu'à la veille même de la démonstration, Helmut Schmidt a essayé de dissuader les militants et députés du SPD d'y participer en affirmant que leur « désir de paix allait être manipulé pour des objectifs politiques » car « les organisateurs n'ont pas voulu se démarquer des groupes communistes ». Bien qu'il ait considéré le rassemblement de Bonn comme un « coup de poignard dans le dos du gouvernement », Helmut Schmidt n'est pas parvenu à mobiliser derrière lui l'intégralité de l'appareil du SPD.

### CONTRE LA VOLONTÉ DE HELMUT SCHMIDT

Pourtant, le chancelier n'a pas hésité à accuser tous ceux qui s'opposent au déploiement fin 1983 des fusées américaines *Pershing-II* — comme le gouvernement allemand s'est engagé à le faire auprès de ses partenaires de l'OTAN en décembre 1979 — de faire en quelque sorte le jeu de l'Union soviétique.

Toutefois, ces mises en garde officielles ne sont pas parvenues à empêcher le succès d'une manifestation qui a rassemblé plus de 300 000 personnes dont 60 000 étaient des militants du SPD. Malgré le veto du chancelier Helmut Schmidt, 55 députés de son parti — soit le quart de la représentation social-démocrate au Parlement — se sont associés au rassemblement. De leur côté, 16 députés libéraux ont fait de même, passant outre les rappels à l'ordre du ministre des Affaires étrangères et dirigeant du FPD, Hans Dietrich Genscher.

Le 10 octobre dernier, c'est une masse de manifestants égale en nombre à la population de Bonn qui, acheminée par plus de 40 trains spéciaux et 3 000 autocars, s'est rassemblée dans cinq points différents de cette ville. Les cinq cortèges ont ensuite convergé vers le « Hofgarten », le campus universitaire où un meeting central a commencé au début de l'après-midi.

Outre des personnalités du mouvement pacifiste allemand, plusieurs dirigeants politiques ont pris la parole. Erhard Eppler, membre du comité directeur du SPD, y a dénoncé les USA qui « ont probablement l'intention de mettre les Soviétiques à genoux, alors qu'ils possèdent, compte tenu de leur potentiel économique et technologique, une supériorité évidente sur l'URSS ». Le général en retraite Gerd Bastian a affirmé, quant à lui : « Nous ne laisserons pas plus longtemps raconter ce conte de fées qui voudrait nous faire croire qu'il y aurait eu, à l'Est, une escalade d'armements nucléaires qui obligerait l'Ouest à une réponse d'équilibre », jetant ainsi à bas le principal argument de la politique d'armement à outrance de l'impérialisme américain.

Comme le note le *Monde* du 13 octobre, lors de cette manifestation qui a été la plus importante de toute l'histoire de la République fédérale, « slogans et discours ont seulement mis en cause l'implantation de fusées *Pershing-II* et de missiles de croisière en Europe occidentale ».

Appelée à l'origine par des communautés ecclésiastiques, la manifestation de Bonn a finalement reçu le soutien de plus

de 800 organisations différentes. Pour la première fois depuis longtemps, militants du SPD et militants communistes manifestaient au coude à coude. Toutes les formations de la gauche allemande étaient représentées, ainsi que de nombreux groupes locaux contre le nucléaire et la politique de réarmement.

### LE MOUVEMENT SYNDICAL ETAIT PRESENT

Malgré l'opposition de la direction de la confédération syndicale DGB, de nombreuses structures des jeunes syndicales des secteurs industriels étaient représentées. Si seul le syndicat enseignant GEW avait ouvertement appelé à la manifestation, de nombreuses banderoles signalaient la présence du mouvement syndical dans le cortège. Ainsi, celle du syndicat du Livre où l'on pouvait lire : « Les travailleurs de l'IG Druck und Papier soutiennent la paix ! »

Dans plusieurs villes, tout un travail syndical a été mené pour préparer cette initiative. Ainsi, à Hambourg, après la circulation d'une pétition, un départ commun regroupant 23 autocars et environ 1 300 personnes a été organisé. Le syndicat des métallos a connu un important débat au sujet de l'attitude à adopter par rapport au rassemblement de Bonn. Malgré la décision de la DGB, le dirigeant syndical de la métallurgie Georg Benz a envoyé une circulaire aux syndiqués pour les informer de la manifestation.

Tant la présence de soldats derrière une banderole affirmant « Les soldats de l'OTAN contre les missiles nucléaires ! » que celle de personnalités du mouvement pacifiste américain donnaient à cette manifestation une dimension anti-impérialiste. Le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a expliqué rageusement, après le rassemblement, que les « mouvements pacifistes sont sans le moindre doute manipulés par l'Union soviétique ». Tandis que certains démocrates-chrétiens affolés voyaient dans cette mobilisation « le spectre du Front populaire qui se lève ».

### UNE LUTTE INTERNATIONALE

Mais, au-delà de l'impact national de cette manifestation qui succède aux mobilisations contre le nucléaire et à celle qui a accueilli le général Alexander Haig à Berlin en septembre dernier, les 300 000 manifestants de Bonn, comme les 10 000 qui ont défilé à Cossimo en Sicile contre l'installation de missiles américains, ou les différentes initiatives prises en Espagne contre l'intégration à l'OTAN, témoignent de la montée d'un mouvement de masse contre le surarmement à travers toute l'Europe et jusqu'aux USA (comme l'illustrent certains aspects de la manifestation du 19 septembre à Washington). Les rassemblements prévus fin octobre en France, en Grande-Bretagne et en Belgique en seront, à n'en pas douter, une nouvelle preuve. ■

V.K.  
17 octobre 1981.

ABONNEZ-VOUS

A « INPRECOR » !

LES derniers mois, le « modèle allemand » a rapidement perdu de son attrait, et les promoteurs et propagateurs de ce slogan — la direction du SPD — se trouvent dans une crise profonde.

Une année après les dernières élections générales, au cours desquelles la coalition composée du SPD et du parti libéral bourgeois FDP l'a une nouvelle fois emporté contre la CDU-CSU, principal parti traditionnel de la bourgeoisie ouest-allemande, une question vient aujourd'hui au premier plan : « *Combien de temps encore la coalition gouvernementale tiendra-t-elle, et quand donc le FDP fera-t-il volte-face pour aller rejoindre la CDU-CSU et renvoyer le SPD sur les bancs de l'opposition ?* » Ce rapide processus d'usure du SPD est l'effet d'une pression qui s'exerce à trois niveaux sur la direction de ce parti :

— D'abord au niveau du gouvernement, où les représentants du FDP bourgeois — puissamment soutenus par ceux de la droite du SPD — appliquent une politique d'austérité toujours plus dure, vu l'approfondissement de la crise économique, dont le cours a abouti pour la première fois à des attaques massives contre les conquêtes sociales de la classe ouvrière.

— La conséquence en est, et c'est le second facteur, un recul du soutien accordé à la politique du SPD par de larges couches de la population salariée, comme cela s'est manifesté lors de trois élections municipales pendant l'année écoulée où les résultats ont été catastrophiques pour le SPD.

— Enfin, au cours de la dernière année, dans la foulée de la mobilisation qui s'est développée contre la construction imposée de façon unilatérale des centrales nucléaires, un mouvement de masse beaucoup plus puissant est apparu, qui exerce son influence sur la social-démocratie et les syndicats : c'est ce qu'on appelle le Mouvement pour la paix qui est clairement orienté contre les projets d'armement de l'OTAN pour l'Europe de l'Ouest, projets soutenus par le gouvernement de Helmut Schmidt.

La manifestation du 10 octobre à Bonn, à laquelle ont participé plus de 300 000 personnes, est la plus grande mobilisation de ce type que l'on ait connue dans l'Allemagne fédérale de l'après-guerre. Elle atteste de la force de ce mouvement.

Le résultat de cette évolution est tout à fait clair : le SPD est enfoncé dans la crise. Plus rien ne va dans la direction du parti qui est largement contestée. Les formules de compromis et autres « programmes de crise » que l'on invente, ne font que repousser les échéances de quelques semaines. Les attitudes critiques vis-à-vis de la politique du SPD se sont développées jusque parmi les députés de ce parti au Bundestag (Parlement) où, pour la première fois, une « gauche parlemen-

taire » composée de quelques dizaines de députés s'est constituée. Sur un certain nombre de questions précises, ces députés essaient de faire passer leurs positions en opposition avec celles de Helmut Schmidt.

Des sections entières du SPD s'opposent ouvertement à la politique du gouvernement Helmut Schmidt, avant tout en ce qui concerne les questions de l'armement et de la politique énergétique. On ne parvient à préserver l'impression trompeuse que le parti est toujours uni qu'en menaçant ouvertement comme le fait Helmut Schmidt — et à son exemple les dirigeants du SPD au niveau des provinces — de démissionner des responsabilités gouvernementales. Le seul élément à mettre au crédit de la direction du SPD — et qui est en l'occurrence décisif — c'est que, dans sa majorité, la bureaucratie syndicale reste d'une fidélité aveugle au gouvernement et accorde ce faisant un certain répit à la coalition SPD-FDP.



Aux élections fédérales d'octobre 1980, le SPD n'a pas gagné plus de 0,3 % de voix (passant de 42,6 à 42,9 %) bien qu'il ait eu en face de lui Franz Josef Strauss, représentant de la CDU-CSU, figure de proue de la droite de ce parti, que Schmidt lui-même avait désigné alors comme son « adversaire préféré ». Le FDP a été le véritable vainqueur de ces élections, réalisant une progression de 7 % à 10 % des suffrages. Ce résultat lui a donné les possibilités d'influer beaucoup plus fortement sur les orientations concrètes du gouvernement.

1. La cogestion paritaire dans l'industrie du charbon et de l'acier a été réalisée au cours des années 1950 comme substitut à leur nationalisation. Les syndicats désignent 50 % des membres du conseil d'administration, mais la voix prépondérante y appartient à un « indépendant ». Un syndicaliste est membre du présidium — composé de 3 personnes — de ces sociétés par actions : il est responsable des relations du travail. Les syndicats ouest-allemands ont toujours rêvé d'étendre à l'ensemble de l'industrie cette collaboration de classe institutionnalisée, qui rapporte quelques avantages matériels au personnel des entreprises concernées.

Le conflit que nous mentionnons s'est pro-

La progression du FDP et la stagnation du SPD ont été les conséquences de l'orientation adoptée par Helmut Schmidt pour ces élections. Il ne voulait à aucun prix qu'avec la candidature de Franz Josef Strauss (que lui-même avait désigné comme le « *Thatcher allemand* ») se développe une mobilisation dans la classe ouvrière. Helmut Schmidt considérait que le véritable danger était que son petit partenaire bourgeois, le FDP, ne fasse les frais d'une telle polarisation comme cela s'était déjà passé lors des élections au Parlement régional (Landtag) de Nord-Rhénanie-Westphalie en mai 1980, élections qui avaient eu lieu sous le signe de la candidature de Franz Josef Strauss qui s'annonçait, et où le FDP fut incapable de franchir la barre fatidique des 5 %, nécessaire en RFA pour avoir une représentation parlementaire même dans les Parlements régionaux.

Le programme de gouvernement de la nouvelle coalition gouvernementale que Helmut Schmidt bricola avec le FDP — sans même aucun contact avec la représentation parlementaire du SPD — portait de façon tout à fait claire la signature du partenaire libéral FDP. Même sur la question de la « cogestion paritaire dans l'industrie lourde » (1) — qui est le cheval de bataille de la bureaucratie syndicale social-démocrate —, on s'orienta selon les vœux du FDP. Il en découlait que, pour la première fois, une critique virulente s'éleva dans le parti à l'adresse des membres sociaux-démocrates du gouvernement. Cette critique s'aiguïsa au fur et à mesure que se développait l'action politique de la coalition gouvernementale. Deux mois seulement après les élections, toute la presse ne parlait que du « creux de la vague » du chancelier.

## PROGRAMME NUCLEAIRE

Le premier point de friction était la question de la poursuite du programme de construction des centrales nucléaires. Au cœur de cette question, il y avait le projet de construction de la centrale de Brokdorf près de Hambourg, qui est devenue le symbole de la résistance à la politique nucléaire du gouvernement en RFA.

Déjà, lors du dernier Congrès du SPD, l'année précédente, une forte minorité d'environ 40 % de délégués s'était opposée à la politique de Helmut Schmidt sur cette question. Le SPD du Schleswig-Holstein avait mené victorieusement campagne pour les élections au

duit lorsque le trust Mannesmann a voulu effectuer une restructuration qui aurait fait tomber la partie « sidérurgie » de ses activités en dessous du seuil qui impose l'application de la parité. Les syndicats ont réclamé une nouvelle loi qui assure la cogestion paritaire indépendamment de la part que la sidérurgie représente dans l'activité générale d'une société par actions. Par suite de la pression du FDP, la seule décision votée concerne une garantie pour une période de transition, remettant à plus tard un règlement définitif... Le SPD avait fait de la garantie de la cogestion paritaire dans l'industrie du charbon et de l'acier un de ses mots d'ordre électoraux.

Parlement régional en défendant la position du « non » à la construction de la centrale de Brokdorf. A l'intérieur du SPD de Hambourg, on voyait s'annoncer un changement d'orientation sur la question de la construction des centrales nucléaires et spécialement de celle de Brokdorf. En dépit de cela, le gouvernement fédéral essaya de faire passer son programme de construction des centrales, en dépit de la résistance qui se manifestait à l'intérieur du SPD.

Plus de 100 000 personnes manifestèrent contre ces plans malgré l'interdiction et la présence la plus massive de policiers que l'on n'ait jamais connu dans l'histoire de la RFA. Pour la première fois, des sections entières du SPD prirent part à la mobilisation contre Brokdorf. C'est ainsi que le SPD de Kiel organisa un rassemblement de protestation contre la politique nucléaire du gouvernement fédéral. Pour protester contre l'orientation de Helmut Schmidt, le dirigeant du SPD du Schleswig-Holstein, Mathiessen, renonça à se présenter comme candidat du SPD lors des élections suivantes au Parlement régional. Trois mois plus tard, c'est le maire de Hambourg, Klose, qui donna sa démission. Néanmoins, il parvint à obtenir dans le SPD de Hambourg une majorité contre Brokdorf mais échoua face aux amis de Helmut Schmidt dans l'administration de la municipalité de Hambourg.

## POLITIQUE DE DÉFENSE ET DÉTENTE

Le second point de friction fut la question de l'assentiment toujours plus évident que le gouvernement fédéral donnait au cours de réarmement du gouvernement américain de Ronald Reagan, de même que le commerce d'armes camouflé que Helmut Schmidt faisait avec la Junte militaire chilienne. La « gauche parlementaire », rassemblant plus de 20 députés, refusa de voter le budget de la défense car sa revendication d'une réduction de 1 % de ce budget en faveur de l'aide au développement avait été rejetée. Le budget de la défense ne put donc être voté qu'avec les voix de l'opposition...

Le point culminant de cette discussion fut une procédure d'exclusion entamée contre un député du SPD au Parlement, Hansen, qui avait qualifié — à propos des livraisons d'armes au Chili — la politique de Helmut Schmidt de « co-chonnerie politique ». Un large mouvement de protestation contre la menace d'exclusion se développa à l'intérieur du SPD. Le *Vorwärts*, l'organe central du SPD fut quasiment submergé de messages de solidarité avec Hansen. Dans une publicité payante publiée dans le *Vorwärts*, presque 1 000 permanents du SPD déclaraient : « Nous ne voulons pas laisser disparaître la politique de détente qui est celle du SPD seulement parce que les États-Unis veulent en revenir à une confrontation globale... De toute façon, nous n'avons pas conduit et gagné le combat contre Franz Josef Strauss pour que le gouvernement fédéral social-démocrate se retrouve à la traîne de la politique de Ronald Reagan. »

La droite du SPD commença à perdre son sang-froid. Lorsqu'au Parlement les porte-parole de la « gauche parlementaire » voulaient défendre leurs propositions alternatives au budget de la défense de Helmut Schmidt et qu'ils eurent épuisé les cinq minutes de parole qu'on leur avait accordées, ils furent empêchés de parler par un « front unique » de la droite du SPD et des représentants de la CDU-CSU qui hurlaient de concert...

La crise fut à son comble lorsque dans l'ancien bastion du SPD que constituait Berlin (à l'époque où Willy Brandt en était le maire, le SPD y disposait d'une majorité d'environ 60 %), le Sénat dirigé par une majorité SPD-FDP fut obligé de démissionner à la suite d'un scandale lié à une affaire de corruption. Le FDP berlinois refusa d'accorder sa confiance au maire SPD, Stobbe. Ce n'est que lorsque le ministre de la Justice, Vogel, qui est considéré au sein du SPD comme « l'héritier » de Helmut Schmidt, se laissa convaincre d'aller à Berlin assumer les fonctions de maire qu'une nouvelle coalition put être mise en place. Cependant, ce fut obtenu sous la seule condition de réaliser de nouvelles élections dans les trois mois suivants.

A cette époque, les sondages indiquaient une chute vers les 35 % des intentions de vote en faveur du SPD. C'est dans la jeunesse et parmi ceux qui votaient pour la première fois — deux catégories qui constituaient dans le passé un réservoir traditionnel pour le SPD — que la chute des intentions de vote en faveur de ce parti était la plus spectaculaire. Les intentions de vote en faveur des listes des « alternatifs » et des « verts » (2) étaient alors égales à celles en faveur du SPD.



Le chancelier Schmidt, son ministre des Affaires étrangères Genscher et le général Haig lors de la tournée diplomatique de ce dernier en Europe en avril 1981. (DR)

Les élections municipales en Hesse (février 1981), en Basse-Saxe (septembre 1981) et les élections au Landtag de Berlin (en mai 1981) confirmèrent ce qu'avaient indiqué ces sondages. Les pertes que subit le SPD furent considérables. A Berlin, ce parti a perdu une nouvelle fois un certain nombre de points pour arriver à 38,3 % des suffrages. En Hesse et en Basse-Saxe, le SPD perdit environ 8 %. C'est dans les grandes villes — où le parti social-démocrate est traditionnellement le plus fort — que ce phénomène est apparu de façon la plus claire. A Francfort par exemple, on constata une chute du pourcentage du SPD de 39,9 % à 34 %, et à Hanovre, une chute de 54,1 % à 43,2 %. Bien sûr, de telles élections ne sont pas un bon baromètre. Elles ne sont pas dominées par la contrainte du vote « utile ». Et cela explique que la participation au vote ne fut que de 65 % environ alors qu'elle avait été de 85 % aux élections générales pour le Bundestag. L'élection de Berlin est, dans ce contexte, une exception, car c'est la seule occasion de vote direct pour les Berlinoises qui ne prennent pas part aux élections au Bundestag du fait du traité quadripartite qui régit le statut de la ville.

2. Il serait trop facile d'appeler « petites-bourgeoises » les formations « alternatives » en RFA, par analogie avec les partis écologistes d'autres pays. Toutes ces formations comprennent également des forces de gauche. Elles n'ont pas abandonné le marxisme dans son ensemble, mais partent de la nécessité d'une « étape démocratique » nécessaire pour briser « l'étau du système tripartite », etc. Cela est plus net dans le cas de la « liste alternative » de Berlin-Ouest. Presque tous les comités de jeunes syndicales, presque toutes les organisations de gauche, la grande majorité des *Falken* (organisation des jeunes socialistes formellement indépendante du SPD) y ont appuyé la « liste alternative ». Lors d'un sondage d'opinion, jusqu'à 90 % des électeurs de cette liste se sont eux-mêmes situés « à gauche du SPD ».

Mais la situation était partout la même. Les électeurs traditionnels du SPD dans les zones industrielles lui ont fait connaître leur opinion, tout simplement en s'abstenant d'aller voter.

C'est un phénomène qui s'était déjà manifesté à l'occasion d'élections de moindre importance au cours des années passées. Ce qui est nouveau, c'est que le SPD perd aussi de façon massive en chiffres absolus. En premier lieu dans la jeunesse qui constitue la réserve électorale des « alternatifs » et des « verts » qui, en de nombreux endroits, ont réussi à franchir la barre des 5 % et souvent d'ailleurs en faisant passer le FDP sous la barre des 5 % en lui prenant des voix (comme cela a été le cas aux élections municipales de Francfort). Donc, le SPD perd dans les « nouvelles couches moyennes », c'est-à-dire les salariés les plus favorisés et, dans une mesure croissante, des voix en faveur des « verts » et des « alternatifs » mais aussi en faveur des partis bourgeois. Cela a une signification précise pour la direction du SPD. En effet, si elle a adopté un cours d'adaptation au système capitaliste — comme elle l'a fait en 1959 avec le *Programme de Bad Godesberg* —, c'est précisément pour pouvoir mieux gagner ces couches. Or globalement, les élections manifestent un renversement du cours des choses qui n'est pas négligeable. Si l'on prend en considération l'essor de l'impact des « verts » et des « alternatifs », et si on les inclut dans la gauche, alors on constate sur le plan électoral d'un côté un léger déplacement en faveur du camp bourgeois (CDU-CSU et FDP), mais aussi de l'autre côté un déplacement significatif des voix dans la gauche en défaveur du SPD.

La crise qui s'est fait jour dans le SPD n'est rien d'autre, en dernière analy-

se, que la traduction du débat qui est apparu sur les moyens politiques de sortir le SPD de cette situation qui le menace de tomber aux élections en dessous de la barre des 40 %. Il faut noter, pourtant, que personne ne met en question l'idée de la coalition avec le FDP, ce qui est pourtant la question décisive. Quelles que soient les différences qui peuvent exister entre les différents courants dans le SPD, personne ne remet en cause fondamenta-

lement la nécessité de cette coalition ni la politique du gouvernement fédéral. C'est sur cette question que capitulent même les fractions les plus gauches du SPD qui se plient devant l'argument de la direction suivant lequel une coalition SPD-FDP serait un « moindre mal » face à une coalition purement bourgeoise. Mais le refus de remettre en cause le bloc avec un parti de la bourgeoisie ne supprime pas les racines de la crise...

## LA POLITIQUE D'AUSTERITE, LES SYNDICATS ET LA CLASSE OUVRIERE

Après les négociations sur le budget de 1982 entre le SPD et le FDP, il y eut une discussion publique pour savoir s'il s'agissait d'un « tournant ». Le FDP l'affirmait alors que le SPD le niait bruyamment.

La volonté de réformes avec laquelle le SPD avait justifié sa participation gouvernementale au cours des années 1960 avait déjà été abandonnée en pratique dès 1973 sous Willy Brandt. Lors de la nomination de Helmut Schmidt au poste de chancelier, en 1974, elle fut rebaptisée cyniquement « *politique de réformes qui ne coûtent rien* ». Ces réformes s'avérèrent, dans la plupart des cas, des restrictions draconiennes de droits démocratiques, imposées sous la pression de l'hystérie anti-terroriste. Vers la fin des années 1970, le SPD et la coalition gouvernementale affirmèrent vouloir « *conserver l'acquis* » plutôt que de réaliser de nouvelles réformes. « *Attaquer l'acquis* », tel a été le but avoué de la CDU-CSU, symbolisé par la candidature de Franz Josef Strauss comme chancelier fédéral.

Lors de la dernière campagne électorale, le FDP s'était déjà dégagé de la promesse de « *conserver l'acquis* ». Son ministre des Affaires économiques, le comte von Lambsdorff se fit un des protagonistes de l'attaque contre l'acquis social. C'est lui qui inventa la formule de « *riposte à la menace japonaise* », à savoir : travailler davantage, réduire les congés payés et les congés de maladie, « *solidarité* » avec les patrons, accepter les suppressions d'emplois à l'occasion de l'introduction de nouvelles technologies, etc. Cette offensive de la bourgeoisie a eu des effets au sein de la classe ouvrière ouest-allemande, parce que ni le SPD ni la bureaucratie syndicale n'étaient prêts ou capables de lui opposer une politique de rechange.

Tout cela s'est déroulé sur la toile de fond d'une situation économique (3) qui se détériorait. Les facteurs qui expliquent une évolution économique relativement plus favorable en RFA par rapport à ses voisins commencent à s'épuiser. Le capitalisme ouest-allemand ne pourra pas conserver sa forte position sur le marché mondial sans une attaque massive contre le niveau de vie de la classe ouvrière et une restructuration profonde de son industrie, au moyen de l'introduction massive de nouvelles techniques. Le déficit de la balance des paiements au cours des deux dernières années fut un premier signal d'alarme.

La récession généralisée a frappé cette année l'économie de la RFA. Le chômage s'est accru d'un tiers par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage a atteint la moyenne de 5 %, mais il y a déjà des villes et des régions — notamment la Ruhr — où il oscille entre 8 et 11 %. Même les milieux officiels parlent de 1,5 million de chômeurs pour la fin de l'année. Le taux d'inflation, qui avait été longtemps gelé à un niveau fort bas (pour certaines périodes, en dessous de 5 %), remonte de nouveau et se situe déjà à presque 7 %. Les « *caisses sociales* » (retraites, maladie et assurance chômage) affichent de forts déficits et doivent avoir recours à d'importants subsides de l'Etat.

La déclaration gouvernementale, au lendemain des élections, esquissait déjà un tournant vers une politique d'austérité. Le FDP a pu pleinement imposer son point de vue lors des négociations pour la

Vue partielle d'un des cortèges de la manifestation du 10 octobre dernier à Bonn. (DR)



3. Voir *Inprecor*, spécial économique, du 16 février 1981, Winfried Wolf, « La spirale des récessions ne peut s'élargir à l'infini », la partie concernant plus particulièrement la RFA.

reconduction de la coalition. Il s'agissait surtout de l'augmentation des impôts indirects et des cotisations à la Sécurité sociale. On a essayé d'imposer aux syndicats une politique de « sagesse salariale ». On a décidé aussi de mesures d'économie dans les services publics où travaillent plus de 4 millions de salariés, pour la plupart des ouvriers et des petits employés, soit 20 % de l'ensemble des salariés de la RFA. On a augmenté les tarifs des services publics.

Mais même ces mesures d'austérité ne furent considérées par le FDP que comme une « solution de compromis ». De nouvelles négociations, de même nature que les marchandages intervenus lors de la reconduction de la coalition, eurent lieu à l'occasion de l'élaboration du budget de 1982. Une partie du SPD défendit au début des « mesures favorisant l'emploi » (des « incitations » de 1,5 milliard de DM en faveur du secteur privé, pour encourager les créations d'emplois). Par la suite, cependant, tout le monde se rallia aux mesures d'austérité préconisées par le FDP qui frappent à 99 % les salariés. Le chancelier Helmut Schmidt répondit aux critiques qui s'élevèrent au sein de la fraction parlementaire du SPD qu'« un budget purement social-démocrate pour l'année 1982 n'aurait pas eu une configuration différente ».

Lors des négociations, le FDP a manifesté sa volonté d'aller encore plus loin. Son président et d'autres dirigeants formulèrent tout haut des considérations sur l'opportunité de changer de partenaire de coalition. On finit par adopter le budget pour 1982, mais seulement après que le SPD eut promis qu'en cas de détérioration de la situation économique, il accepterait de nouvelles mesures d'austérité. Elles concerneraient surtout la suppression du paiement automatique du salaire pour toutes les journées de maladie. Il s'agit d'une véritable provocation à l'égard des syndicats pour lesquels ce droit au paiement automatique du salaire constitue une des grandes conquêtes du mouvement ouvrier d'Allemagne occidentale d'après la Seconde Guerre mondiale (4).

En pratique, la direction syndicale n'a pas réagi, même si elle a fait preuve de velléités d'opposition verbale. De même que les députés sociaux-démocrates critiques, la bureaucratie syndicale a peur de provoquer par des actions concrètes la rupture de la coalition de Helmut Schmidt.

Deux exemples illustrent ce comportement. Au lendemain des élections, le petit syndicat des postiers — il ne compte que 450 000 membres, contre 1,2 million de membres pour le syndicat OTV, qui regroupe la plupart des agents des services publics, dont 250 000 travaillent dans les chemins de fer — fut acculé à une grève sur des questions de paiement des heures supplémentaires, de congés et d'embauche. Les postiers ne trouvèrent aucun appui auprès d'autres secteurs des services publics. Ils furent obligés d'arrêter la lutte après cinq jours de grève presque sans résultats, après une forte pression du chan-

celier Helmut Schmidt qui voulait prononcer sa déclaration gouvernementale dans un climat de « paix sociale ».

Les négociations salariales du printemps 1981 ont offert une image similaire. Ce sont les métallos qui donnent en général le ton. La bureaucratie de ce syndicat indiqua dès le début qu'elle visait un accord autour de 5 % d'augmentation des salaires, ce qui était le taux d'inflation généralement prévu à ce moment-là. Cela représenterait déjà une diminution des salaires réels, car une augmentation du salaire brut de 5 % ne constitue qu'une augmentation du salaire nominal net de 3,6 %, vu le barème progressif de l'impôt sur les revenus.

Les patrons réagirent avec une proposition provocatrice de 2,5 % d'augmentation brute. La bureaucratie syndicale voulut éviter à tout prix une grève des métallos et répondit avec une « tactique de mobilité ». Plusieurs milliers de métallos participèrent à des grèves d'avertissement d'une durée ne dépassant jamais une heure. Mais comme ces grèves s'étendirent sur plusieurs mois et que la bureaucratie rejeta l'emploi de moyens de lutte plus durs, le mouvement s'arrêta dès que les patrons offrirent 5 % d'augmentation des salaires bruts, et ce malgré le fait que le taux d'inflation dépassait déjà nettement 5 %. Il est vrai qu'une large réaction des syndiqués a empêché la bureaucratie d'accepter à l'improviste une offre de 4,2 % ...

Dans le secteur privé, les accords oscillèrent la plupart du temps autour de 5 %, sauf dans les services publics où ils se limitèrent à 4,2 %. Il ne faut donc pas être grand prophète pour prédire que l'année 1981 sera la première année d'après-guerre qui verra une réduction du pouvoir d'achat pour la classe ouvrière en RFA.

La bureaucratie syndicale n'a jusqu'ici pas bougé le petit doigt dans la lutte contre le chômage. D'ailleurs, des conventions collectives empêchent jusqu'en 1983 de soulever la question de la réduction de la durée du temps de travail. Et la bureaucratie ne fait rien pour préparer des luttes à l'échéance de 1983. Elle cherche au contraire des voies pour éviter la lutte pour une réduction générale de la durée du travail. La direction de l'IG-Metall (le syndicat des métallos) a déterré la revendication de l'abaissement de l'âge de la retraite. Elle l'oppose consciemment à celle de la semaine de 35 heures. Son président, Loderer, a déjà déclaré qu'« en cas d'attitude raisonnable des patrons sur la question des retraites », il serait prêt « à accepter la semaine des 40 heures au-delà de 1983 ».

Au sein de la classe ouvrière, la question de la lutte contre le chômage, ou plus généralement celle d'une politique plus combative des syndicats, devient le problème central. Les attaques des patrons se dirigent de manière plus vigoureuse qu'auparavant contre les bastions traditionnels du mouvement ouvrier. Cela se manifeste avant tout dans la Ruhr. A Dortmund, on se prépare à fermer la plus grande aciérie ou du moins à réduire de manière draconienne son activité. Le taux



La jeunesse contre le service militaire. (DR)

de chômage a déjà dépassé 10 % dans cette ville. A Francfort, presque toute la métallurgie traditionnelle est menacée. Deux usines qui emploient plusieurs milliers d'ouvrières et d'ouvriers, sont menacées de fermeture. La récession de 1981-1982 n'épargne même plus la couche des travailleurs qualifiés, la base traditionnelle des syndicats.

Jusqu'ici, la bureaucratie a pu maintenir son orientation favorable à la paix sociale par des moyens bureaucratiques. Mais elle ne peut plus étouffer la montée des critiques. Les forces d'opposition ont remporté de nouveaux succès au cours des élections pour les conseils d'entreprise du printemps 1981 ; les noyaux oppositionnels préalablement établis on pu — en gros — consolider leurs positions. Une tendance vers la recherche de formes de lutte nouvelles et plus efficaces se dessine dans les secteurs les plus menacés de la classe ouvrière. Au cours de conflits au sein des entreprises, des actions — comme la mobilisation de quartiers entiers de la ville, des mouvements de solidarité d'autres syndicats, l'occupation d'usines, le début de contrôle ouvrier par le blocage du transport de stocks ou de machines — sont chaque fois discutées ou même commencent à être mises en pratique. Il apparaît de plus en plus que la grande majorité des travailleurs s'engagerait dans l'action si les directions venaient à en donner le feu vert ...

## LE MOUVEMENT POUR LA PAIX, LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LES SYNDICATS

Malgré le fait que le mouvement ouvrier organisé et les syndicats se trouvent sur la défensive, le Mouvement dit pour la paix, qui constitue en premier lieu une réaction contre les plans de réarmement de l'OTAN (stationnement des bombes à neutron et des fusées Pershing et

4. Le principe selon lequel les travailleurs malades continuent à toucher leur salaire a été arraché, en 1956, par la grève la plus longue de l'histoire de la RFA.

*Cruise* surtout en RFA) crée une force et un mouvement politique de masse qui dépassent largement les mouvements de ces dernières années, tant en ce qui concerne leur ampleur qu'en ce qui concerne leur capacité de mobilisation. Tout en étant surtout porté par la jeunesse, ce mouvement réunit des personnes de tout âge. Il s'étend des jeunes chrétiens, qui y jouent un rôle très actif, aux militants d'organisations révolutionnaires. Contrairement à ce qui fut le cas avec le mouvement contre les centrales nucléaires, son influence et sa force d'attraction traversent profondément le SPD et les syndicats. Cela n'est pas seulement dû aux mérites du mouvement mais aussi aux traditions du mouvement ouvrier ouest-allemand.

Le mouvement a crû rapidement, surtout après le changement de président aux Etats-Unis et l'adaptation du gouvernement Helmut Schmidt à la politique militaire et de réarmement de Ronald Reagan. A l'occasion du 25e anniversaire de la Bundeswehr (l'armée allemande), le ministre social-démocrate de la Défense voulut organiser une cérémonie à la prussienne pour la prestation de serment des nouvelles recrues. Contre cette provocation, quelque 70 000 personnes ont manifesté au total dans diverses villes de la RFA au printemps 1981. Un appel dit de Krefeld, lancé avant tout par le Parti communiste allemand (DKP), et dirigé contre le réarmement et le stationnement d'armes nucléaires sur le territoire de la RFA, a réuni 800 000 signatures en l'espace de six mois.

Au cours du printemps, il y eut jusqu'à 40 000 personnes lors de manifestations pacifistes locales et régionales. Il y eut une série de mobilisations autour d'endroits où des armes nucléaires sont stockées. A Berlin-Ouest, il y eut la plus large manifestation contre la politique américaine que cette ville ait jamais connue : 80 000 manifestants contre la visite du secrétaire d'Etat US, Alexander Haig, en septembre 1981 (à titre de comparaison : la grande manifestation de février 1968 contre la guerre du Vietnam avait réuni 20 000 personnes à Berlin-Ouest).

Mais il ne s'agit pas seulement de protestation contre la politique du gouvernement et de l'opposition parlementaire (qui n'ont guère de divergences en la matière), ce qui provoque évidemment l'alarme au sein des directions du SPD, de la CDU-CSU et du FDP. En dernière analyse, le Mouvement pour la paix vise l'ensemble de la politique étrangère de la RFA de ces dernières décennies : l'intégration au camp occidental ; l'Alliance atlantique ; la participation à l'OTAN et l'alignement sur la politique étrangère des USA. Toutes ces constantes sont ébranlées par le Mouvement pour la paix et remises en question. Mais l'enjeu est bien plus décisif pour le SPD que pour les partis bourgeois. La direction du SPD n'avait pu imposer le ralliement à l'OTAN que vers la fin des années 1950, ensemble avec la révision de son programme tendant à une réconciliation avec le capitalisme

(Programme de Bad Godesberg). Si d'amples secteurs du parti, influencés par le Mouvement pour la paix, remettent en question les nouveaux piliers de la politique étrangère, cela pourrait rapidement se transformer en une discussion qui contesterait l'ensemble de cette orientation de la direction du SPD, et pas seulement en matière de politique militaire... En outre, un mouvement autonome pour la paix constitue un énorme défi pour le SPD. Ce parti s'efforce de se donner lui-même l'image d'un « parti de la paix ». Il y était parvenu avec succès au cours des années 1960. Ses succès électoraux de 1976 et de 1980 ont résulté en partie du fait que la direction du SPD avait su se présenter comme « le » parti de la paix et avait réussi à présenter la CDU-CSU comme « inaptes à la paix ». Si le mouvement pour la paix réussit à se stabiliser, le choc électoral risque d'être pénible pour le SPD lors de futures élections...

Les divisions au sein du SPD se sont cristallisées autour de la question de l'attitude à adopter à l'égard de la grande manifestation du 10 octobre 1981. Seules les Jeunesses socialistes ont appuyé cette manifestation au sein du camp social-démocrate. Puis E. Eppler, membre du présidium du SPD et considéré désormais comme la voix critique à l'égard de Helmut Schmidt la plus connue en RFA, s'est déclaré prêt à prendre la parole lors de la manifestation. Près de 50 députés du SPD ont affirmé qu'ils participeraient à la manifestation. La tentative de Helmut Schmidt d'imposer l'interdiction à tous les membres du SPD de participer à la marche sur Bonn du 10 octobre a échoué. Puis a éclaté une controverse publique entre Helmut Schmidt et Willy Brandt, président du parti, sur l'attitude à adopter vis-à-vis du Mouvement pour la paix et la possibilité de le réintégrer dans la « mouvance » social-démocrate. La bureaucratie syndicale qui a voulu s'aligner sur Helmut Schmidt sur cette question a également perdu des plumes. La direction de la confédération syndicale DGB a interdit à la commission confédérale des jeunesses syndicales d'appuyer officiellement la manifestation, mais cette interdiction a été débordée sur tous les plans ; des commissions de jeunesses syndicales de beaucoup de centrales professionnelles ont appelé à participer à la manifestation ; tout le syndicat du Livre a conseillé à ses membres pareille participation ; le syndicat de l'Enseignement appuie officiellement la manifestation dans de nombreuses villes, des syndicalistes connus appellent à la manifestation dans des annonces insérées dans la presse locale ; plusieurs directions syndicales locales ont mobilisé et même accordé un appui financier à la manifestation ; un des orateurs prévus est Georg Benz, un des principaux dirigeants du syndicat des métallurgistes...

La question principale est de savoir comment le conflit et la différenciation au sein du mouvement ouvrier organisé par le Mouvement pour la paix et la manifestation de Bonn se développeront à

l'avenir. Pour le Groupe Internationale Marxiste (GIM) (section allemande de la IVe Internationale), le mot d'ordre « Des emplois et non des fusées ! » fait le lien entre la politique d'austérité et la politique de réarmement, dans le but de développer au sein du mouvement ouvrier organisé une lutte encore plus étroitement combinée contre ces deux axes de l'offensive du grand capital.

Car, ce qui continue à caractériser l'évolution sociale en RFA, c'est la désynchronisation non encore surmontée entre le mouvement de masse contre la remilitarisation — porté essentiellement par la jeunesse et des secteurs marginaux de la classe ouvrière — d'une part, et l'attitude défensive ainsi que la conscience de classe sous-développée de la classe ouvrière d'autre part, qui continue à être maintenue dans le corset social-démocrate par une des bureaucraties ouvrières les plus puissantes du monde.

C'est seulement si l'on tient compte de cette désynchronisation qu'on peut comprendre pourquoi le processus de différenciation qui a commencé au sein de la social-démocratie profite en premier lieu à des groupements pour lesquels le mouvement ouvrier organisé ne constitue qu'un point de référence secondaire ou même sans importance (mouvements écologistes, listes « alternatives », etc.), pourquoi les groupements maoïstes et centristes s'effondrent (5) et pourquoi la masse des ouvriers sociaux-démocrates ne se détourne du SPD que de manière passive, pour autant qu'elle s'en détourne, en l'absence d'alternatives politiques crédibles. Ils ne font que traduire les thèmes du mouvement écologique dans un langage réformiste social-démocrate et évitent comme la peste un affrontement avec la bureaucratie syndicale et une réponse au chômage qui dépasse le cadre des propositions néo-keynésiennes.

Pour renverser ce cours, il faut que la classe ouvrière s'engage effectivement dans la lutte contre l'accroissement du chômage et contre la politique d'austérité. Cela présuppose que l'emprise de la bureaucratie syndicale sur les travailleurs syndiqués soit ébranlée. Cela n'est pas impossible, comme le démontre la crise dans laquelle le SPD s'est vu précipité presque du jour au lendemain. ■

Werner HULSBERG  
Francfort, le 8 octobre 1981.

5. Toutes les organisations révolutionnaires ont perdu des membres au cours des dernières années. Le KPD maoïste s'était déjà dissous sans bruit en 1979. L'Union communiste (Kommunistischer Bund) (KB) s'était scindée en deux à la même époque. Une autre formation importante d'origine maoïste, le Kommunistischer Bund West-Deutschland (Union communiste d'Allemagne occidentale) (KBW) a également connu une scission et traversé pour la première fois un ample débat interne de crise. Le « Bureau socialiste » (SB), affirme lui-même se trouver au bord de la dissolution. Des éléments originaires du KBW, du KB, du SEW (parti stalinien de Berlin-Ouest) ainsi que des membres du SB essaient de rassembler des éléments de gauche au sein du mouvement écologique et alternatif, autour d'un projet de journal.

# Le gouvernement Spadolini à la recherche d'un Pacte social

Le président du Conseil a profité de l'été  
pour ses mauvais coups contre les travailleurs

**L**ES trois mois d'été auront suffi pour convaincre ceux qui auraient pu en douter que le gouvernement du républicain Giovanni Spadolini, formé à la fin juin 1981, poursuit strictement la même politique que son prédécesseur démocrate-chrétien Forlani. La nouveauté représentée par l'avènement d'un président du Conseil laïc (1) a fait long feu : il est laïc certes, mais tout aussi anti-ouvrier que tous les démocrates-chrétiens qui ont occupé le palais Chigi avant lui.

Ouverture de négociations en vue d'imposer un Pacte social ; réduction massive des dépenses sociales de l'Etat ; feu vert à la construction de plusieurs centrales nucléaires ; décision de faire installer 112 missiles *Cruise* américains à Comiso en Sicile ; projet de loi pour limiter le droit de grève dans les services publics : Spadolini a mis les bouchées doubles au

cours de l'été. Il l'a fait pour ses propres raisons, pour montrer son efficacité en opposition aux tergiversations des gouvernements démocrates-chrétiens. Mais il l'a fait aussi et surtout grâce à l'accueil favorable que lui ont réservé dans un premier temps les partis et les syndicats ouvriers qui lui ont laissé les mains libres sur tout son programme.

Pourtant, si les grandes lignes de l'action du gouvernement sont clairement tracées, la concrétisation de sa politique s'annonce plus ardue. En effet, Spadolini est confronté aux mêmes problèmes qui ont déterminé l'échec de Forlani au printemps dernier, à savoir la résistance des travailleurs qui, malgré les coups reçus, manifestent leur volonté de défendre leurs acquis. C'est pour cette même raison que Spadolini ne représente pas un début de solution de la crise de la direction de la classe dominante.

Anna LIBERA

La chute du gouvernement Forlani, fin mai, a certes été précipitée par le scandale de la Loge maçonnique P2 sur lequel nous reviendrons plus loin. Mais les raisons profondes de son échec résident ailleurs, dans la faillite de deux éléments clés de son plan d'attaque contre la classe ouvrière : la remise en cause de l'échelle mobile et le référendum contre l'avortement. Ces deux batailles sont très significatives de la volonté de résistance des travailleurs face aux tentatives de liquidation de leurs acquis, et de la volonté — opposée — de capitulation des directions réformistes.

Au début de l'année 1981, le président du Conseil Forlani avait présenté un plan de « lutte contre l'inflation » qui se réduisait à un point essentiel : la réduction du coût du travail et le « gel » du mécanisme d'échelle mobile (2). Il l'avait fait d'autant plus ouvertement que les directions syndicales avaient souvent manifesté leur disponibilité à accepter une telle politique. Pourtant, au printemps, la résistance instinctive des travailleurs à toute remise en cause de l'échelle mobile va contraindre ces dernières à des adaptations tactiques qui ne modifient pas pour autant le fond de leur position.

Les directions syndicales ont tout d'abord annulé la consultation de la base qui devait se conclure par une Assemblée nationale des délégués habilitée à se prononcer sur la stratégie syndicale. Conscients du climat de mécontentement régnant dans les entreprises, elles craignaient par-dessus tout une telle Assemblée qui aurait sans aucun doute démenti leur politique qui, depuis plusieurs années déjà, se limite exclusivement à négocier les projets de politique d'austérité des gouvernements successifs.

La direction de la Fédération unitaire CGIL-CISL-UIL a organisé en lieu et place de cette consultation de la base un séminaire des cadres des sommets syndicaux à Montecatini en mars dernier. Ce séminaire, tout en étant présenté comme un moment de réflexion a, en fait, pris des décisions par-dessus la tête des travailleurs à propos des prochains contrats (renouvelables à l'automne 1981). Bien que les travailleurs aient rejeté la politique d'austérité acceptée par les sommets syndicaux réunis à l'Assemblée de l'EUR en janvier 1978, elle a été repropagée dans sa substance à Montecatini : limitation des revendications salariales, abandon des revendications égalitaires, soutien aux entreprises par des accords sur la hausse de la productivité et une plus grande « mobilité » des travailleurs (3). A Montecatini pourtant, les dirigeants syndicaux étaient contraints de faire dire qu'ils étaient opposés à une révision de l'échelle mobile.

## LA DÉFENSE DE L'ECHELLE MOBILE ...

Le patronat et le gouvernement ont bien compris la faiblesse de la position de la Fédération unitaire : cette dernière accepte le gros de la politique d'austérité du gouvernement, mais prétend rejeter sa conclusion logique qu'est la remise en cause de l'échelle mobile ; de plus et surtout, elle refuse d'appeler à la mobilisation des travailleurs qui seule pourrait faire reculer le patronat et est donc piégée dans une politique de négociations où gouvernement et patronat sont maîtres du jeu.

La réponse de Forlani ne s'est pas fait attendre. A la veille de Pâques, il dévaluait la lire et décrétait une hausse des tarifs publics et une réduction des dépens-

ses sociales de l'Etat. Il annonçait également que la phase suivante de son plan s'attaquerait à l'échelle mobile.

Mises devant le fait accompli, les directions syndicales ont été incapables d'apporter une réponse immédiate. Jusqu'à ce que, en bonne logique, au cours d'une réunion secrète, Pierre Carniti, secrétaire de la CISL, présente un plan en 18 points qui se résumait à une seule chose : la disposition des dirigeants syndicaux à céder sur l'échelle mobile. La substance de cette réunion « secrète » était immédiatement révélée par tous les journaux, selon une tactique désormais habituelle : on « sonde » la réaction des travailleurs grâce aux indiscrétions de la presse, puis on s'oriente en conséquence pour décider quoi céder sans trop créer de remous dans les usines.

A cette pratique qui bafoue ouvertement les règles élémentaires de la démocratie syndicale, point fort du syndicat des conseils, la réponse des travailleurs a été rapide et sans hésitations : c'est un « non » massif qui s'est élevé des usines contre toute nouvelle attaque, surtout contre l'échelle mobile, alors que l'inflation frise déjà les 25 %.

Des centaines de conseils d'usine, de structures régionales de la Fédération unitaire, les branches industrielles de la CISL et la FLM ont pris position contre la re-

1. Le gouvernement Spadolini est le quatrième depuis la Deuxième Guerre mondiale et le premier qui ne soit pas présidé par un démocrate-chrétien.

2. L'échelle mobile des salaires a été instaurée en Italie par les gouvernements d'Union nationale au lendemain de la guerre. Ce système permet un rattrapage d'environ 60 à 70 % des salaires par rapport à l'inflation.

3. Pour les directions syndicales italiennes, qui pensent pouvoir masquer les vrais problèmes aux travailleurs par des subtilités de langage, « mobilité » signifie en fait « licenciement ».

mise en cause de l'échelle mobile. A l'Alfa Romeo de Milan, en un temps record, plus de 8 000 signatures ont été rassemblées sur un appel allant dans le même sens. Et, surtout, le conseil d'usine de l'Alfa Romeo convoquait une assemblée de tous les conseils d'usines de Lombardie, invitant également les conseils de quelques grandes usines d'autres villes. Réunie le 23 avril, cette assemblée opposait un « non » catégorique au blocage de l'échelle mobile. Une réunion similaire des représentants des travailleurs du Piémont prenait la même position. C'était un coup sérieux porté aux prétentions du gouvernement et à la politique des dirigeants syndicaux. Ceux-ci, qui n'entendent pas répondre à cette volonté d'en découdre des travailleurs, se trouvaient dans une impasse totale, comme cela est apparu lors du sommet syndical du 5 mai. La CGIL pensait qu'il fallait attendre de nouvelles propositions du gouvernement ; la CISL et la UIL avançaient la nécessité de présenter un plan pour un pacte anti-inflation à Forlani.

La bataille pour les référendums et le scandale de la P2 allaient laisser un peu de côté cette question qui redeviendra centrale dès la formation du gouvernement Spadolini.

## ... ET DE L'AVORTEMENT LIBRE

Nous avons expliqué dans ces colonnes (4) pourquoi la question du référendum visant à supprimer la liberté de l'avortement jouait un rôle clé dans le projet de restauration de la bourgeoisie italienne et, pour cette raison même, pourquoi cette bataille était essentielle pour l'ensemble du mouvement ouvrier. La bourgeoisie, qui s'était rangée derrière le référendum du Mouvement pour la vie piloté par la hiérarchie catholique, entendait faire retourner les femmes en arrière et également faire un test sur les capacités de résistance du mouvement ouvrier et de tous les mouvements sociaux apparus tout au long de la dernière décennie. Le test a été probant, mais dans le sens contraire à celui souhaité par les patrons et les curés : plus de 70 % des électeurs et électrices ont rejeté le référendum du Mouvement pour la vie, et ont ainsi dit « oui » à une conquête inaliénable des femmes. Ce résultat témoigne à la fois de la compréhension — à un niveau de masse — des droits des femmes et de la conscience qu'une défaite de celles-ci sur la Loi 194 aurait été une défaite pour tous et aurait ouvert la voie à d'autres attaques sur d'autres terrains.

Ces résultats représentent une grande défaite pour la Démocratie chrétienne (DC) non seulement parce qu'ils mettent ses projets restaurationnistes en difficulté, mais également parce qu'ils ont révélé une profonde division de l'électorat catholique — sa base sociale — face à la campagne cléricale. C'est un fait qu'une partie importante de cet électorat a voté contre les indications du Vatican et de la DC, pour le maintien de la liberté de l'avortement et force est de constater que le vieux ciment idéologique de la réaction

italienne — le catholicisme — ne fonctionne plus avec autant d'efficacité que par le passé.

Si le référendum sur l'avortement était le plus important des cinq organisés à la même date, il ne faut pas négliger les résultats enregistrés sur les autres, en particulier celui demandant l'abrogation de la Loi « anti-terroriste » Cossiga et celui demandant l'abolition de la peine de prison à perpétuité ; d'autant plus qu'ils vont dans un sens opposé et traduisent les effets catastrophiques sur la conscience ouvrière de la campagne des directions réformistes en défense des institutions bourgeoises. Les deux référendums ont été rejetés : 86 % des électeurs se sont prononcés pour le maintien de la Loi Cossiga qui restreint toute une série de libertés élémentaires, et environ 70 % pour le maintien de la détention à la perpétuité. Il est important de rappeler que le Parti communiste italien (PCI) était pour la Loi Cossiga, mais, par contre, avait appelé à voter « oui » à l'abrogation de la détention à perpétuité. Et c'est là qu'on voit les effets de sa politique : l'électorat qui suit traditionnellement le PCI n'a pas compris sa position différente sur ces deux référendums. Enrico Berlinguer a en effet toujours expliqué que le seul moyen

de lutter efficacement contre le terrorisme était d'introduire des lois d'exception et de durcir les peines. Et c'est ainsi que son électorat l'a compris, en votant à la fois pour le maintien de la Loi Cossiga et pour le maintien de la détention à perpétuité. On ne peut à ce propos manquer de souligner l'orientation stupide du Parti radical (PR) — promoteur de ces deux référendums — et de son utilisation apolitique du droit de référendum : aujourd'hui en effet, la bourgeoisie peut se vanter d'un plébiscite populaire pour une partie de ses lois répressives.

## LES ELECTIONS DU 21 JUIN

Au lendemain du scandale de la P2 (voir encadré), Forlani n'a pas remis la démission de son gouvernement et il entendait poursuivre sa politique comme si de rien n'était. Personne ne songeait d'ailleurs à provoquer son départ. Ni la DC qui, tous ses représentants étant « brûlés », aurait eu du mal à proposer un au-

4. Anna Libera, « Deux référendums contre l'avortement. Une attaque contre le droit des femmes, une attaque contre tous les travailleurs », *Inprecor*, numéro 101, du 13 mai 1981.

## La P 2 : le super-scandale

L'explosion du scandale de la Loge maçonnique P2 a accéléré la crise du gouvernement Forlani et de la Démocratie chrétienne dans son ensemble. Comment cela a-t-il commencé ? Les juges chargés d'enquête sur le krach de la banque Sindona (1), voyant apparaître très souvent le nom d'un certain Licio Gelli, décidèrent d'aller perquisitionner la villa de cet homme d'affaires à Arezzo. Persuadés de tomber sur une grosse affaire, les deux juges milanais sont passés outre les dispositions légales qui veulent qu'on prévienne la police locale pour effectuer une perquisition et n'ont révélé l'objectif de leur expédition aux policiers de Milan qui les accompagnaient qu'à l'approche de la villa de Gelli (il s'est avéré par la suite que les responsables de la police d'Arezzo étaient effectivement membres de la P2). Dans cette villa, les juges ont trouvé une liste de plusieurs centaines de noms de membres d'une Loge maçonnique secrète, la P2. Ils trouvèrent également de nombreux documents sur les agissements de ceux qu'on n'appellera plus désormais que « les hommes de Gelli ».

Secrète (2), la Loge P2 ne l'était pas pour tout le monde. Pratiquement tout ce que l'Italie compte de gens importants en faisait partie : les trois responsables des services secrets, Santorito, Pelosi, Grassi ; le général Della Chiesa, chef du corps spécial anti-terroriste et responsable des carabinieri pour la région Nord ; des ex-ministres (dont celui du Budget, Stammati) ; un nombre considérable de hauts fonctionnaires, de dirigeants de banques publiques, d'entreprises publiques et privées, de la presse (le directeur et quelques grandes signatures du *Corriere della Sera*), de la télévision, de l'édition (dont Rizzoli, patron du groupe du même nom). Beaucoup de responsables de la Démocratie chrétienne, bien sûr, mais aussi du Parti social-démocrate (PSDI) (dont son secrétaire, Pietro Longo) et également du Parti socialiste (PSI). Seul le Parti communiste est resté en dehors du scandale. Dans les listes trouvées chez Gelli, il manquait une page sur le contenu de laquelle tout a été envisagé, et même avec quelque vraisemblance, la présence de noms de la hiérarchie du Vatican (3).

D'après les révélations des juges milanais, on trouve les « hommes de Gelli » dans tous les scandales de ces dernières années : le scandale des services secrets SIFAR, les différents scandales financiers, la bombe contre le train *Italicus*, l'assassinat du journaliste Pecorelli commandité par Gelli et Viezzer, ex-colonel du SID, parce qu'il s'apprêtait à faire des révélations sur la P2. La révélation des noms trouvés chez Gelli a provoqué un pitoyable lavage de linge sale sur la place publique (4). Chacun utilisait la tactique qui lui semblait la meilleure : qui niant tout devant l'évidence, qui jouant l'innocent — ou l'idiot —, jurant de s'être fait entraîner dans cette affaire sans le savoir, qui, encore, revendiquant avec arrogance la légitimité de la P2. L'affaire a aussi donné lieu à bien des règlements de compte : en effet, de nombreux cadres de l'administration, voyant depuis des années des incapables notoires leur souffler les postes

tre candidat, ni le Parti socialiste qui préférait attendre le test électoral du 21 juin pour éventuellement relancer ensuite sa bataille pour une présidence du Conseil socialiste, ni Enrico Berlinguer dont les discours sur l'« *alternative démocratique* » sont pour le dimanche et s'envolent en fumée dès qu'il s'agit de présenter une alternative dans les faits.

C'est la volte-face du PSI, membre du gouvernement, qui va obliger Forlani à laisser la place le 26 mai. Au lendemain du scandale de la P2, le parti de Bettino Craxi a maintenu une attitude prudente et discrète durant plusieurs jours ; il lui fallait faire oublier que plusieurs de ses membres éminents étaient impliqués dans l'affaire (tout comme le bras droit de Bettino Craxi, Martelli, avait été en son temps impliqué dans le scandale des pétroles). Mais, bien vite, Bettino Craxi a compris que, s'il ne prenait pas ses distances du parti le plus marqué par le scandale, il risquait d'être pénalisé aux élections. Il a donc précipité la crise et relancé l'idée d'une présidence du Conseil socialiste. C'est aussi le PSI qui a mené à l'échec la tentative de Forlani, chargé de former le nouveau gouvernement. Finalement, le président de la République, Alessandro Pertini, confiera cette mission au

républicain Spadolini qui la mènera à bien fin juin.

Les élections du 21 juin étaient venues entre-temps confirmer que les attaques de la bourgeoisie sur le plan économique et les succès obtenus sur ce terrain n'avaient pas encore de pendant sur le plan politique.

Les élections pour renouveler les conseils communaux et régionaux concernaient 9 millions de personnes, à Gênes, Rome, Bari et en Sicile. Le résultat d'ensemble marque une nette baisse de la DC qui, avec 30,8 %, atteint un de ses minimums historiques, et un renforcement de la gauche qui, avec 47,4 %, dépasse les grands succès de 1975 et 1976 (45,9 %).

Au sein de la droite comme de la gauche, on a assisté à des transferts de voix significatifs dans le Sud. Ainsi, à Bari, la DC perd 5 % des voix alors que le Parti social-démocrate (PSDI) croît exactement dans les mêmes proportions. Il s'agit clairement, dans ce cas, d'un transfert de clientèle. A Bari, les voix perdues par la DC ne se sont pas reportées sur des partis laïcs « honnêtes », mais sur un autre parti susceptible de continuer à faire profiter les potentats locaux des faveurs du pouvoir.

Des transferts de voix ont également eu lieu — à gauche — du PCI vers le PSI, et il est important d'en saisir les raisons. Tout d'abord, il faut souligner que le PCI récupère les pertes massives de voix enregistrées lors des élections de juin 1979 (-4%) résultat de sa politique d'Union nationale. Quelques chiffres le montrent : à Rome, le PCI recueillait 35,9 % des voix en 1976, 29,7 % en 1979 et 35,9 le 21 juin dernier, redevenant le premier parti de la capitale. A Gênes, le PCI recueillait 37,6 % des voix en 1979 et 39,6 % le 21 juin. Par contre, il a enregistré une perte de plusieurs points à Bari au profit direct du PSI qui a atteint 14 % dans cette ville (contre une moyenne nationale de 10 à 11 %).

Ce résultat a surpris, étant donné la compromission ouverte du parti de Bettino Craxi avec la politique gouvernementale. Pourtant, il serait superficiel de penser qu'une partie de l'électorat de gauche, en votant pour lui, a voté pour l'austérité, l'alliance avec la DC et la division entre les partis ouvriers (car il faudrait alors dire que la partie — bien plus massive — qui a voté pour le PCI a choisi la ligne du casage des luttes, de la démobilitation et de la résignation face à l'attaque patronale). L'explication doit être cherchée ailleurs : le maintien et l'approfondissement de la crise politique et économique pousse de larges secteurs à chercher une alternative d'ensemble. Pour une part importante des travailleurs, le PCI — qui recueille 32 à 33 % des voix — est l'axe d'une telle alternative. Il ne faut pas d'ailleurs oublier que le PCI a rassemblé le plus large consensus électoral (34 %) en 1975-1976, précisément quand il présentait une perspective de participation à court terme au gouvernement avec le « *compromis historique* ». Or aujourd'hui, le PCI propose une hypothétique « *alternative démocratique* », sans formule ni programme, guère palpable pour les travailleurs. A l'opposé, Bettino Craxi semble mener une politique plus efficace : il a une proposition concrète de gouvernement, il donne l'impression de demander des comptes à la DC, alors que Berlinguer reporte toujours l'heure des comptes... Enfin, Craxi ne charge pas d'autres forces de composer un gouvernement un peu moins démocrate-chrétien, il se propose lui-même comme alternative, et tout de suite. Pour illusoire que soit cette démarche, il est clair qu'elle est faite par des secteurs de l'électorat de gauche, d'autant plus facilement qu'il n'y a pas de différences substantielles entre les politiques réformistes des deux partis ouvriers. C'est cela qui a déterminé les déplacements de voix enregistrés à Bari.

En même temps, d'ailleurs, c'est cette même recherche d'une alternative d'ensemble par les travailleurs qui détermine les difficultés de la direction du PCI. En effet, Enrico Berlinguer ne peut pas envisager de maintenir congelés à long terme une tranche aussi consistante de l'électorat sans lui proposer une perspective, soit par une relance de la bataille pour entrer au gouvernement, soit par une relance des luttes sociales. C'est là que réside

## d'un régime scandaleux

les plus importants grâce à leur appartenance à la P2, en ont profité pour se venger.

Il est plus intéressant cependant de souligner comment on a essayé, de toutes parts, de dépolitiser l'affaire, de lui donner un relent de roman noir pour faire oublier le lien évident entre cette association de brigands de grands chemins et le régime démocrate-chrétien.

Le PCI a participé à cette entreprise en présentant comme seule réponse la nécessité de « *moraliser* » la vie politique. Le PCI ne s'est pas appuyé sur cet enième scandale — dépassant, il faut bien le dire, tous les autres — pour exiger le départ du gouvernement et proposer une alternative. Enrico Berlinguer a décrété que la « *question morale* » était aujourd'hui la clé de la crise italienne. Mais, s'il est juste de dénoncer la pourriture du régime démocrate-chrétien, il faut aussi rappeler que la DC n'est pas seulement le parti des scandales, de la P2, de la mafia et des pots de vins ; c'est aussi le parti de l'austérité, des sacrifices et de la répression. En ne liant pas ces deux éléments, on se limite à demander que la politique anti-ouvrière soit menée avec « *moralité* ». C'est d'ailleurs pourquoi le PCI a salué favorablement la nomination de Spadolini à la présidence du Conseil : il ne représente pourtant pas un mieux pour les travailleurs parce qu'il est un homme d'Agnelli (de la FIAT) et non de Licio Gelli... De plus, le PCI s'est contenté de demander à la bourgeoisie de s'auto-épurer, alors que seule la mobilisation des travailleurs pouvait permettre de se débarrasser de cette bande de profiteurs, en partant de la mobilisation des travailleurs des ministères, banques ou journaux concernés pour exiger le départ des hommes de Gelli, jusqu'à une mobilisation d'ensemble pour chasser le gouvernement. Et, faut-il s'en surprendre, quatre mois plus tard, l'affaire de la P2 ne fait plus la « *une* » des journaux ni même les pages intérieures : le Parlement discutait encore fin septembre d'une éventuelle loi de dissolution de la P2 et, à cette séance, il n'y avait que 39 députés sur 600...

1. Un autre scandale de la longue liste qui a marqué le régime DC. Sindona, banquier lié à la Mafia, favorisait les exportations de capitaux et finançait grassement la DC.

2. L'appartenance à la franc-maçonnerie est interdite par la loi aux fonctionnaires de l'Etat italien. Le Grand-Orient d'Italie avait donc créé pour eux une loge secrète, la P2, qui n'apparaissait pas dans ses registres.

3. Un membre démocrate-chrétien de la P2 a expliqué à la presse qu'un jour qu'il se trouvait au Vatican, il fut surpris d'y rencontrer Licio Gelli et celui-ci lui aurait dit : « *Mais nous avons beaucoup de frères ici* » (La Repubblica, 4 juin 1981). Dans le même journal, un député socialiste, également membre de la P2, a raconté qu'un jour Gelli lui avait montré un jeu de photos du pape Wojtyla, nu au bord de la piscine du Vatican, et lui aurait dit : « *Il y a vraiment un problème de sécurité, si on peut prendre de telles photos, il doit être facile d'organiser un attentat.* » (La Repubblica, 6 juin 1981.)

4. Il a aussi déclenché, une fois les premiers remous passés, une véritable campagne contre les juges indépendants accusés d'être au service du PCI...

le nœud de la crise et du débat actuels du PCI que nous aborderons plus loin.

## C'EST TOUJOURS UN GOUVERNEMENT DEMOCRATE-CHRETIEN

Si l'avènement d'un laïc à la présidence du Conseil ne représente pas la nouveauté « positive » que beaucoup ont saluée, elle souligne néanmoins la crise de la DC et de ses méthodes de gouvernement. La bourgeoisie a favorisé cette solution parce que, à ses yeux, le scandale P2-DC risquait d'éclabousser toutes les institutions bourgeoises. Il fallait donc prendre des mesures de sauvegarde pour revaloriser les institutions aux yeux des masses en mettant à leur tête un homme « probe », et laisser le temps à la DC, non pas de faire peau neuve, opération impossible, mais au moins de pratiquer un sérieux *lifting*.

La bourgeoisie ne mise pas pour autant sur la constitution d'une alternative à la Démocratie chrétienne ; les premiers éléments d'une telle alternative n'existent même pas et ce n'est pas en pleine crise qu'elle laissera tomber le seul instrument dont elle dispose. La DC, pour sa part, a commencé, dès la rentrée, à laisser entendre que le gouvernement Spadolini était un gouvernement de transition.

A regarder de plus près le gouvernement Spadolini, on voit que par sa composition c'est le plus démocrate-chrétien de ces dernières années. Sur 27 ministres, 14 sont de la DC, 7 du PSI, 3 du PSDI et un du Parti républicain (PRI). La Démocratie chrétienne a mené une dure

bataille pour obtenir le plus de ministères possibles pour une raison simple : son pouvoir se fonde sur un clientélisme qui s'alimente aux caisses de l'Etat. Contrainte d'abandonner la présidence du Conseil, elle voulait se garantir le plus grand nombre de ministères pour maintenir et accroître sa clientèle, seul moyen pour elle de surmonter sa crise. Beaucoup de dirigeants démocrates-chrétiens n'ont d'ailleurs pas hésité à expliquer l'échec subi par leur parti, le 21 juin, par le fait qu'ils avaient abandonné trop de ministères « rentables » — postes, transports — au PSI ou au PSDI...

Le marchandage pour la formation du gouvernement a commencé à ouvrir les yeux à plus d'un naïf des premiers jours. Le PCI a calmé ses enthousiasmes et pris ses distances d'avec le nouveau gouvernement. Le PSI n'a pas abandonné ses ambitions, il attend seulement le bon moment — un échec des négociations sur le Pacte social par exemple — pour relancer la bataille pour une présidence du Conseil socialiste. La DC quant à elle, se prépare à reprendre au plus vite la place qu'elle estime être la sienne de droit. De ce seul point de vue, l'heure de la stabilité politique, c'est-à-dire de la résolution de la crise de direction de la bourgeoisie, n'a pas encore sonné en Italie.

## L'UTILISATION DU TERRORISME CONTRE LES TRAVAILLEURS

Un autre élément de la crise italienne fait de nouveau peser sa menace sur les

lutttes ouvrières : ce sont les actions terroristes et l'utilisation qui en est faite par le gouvernement et les directions réformistes contre les travailleurs combattifs.

L'enlèvement du juge d'Urso, à la fin 1980, avait marqué une reprise d'activité des Brigades rouges (BR) après de sérieux coups portés par la police à cette organisation. Ces derniers mois, les Brigades rouges ont multiplié les initiatives propagandistes dans les grandes entreprises (tracts, banderoles) comme l'Alfa Romeo, la Breda, l'OM, la Falck, la Marelli dans la région milanaise. De même, parmi les quatre enlèvements pratiqués au printemps par les BR, on trouvait le chef du personnel de l'Alfa Romeo, Sandrucci, et un responsable de la Montedison, Talierno. En échange de ces deux personnes, les BR demandaient la suppression du chômage technique imposé à plusieurs centaines de travailleurs de l'Alfa Romeo et l'amélioration des conditions de travail à la Montedison (les deux autres personnes enlevées étaient Roberto Pecci, frère d'un terroriste « repent », et Cirillo, dirigeant de la DC à Naples).

Plusieurs explications, pas nécessairement opposées, peuvent être données de la relance de l'activité des BR dans les entreprises. La première, c'est que les dirigeants des BR peuvent estimer — non sans raison — que, vu l'aggravation des attaques contre la classe ouvrière et la politique de capitulation des directions syndicales, ils peuvent trouver un terrain de recrutement non négligeable dans les entreprises. La seconde, c'est que l'appareil d'Etat laisse consciemment des zones d'action libres aux terroristes, en aide même certains, quand cela peut servir ses projets. Car, s'il serait stupide de limiter le problème du terrorisme à une question de manipulation policière, il serait tout aussi stupide de nier que ce problème existe.

Or, dans la phase actuelle, où l'objectif numéro un de la bourgeoisie est d'imposer l'austérité aux travailleurs, le terrorisme peut lui être utile. De nombreux éléments viennent à l'appui de cette affirmation. Rappelons d'abord que, lorsque la direction de la FIAT a licencié les « 61 » en octobre 1979 (avant-goût des 23 000 licenciés de l'automne 1980), elle a explicitement fait allusion à leurs prétendues sympathies terroristes. A l'Alfa Romeo de Milan, au cours de ces six derniers mois, plus de 80 travailleurs ont vu leur domicile perquisitionné ou ont reçu des communications judiciaires pour « appartenance à bande armée ». Un délégué de l'Alfa Romeo, Garofalo, a même été emprisonné durant sept mois avant d'être remis en liberté pour inconsistance du dossier (il avait été dénoncé par un « repent »). Durant l'enlèvement de Sandrucci, l'hebdomadaire réactionnaire *Gente* a publié, sous le titre suggestif « Des analogies surprenantes », la photo de Sandrucci devant le drapeau des Brigades rouges portant le mot d'ordre de refus du chômage technique et la photo de l'affiche manuscrite de la cellule de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVe Internationale, à

Enrico Berlinguer s'adressant aux ouvriers de la Fiat à Turin en septembre 1980. (DR)





Cortège de la Lega Comunista Rivoluzionaria (section italienne de la IVe Internationale) lors d'une manifestation à Milan. (DR)

l'Alfa Romeo, qui portait le même mot d'ordre ...

Toujours durant la même période, la direction de l'Alfa Romeo a offert 50 millions de liras (250 000 francs français) à un employé pour qu'il dénonce comme terroristes des ouvriers connus comme militants de *Democrazia proletaria*, de la LCR ou de la gauche syndicale.

Le PCI, champion de la lutte « anti-terroriste », a repris à son compte cette identification entre certains mots d'ordre qui ne lui plaisent pas et le terrorisme. L'*Unità* du 11 juin dernier a ainsi publié un document du « ministère de l'Intérieur » du PCI qui soulignait que le mot d'ordre « Travailler moins pour travailler tous ! » était l'objectif caractéristique des BR aujourd'hui (5). Est-il besoin de préciser que le PCI est farouchement contre la réduction du temps de travail à 35 heures ?

Mais grand mal lui en a pris ! Quelques jours plus tard, un dirigeant socialiste de la CGIL déclarait solennellement dans le quotidien *Avanti* que les terroristes noyautaient le syndicat, suggérant pesamment qu'on les trouvait surtout dans la composante communiste de l'organisation syndicale.

Le but de tout cela est clair : c'est de faire taire les travailleurs combatifs qui n'acceptent pas la résignation que leur proposent leurs directions syndicales.

Spadolini et le patronat n'ont pourtant pas attendu longtemps pour montrer que les travailleurs auront besoin de toutes leurs forces et de toute leur combativité pour repousser leurs attaques.

## MISSILES ET AUSTERITE : LES MAUVAIS COUPS DE L'ÉTÉ

C'est au beau milieu des vacances d'août que le gouvernement a annoncé que les 112 missiles US *Cruise* destinés à l'Italie seraient installés à Comiso, près de Raguse en Sicile. Le gouvernement italien a ainsi été le premier en Europe à répondre à l'appel de Ronald Reagan. Le Parti socialiste, qui détient justement le minis-

tère de la Défense, s'est fait le propagandiste acharné de la politique belliqueuse américaine. Bettino Craxi explique dans son journal que les risques de guerre n'existent pas, que ces derniers temps il n'y a en fait eu de guerres que dans des pays extra-européens (ce n'étaient peut-être pas de « vraies » guerres ?), que ceux qui refusent les missiles sont des philo-soviétiques, etc.

Le PCI, lui, a réagi très fermement contre la décision gouvernementale et s'est lancé dans une vaste campagne pour la paix. Elle a cependant déjà pris un contour très institutionnel. Le PCI se prononce pour le désarmement bilatéral, le retrait des SS-20 soviétiques en échange de la non-installation des missiles US en Europe. Il se bat pour que l'Europe du Marché commun adopte une politique autonome face aux deux blocs. Il demande enfin l'ouverture immédiate de négociations Est-Ouest. Pour lui, la mobilisation de masse ne peut venir qu'en appoint à une telle démarche ; depuis que le mouvement commence à prendre une grande ampleur et à se centrer sur le mot d'ordre de « Pas de missiles à Comiso ! », il adopte une attitude plus que prudente. Il a par exemple boycotté la manifestation qui a rassemblé 25 000 personnes à Venise, à la mi-septembre, à l'appel des radios démocratiques de la région.

Le programme de Spadolini tourne autour de trois points : « gel » de l'échelle

mobile, réduction des dépenses sociales, imposition d'un Pacte social. Les directions syndicales qui avaient été obligées de s'engager à ne pas transiger sur l'échelle mobile sans consulter les travailleurs se sont empressées d'aller négocier une semaine à peine après la formation du gouvernement. Les associations patronales avaient repris l'offensive sur l'échelle mobile, menaçant de dénoncer l'accord de 1975 toujours en vigueur. L'organisation patronale Confagricoltura a dénoncé la première cet accord. La Confindustria, quant à elle, a demandé l'ouverture immédiate de négociations tripartites sur l'ensemble du problème du coût du travail, déclarant à l'avance que, si les syndicats ne faisaient pas la preuve d'une flexibilité suffisante, elle dénoncerait également l'accord de 1975. Le chantage était évident, et d'autant plus facile que les dirigeants syndicaux sont depuis longtemps prêts à chanter. On a appris, par la suite, qu'à la veille de la réunion de la Confindustria, fin juin, son président, Merloni, avait rencontré Luciano Lama, le secrétaire de la CGIL, et en avait reçu l'assurance que le syndicat était prêt à ouvrir des négociations sur le coût du travail. Alors seulement la Confindustria a décidé de surseoir à la dénonciation de l'accord de 1975.

5. L'*Unità* du 7 juin 1981 a publié une enquête sur l'Alfa Romeo visant à déterminer, selon le titre, « Dans quelles eaux nage le poisson-BR ? ».

## OFFRE POUR UN PREMIER ABONNEMENT

« INPRECOR » prolonge jusqu'au 15 décembre 1981 son offre spéciale pour un premier abonnement, qui n'est valable que pour les abonnements par pli ouvert et acheminement par voie de surface.

— 6 mois (12 numéros) ..... 90 FF  
— 1 an (25 numéros) ..... 150 FF

Nos tarifs passeront à 200 FF à compter du 1er janvier 1982, pour pallier à la forte augmentation des tarifs postaux.

CISL : Confédération italienne syndicale du travail (centrale catholique).

CGIL : Confédération générale italienne du travail (pendant italien de la CGT française).

UIL : Union italienne du travail (direction PSI et PSDI).

FLM : Fédération des travailleurs de la métallurgie (syndicat unitaire), composé de la FIOM (liée à la CGIL), de la FIM (liée à la CISL) et de l'UILM (liée à l'UIL).

Les discussions sur le Pacte social ont immédiatement commencé et ont repris dès fin août. La proposition du gouvernement est la suivante : il s'agit d'imposer un « plafond » de l'inflation à 16 % par le blocage des prix ; les travailleurs ne veraient leurs salaires réajustés que dans la limite de ces 16 %. A la fin 1982, si l'inflation se révélait supérieure à ces 16 %, les travailleurs toucheraient une compensation. Mais il est aussi précisé qu'on ne tiendrait pas compte pour ce dernier calcul de l'inflation « importée » (pétrole, viande, fluctuation du dollar).

Le caractère totalement fumeux de ce plan saute aux yeux. Il est fondé exclusivement sur un hypothétique blocage des prix. Or, le gouvernement est le principal producteur d'inflation : au cours des six derniers mois, les prix de l'électricité et du combustible ont augmenté de 37 % et ceux des services de 23,5 %, et le gouvernement croit tellement au blocage des prix qu'il a déjà annoncé une nouvelle hausse de l'électricité. En outre, le blocage des prix au détail est laissé à la bonne volonté des commerçants ; autant dire qu'il ne verra jamais le jour.

Le Pacte social comporte d'autres éléments : une forte réduction des dépenses publiques (des coupes sombres ont été annoncées à la mi-septembre dans les budgets de la santé et des administrations locales, tandis que le budget militaire, lui, est augmenté) ; la diminution du coût du travail par une hausse de la productivité ; une plus grande mobilité de la main-d'œuvre assurée par une limitation à trois ans du droit à la Caisse de compensation (qui paie les salariés mis au chômage technique ; jusqu'ici la durée était illimitée). Le gouvernement fait le *forcing* sur le Pacte social pour une raison évidente : il veut ainsi vider de leur contenu les prochains contrats dont la négociation devrait commencer cet automne. Le renouvellement des contrats a toujours été un moment d'unification des revendications et des luttes ouvrières. Encore en 1979, après six mois de négociations sur la plateforme patronale, les luttes avaient fait sauter toutes les manœuvres. Le patronat veut éviter que cela ne se reproduise cette année et cherche donc à lier les mains des dirigeants syndicaux avec le Pacte social.

Les directions de la CISL et de la UIL sont tout à fait favorables à un tel pacte. Pour des raisons tactiques, la CGIL s'y déclare — au moins en paroles — opposée. Mais que s'empresse d'ajouter Luciano Lama dans une interview à la *Repubblica* début juillet ? : « Il faut que le gouvernement ait un programme efficace contre l'inflation. Et alors, il est normal

que le gouvernement Spadolini dise aux partenaires sociaux, c'est-à-dire aux syndicats et à la Confindustria : "Regardez, dans l'intérêt du pays, je ferai la politique suivante, articulée autour de ces points précis." Après l'avoir exposée, il est également juste que Spadolini nous demande, ainsi qu'aux employeurs, d'adapter notre comportement à ces lignes générales de lutte contre l'inflation. » Ce n'est sûrement pas ce genre d'« opposition » qui doit empêcher les patrons de dormir.

## LA LEÇON MORALE DE BERLINGUER

De même, l'« opposition » pratiquée par le PCI crée pour l'instant plus de problèmes à Enrico Berlinguer qu'au gouvernement.

Depuis le tournant effectué après la catastrophe électorale de 1979, le PCI connaît une absence de perspective stratégique qui, dans une situation comme celle que traverse l'Italie, le menace de paralysie. En juin 1979, le PCI perdait 4 % des voix au niveau national ; Berlinguer admet, dans une interview à *Repubblica* : « Après les élections de 1979, nous risquons une défaite qui pouvait nous mettre à genoux. (...) Durant les gouvernements d'Unité nationale, nous avions perdu le contact direct avec les masses. (...) Nous avons vu s'affaiblir notre rapport avec les masses au cours de l'expérience des larges majorités de solidarité. (6) »

En novembre 1980, la direction du PCI annonçait qu'elle remplaçait le « compromis historique » par l'« alternative démocratique ». C'est-à-dire une alternative qui ne soit pas « de gauche », mais regroupe les partis de gauche bien sûr, avec les partis laïcs et même au-delà, mais qui ne soit pas dirigée par la Démocratie chrétienne. Parallèlement, il maintenait une opposition « constructive » pour ne pas dire « collaborationniste ». Cette perspective floue quant à son contenu et inexistante quant à son programme et cette pratique de passivité ne manquent pas de susciter des tiraillements en son sein où des voix se font entendre pour privilégier les rapports avec le PSI. Lors de la réunion du Comité central de début juillet, Natta y répondait quand il disait que si les rapports entre PCI et PSI sont essentiels pour le renouvellement, il serait faux « d'assimiler et de réduire l'alternative démocratique » à l'alternative de gauche ou au regroupement des partis à la gauche de la DC... Il soulignait ensuite l'importance de maintenir son attention vers la DC, « dans un moment où notre intervention et notre pression, ainsi que celle des autres forces de gauche, peuvent contribuer à déterminer quelques mises au point, un changement significatif dans la façon de faire de la politique et dans la ligne et les perspectives politiques de ce parti ».

Ainsi, au moment où la crise de la DC et du système de direction de la bourgeoisie est évident pour tous, et où l'avancée électorale de la gauche renforce la possibilité d'un changement, le PCI non

seulement évite d'affronter le problème, mais commence à se sentir gêné par sa proposition d'« alternative ». La direction communiste craint en fait une perspective type Union de la gauche, non seulement pour des raisons de défense d'appareil, mais aussi par peur des effets déséquilibrants que cela pourrait avoir dans la situation italienne.

C'est pourquoi Enrico Berlinguer déploie tous ces efforts pour détourner l'attention de cette question centrale. C'est ainsi qu'il faut interpréter sa longue interview à *Repubblica*, fin juillet, consacrée à la crise morale qui mine l'Italie. Il y explique en substance qu'à son avis la dégénérescence des partis est la « raison essentielle de la crise italienne » ; leur occupation sans vergogne de tous les rouages de l'Etat et de la société, leur corruption, ont déterminé la crise des institutions ; ils soumettent la masse des Italiens à un chantage et c'est pourquoi ceux-ci, pour ne pas perdre les faveurs dont ils bénéficient, ne font rien pour changer la situation, etc. (7). Pas un mot sur la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie, pas un mot sur les luttes des travailleurs... Quand il daigne aborder la politique concrète, c'est pour affirmer : « En bonne partie, il faut réduire les dépenses de l'Etat pour la santé. Le coût du travail doit être affronté et dans l'ensemble contenu, en agissant surtout sur le front de l'augmentation de la productivité. (8) »

Dans son discours de clôture de la Fête de l'Unità, Enrico Berlinguer a insisté de nouveau sur la question morale qui s'annonce clairement comme le gadget politique du PCI pour la saison 1981-1982.

Avec sa leçon de morale, Enrico Berlinguer cache mal la crise de son projet politique, la fameuse « troisième voie » eurocommuniste et ne réussit pas à calmer les inquiétudes de ceux qui, dans les rangs de son parti et à la direction, voudraient utiliser autrement la grande force que constitue le PCI.

Enrico Berlinguer et les dirigeants du PCI ont multiplié les initiatives ces derniers temps pour « relancer » l'eurocommunisme : rencontre Santiago Carrillo-Enrico Berlinguer à Rome en juin dernier ; voyage d'Enrico Berlinguer en Yougoslavie à la mi-septembre ; rencontres multiples avec les grands partis sociaux-démocrates du nord de l'Europe ; préparation d'une rencontre entre Enrico Berlinguer et François Mitterrand à Paris, etc. Ils cherchent évidemment à redonner une crédibilité à l'« eurogauche » au moment où, face à l'offensive de Ronald Reagan, le PCI voit comme seule alternative une Europe unie et autonome ; dans ce cadre-là, il insiste beaucoup sur les rapports avec la social-démocratie de nombreux pays européens, dans la mesure où celle-ci est au pouvoir et peut donc vraiment « agir ». Enrico Berlinguer veut aussi donner une perspective de rechange à ses militants, leur montrer que sa politique en

6. La *Repubblica*, 28 juillet 1981.

7. *Ibid.*

8. *Ibid.*

Italie fait partie d'une démarche plus générale en Europe, leur présenter quelque succès sur ce terrain, même si ce n'est que sous la forme d'un communiqué commun.

Pour le malheur d'Enrico Berlinguer, il faut bien reconnaître que son projet eurocommuniste a battu de l'aile à chaque fois qu'il a quitté le terrain des textes, des discours et des résolutions de congrès pour s'affronter à la politique concrète. Ce fut le cas avec l'expérience d'Unité nationale des années 1976-1979. On en a de nouveau aujourd'hui une bonne démonstration.

Deux des points centraux du projet eurocommuniste résident dans l'unité avec les socialistes et la lutte pour le socialisme dans la liberté, à partir d'une critique des sociétés de l'Est et de leur nécessaire démocratisation. Ces deux points sont actuellement passablement mis à mal par Enrico Berlinguer, si l'on en juge par la polémique entre son parti et le PSI d'une part, et ce qu'il dit à propos de la Pologne d'autre part.

## LE PROJET EUROCOMMUNISTE À L'ÉPREUVE DES FAITS

Il faut dire tout d'abord que la polémique entre le PCI et le PSI est largement réciproque et que chacune des directions de ces partis y trouve son compte.

Après la sortie du PCI de la majorité en 1979, Bettino Craxi a senti une possibilité de relancer son parti qui avait été laminé par le long flirt entre la DC et les communistes. Il abandonna dès lors la perspective de l'« *alternative de gauche* » qu'il opposait jadis au « *compromis historique* » et se tourna vers la participation gouvernementale avec la perspective avouée d'arriver à occuper bientôt le poste de président du Conseil. La direction du PSI estimait que, vu les crises respectives de la DC et du PCI, son projet pouvait avoir une certaine crédibilité. Il fallait, pour le mener à bien, isoler le PC et décourager les secteurs de la bourgeoisie qui pouvaient être tentés de recourir de nouveau à sa collaboration. D'où la polémique contre le PCI, parti non démocratique, étranger aux traditions occidentales (9) qui, il faut le dire, ne convainc que les convaincus, le PCI n'étant pas le PCF et Enrico Berlinguer n'étant pas Georges Marchais, pour le grand malheur de Bettino Craxi.

Le PCI, lui, a saisi la perche ainsi tendue pour dénoncer la collaboration du PSI au gouvernement, son approbation de toutes les attaques anti-ouvrières, sa volonté d'enfermer le PCI dans un ghetto et de « rééquilibrer la gauche » à son profit. La préoccupation d'Enrico Berlinguer est double : il veut éviter à tout prix la formation d'un nouveau centre-gauche qui l'isolerait pour une longue période et, par sa polémique, il veut influencer les secteurs du PSI qui sont favorables à une politique d'unité avec les communistes. D'autre part, il veut, à travers sa dénonciation de tous les méfaits du PSI, rendre celui-ci responsable de l'absence de perspective, de l'impossibilité de concrétiser l'« *alternative* », et faire oublier que lui-

même fait tout pour briser les reins à la riposte ouvrière. Le PCI espère ainsi maintenir sa sphère d'influence, consacrer les consensus jusque-là recueillis pour les utiliser dès qu'il le jugera possible.

La polémique entre les deux partis ouvriers n'a pas, pour l'instant, les mêmes effets désastreux qu'elle a eue en France, essentiellement à cause de l'organisation unitaire de la classe ouvrière à travers les conseils d'usine qui ne répondent pas à des logiques d'appareil. Mais elle représente un obstacle majeur à la reprise des luttes d'ensemble sur les problèmes à l'ordre du jour et laisse les mains libres à la reconstitution d'une direction bourgeoise plus efficace.

La direction du PCI n'a pas saisi les événements polonais pour illustrer sa conception du socialisme dans la liberté en apportant un soutien inconditionnel à Solidarité et à la lutte pour un réel pouvoir démocratique des travailleurs. Il est intéressant de noter que l'attitude du PCI face aux événements polonais est différente de celle qu'il avait adoptée face au Printemps de Prague. Non pas que la situation internationale l'ait amené à taire ses critiques de l'Union soviétique (10), mais parce que le processus en cours en Pologne s'est déroulé totalement en dehors du parti et reste hors de son contrôle. En Tchécoslovaquie au contraire, on avait affaire à une tentative d'auto-réforme de la bureaucratie, initiée et contrôlée par une partie consistante du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). Dans ce dernier cas, on pouvait tabler sur un processus graduel qui donnerait le pouvoir à une bureaucratie « démocratique ». En Pologne, au contraire, on risque de voir se dérouler la pire des choses pour un esprit de bureaucratie : la prise en main des usines et du pouvoir par les travailleurs, ce qui ne manquerait pas de déstabiliser le *statu quo* en Europe, et, aussi, ce qui pourrait donner l'envie aux travailleurs occidentaux de se débarrasser de tous ces dirigeants qui les paralysent. De quoi donner des cauchemars à Enrico Berlinguer qui a salué avec enthousiasme le « *renouveau* » de Stanislaw Kania et ne cesse d'appeler à un compromis (historique, encore une fois) entre le POUP, l'Eglise et Solidarité (11). On peut relever la différence de traitement entre les deux expériences : la direction du PCI avait envoyé, en avril 1968, son secrétaire général Luigi Longo à Prague apporter son soutien à Alexandre Dubcek et la direction du PCI avait élaboré une résolution de soutien à l'expérience en cours ; rien de pareil pour la Pologne, qui n'a droit qu'aux articles d'actualité de l'Unità.

9. Cette dernière accusation ne manque pas de faire sourire quand on se rappelle l'orthodoxie philo-stalinienne affichée jusqu'en 1956 par le PSI, dont le secrétaire d'alors, Pietro Nenni, a même reçu le Prix Staline de la paix des mains du dictateur du Kremlin.

10. Dans son discours à la Fête de l'Unità, Berlinguer a dénoncé l'URSS comme une des responsables de la tension internationale actuelle à cause de l'invasion de l'Afghanistan et des menaces qu'elle fait peser sur la Pologne (Unità, 21 septembre 1981). De même, le communiqué commun PCI-PCE de juin demande le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

L'offensive patronale contre l'emploi est certainement l'arme la plus acérée dont dispose le capital contre le dispositif de lutte des travailleurs. La défaite subie par les travailleurs de la FIAT (12) en octobre 1980 marque, de ce point de vue, un certain tournant dans la situation sociale. En effet, depuis lors, dans des centaines d'usines — petites, moyennes et grandes — des milliers de travailleurs sont à la *cassa di integrazione* (en chômage technique, tout en recevant 80 à 90 % du salaire) pour une longue période et parfois même pour un temps indéterminé. Ces licenciements camouflés commencent à affaiblir les positions de la classe ouvrière et visent à porter un coup au syndicat des conseils, conquête de 1969. En effet, parmi les travailleurs « suspendus », nombreux sont les militants syndicalistes d'avant-garde. Face à cette attaque patronale, les directions syndicales n'ont organisé aucune riposte d'ensemble. Bien au contraire, elles invoquent la nécessité et l'inéluctabilité des restructurations capitalistes.

## L'ALTERNATIVE OUVRIÈRE EST POSSIBLE !

Pourtant, aussi bien la crise politique très profonde que connaît l'Italie, que ces attaques contre les acquis des travailleurs sont là pour démontrer le besoin d'une riposte ouvrière à la crise. Cette dernière est possible. La résistance des travailleurs et travailleuses aux attaques, leur défense de l'échelle mobile et du droit à l'avortement, la contestation dans les rangs des syndicats à l'orientation des directions, leur vote massif pour les partis ouvriers en juin dernier, l'opposition croissante à l'installation des missiles américains, tout cela montre que les forces existent pour s'opposer aux plans du capital, pour chasser la Démocratie chrétienne ou ses substituts du gouvernement, pour imposer un plan ouvrier pour sortir de la crise et un gouvernement des partis ouvriers.

C'est précisément parce que cette force existe que les directions réformistes font tant d'efforts pour la démobiliser.

C'est précisément parce que l'alternative est nécessaire et possible qu'il faut l'organiser et la préparer à travers les luttes unitaires contre le Pacte social, pour l'ouverture immédiate de la consultation des travailleurs en vue d'élaborer la plateforme des contrats et contre l'installation des missiles américains à Comiso. ■

Anna LIBERA  
5 octobre 1981.

11. Discours d'Enrico Berlinguer à la Fête de l'Unità (Unità, 21 septembre 1981). Notons que Berlinguer n'est pas seul sur cette longueur d'onde et est largement secondé par les rédacteurs du Manifesto : K.S. Karol y écrivait en plein Congrès de Solidarité que le syndicat indépendant et la direction du POUP étaient « *condamnés à vivre ensemble* » ; quant à Rossana Rossanda, elle est allée jusqu'à souhaiter, pour redresser le PCI, qu'un Stanislaw Kania prenne la relève d'Enrico Berlinguer...

12. A. Duret, « FIAT, un premier point pour le patronat », *Inprecor*, numéro 87-88, du 30 octobre 1981.

## Trafic d'armes, aide financière et négoce du diamant

### Les fructueuses relations du capitalisme belge et du régime raciste de Pretoria

Harry MOLL

Quand l'ancien ministre belge des Finances, André Vlerick — banquier de son état — a annoncé la constitution le 13 octobre 1977, de l'organisation Protéa, parainée à ses débuts par 142 personnalités flamandes de la politique, de la finance et du monde des arts et des lettres, c'était ouvertement dans le but de « donner une image plus honnête de l'Afrique du Sud (1) ». Cette organisation qui compte un certain nombre de journalistes influents, n'est sans doute pas étrangère au « meilleur traitement dont jouit l'Afrique du Sud dans les médias belges » dont se félicitait récemment l'ambassadeur sud-africain à Bruxelles.

On comprend mieux, dans ces conditions, que la Belgique jouisse d'une très mauvaise réputation au sein des instances de l'ONU qui s'occupent de la lutte contre l'apartheid. Un rapport du Comité de l'ONU contre l'apartheid souligne la collaboration de la Belgique au développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud (2). Mais certains experts n'en restent pas là. Il est beaucoup question du rôle de plaque tournante que joue Bruxelles dans le commerce des armes avec Pretoria. Le journaliste américain William Malone, qui a enquêté pendant deux ans sur les exportations d'armes vers l'Afrique du Sud, a affirmé devant le Comité de l'ONU contre l'apartheid que la Belgique jouait un rôle clé dans le contournement de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Ce n'est pas par hasard qu'un groupe de partisans belges de la défense de l'apartheid se soit d'abord développé dans la partie flamande du pays. L'extrême droite flamande dispose de toute une tradition au sein de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie flamande auprès de laquelle elle exalte « les liens de sang et de culture » entre les Afrikaanders et les communautés de langue flamande, tant en Belgique qu'aux Pays-Bas. L'afrikaan, la langue de la majorité des Blancs d'Afrique du Sud, n'est en effet rien d'autre qu'une forme ancienne du néerlandais. Chaque année se déroule à Anvers une grande Algemeen Nederlands Zangfeest — Fête de la chanson de langue néerlandaise —, qui est l'occasion pour toute l'assistance de reprendre en chœur l'hymne national de Pretoria...

Pour prendre la mesure de l'influence du lobby pro-apartheid en Belgique, il suffit de s'intéresser de plus près aux per-

sonnalités composant le Protéa (3). Il faut tout d'abord mentionner l'influence de son président, André Vlerick, ancien ministre des Finances, très influent au sein du Christelyke Volks Party (CVP), le parti démocrate-chrétien flamand, le plus important parti bourgeois du pays, qui est en même temps le vice-président de la très dynamique Kredietbank, tout en étant lié au VUM, le plus important groupe de presse belge.

Le trésorier de cette association est un autre personnage du monde de la finance, le banquier Rochtus, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, consul honoraire d'Afrique du Sud à Anvers. Dans le sillage de ces deux figures de proue, on ne trouve pas moins de 20 parlementaires du CVP, 18 de la Volksunie (parti nationaliste flamand) et 8 du PVV (parti libéral flamand). On y trouve également des journalistes des trois principaux quotidiens flamands et le colonel Candries, du Service d'information de l'armée, connu pour être très lié à un certain nombre de groupes financiers flamands, parmi lesquels le groupe FLAG qui s'efforce de décrocher des contrats dans le cadre de la fabrication sous licence des avions de combat commandés par la Belgique.

#### UN LOBBY INFLUENT

L'Association parlementaire Belgique-Afrique du Sud, constituée depuis 1976, a pu compter dans ses rangs, dès le jour de sa fondation, 108 parlementaires sur les 387 que compte le Parlement belge, sans se limiter, bien sûr, à ses seuls membres Flamands. Son premier président a été M. Saint-Rémy, député du Parti social-chrétien (PSC - francophone) qui a formé en 1979 l'Association belgo-sud-africaine comme pendant francophone de Protéa. Tout cela met en évidence l'ampleur des complicités dont dispose le régime de l'apartheid en Belgique. Ce n'est donc pas par hasard que l'Eurosa, l'Union européenne des associations pour l'Afrique australe, dont le même banquier André Vlerick est d'ailleurs le président, a son siège à Bruxelles. Toutes ces organisations ont leur prolongement sur le plan de la collaboration économique et financière. La présence des banquiers à la tête de toutes ces associations est manifeste dans le *Zuid-Afrika Magazine* publié par Protéa, où l'on peut trouver de luxueux encarts publicitaires de la Kredietbank, de la Banque de Paris et des Pays-Bas (qui se croit obligée d'ajouter la mention « Par

sympathie » ...) et de la compagnie aérienne belge Sabena, dont un des principaux dirigeants est membre de Protéa (4). Cette compagnie organise par ailleurs des vols bon marché vers l'Afrique du Sud, pour les « sympathisants », et même des vols de propagande gratuits pour les personnalités politiques et les journalistes. On verra plus loin que la Sabena ne s'en tient pas là et qu'elle est directement impliquée dans les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud.

Une partie des grands capitalistes belges ne se préoccupe même plus de couvrir ses agissements du voile de la discrétion. Ainsi, en 1980, une partie des dirigeants de la puissante organisation du patronat flamand Vlaams Economisch Verbond (VEV) a constitué une Chambre de commerce belgo-sud-africaine dans le but déclaré de « promouvoir les intérêts sud-africains en Belgique et les intérêts belges en Afrique du Sud (5) ». Parmi les inspirateurs de cette initiative, on trouve René de Feyter et Paul Franken, respectivement président et vice-président du VEV ; Jacques Rathé du groupe Bekaert (important investisseur en République sud-africaine) ; Verellen, directeur de la firme électronique GTE-ATEA ; Verbist, l'un des principaux directeurs de la Compagnie maritime belge, qui représente par ailleurs la Société Générale (belge), le holding symbole du capital belge qui contrôle une partie significative des activités industrielles et financières du pays ; il y a également De Meyere, de Lens Diamond Industries, fer de lance du trust sud-africain De Beers en Belgique, où l'industrie du diamant occupe une place non négligeable.

L'installation en Belgique de la Lens Diamond Industries, en 1975, a été l'occasion pour le Premier ministre belge de l'époque, Léo Tindemans, de décorer le diamantaire Harry Oppenheimer de l'Ordre Léopold (6). Sans oublier Paul Franken qui est aussi président de la Kre-

1. *Beelden*, mensuel édité par l'ambassade d'Afrique du Sud à Bruxelles, novembre 1977.

2. Rapport du Comité de l'ONU contre l'apartheid, février 1980.

3. Liste des membres fondateurs publiée dans l'hebdomadaire *Humo*, 6 décembre 1977.

4. *Zuid-Afrika Magazine*, avril 1981. Ce magazine paraît tous les deux mois.

5. Acte de constitution de la Belgisch-Zuidafrikaanse Kamer van Koophandel, septembre 1980.

6. *De Morgen*, 28 mars 1979, « België : rekamebord van Vorsterpropaganda ». *De Morgen* est un quotidien lié au parti socialiste en Flandre.

## BANQUES AMIES

C'est donc sans surprise que l'on apprendra que la récente Conférence sur l'apartheid organisée sous l'égide de l'ONU, à Zurich en Suisse, a mentionné toutes les grandes banques belges parmi les trente organismes financiers bailleurs de fonds du régime sud-africain. En 1980, quand le régime de Pretoria a manifesté son intention de lancer un important emprunt sur le marché financier européen, on a pu relever la Banque de Paris et des Pays-Bas parmi les cinq banques européennes s'occupant de l'affaire, tandis que les autres banques étaient trois allemandes et une suisse. Cet emprunt fut bientôt suivi d'un deuxième pour lequel la Kredietbank apparaît. Au moment de lancer cet emprunt, le ministre des Finances sud-africain, Owen Horwood, a déclaré que la République sud-africaine n'avait pas un réel besoin de cet emprunt mais que ce dernier était d'un grand intérêt politique car « tout pays qui se respecte veut être mentionné sur les grands marchés de capitaux pour démontrer sa crédibilité financière »... La démonstration ainsi faite que l'Afrique du Sud n'est pas complètement isolée de la communauté internationale ne peut que l'encourager à perpétuer son régime d'apartheid (7).

En réponse à des questions formulées par le Koba (« Les Eglises interrogent les banques sur l'apartheid ») (8), les représentants des quatre plus importantes banques belges mentionnées plus haut ont répondu en substance qu'elles ne s'occupaient pas de politique et qu'elles se contentaient de faire des affaires...

En fait, la société sidérurgique d'Etat ISOOR (qui produit plus des 70 % de l'acier sud-africain) a reçu d'importants prêts de la Société Générale et de la Kredietbank. La société ESCOM (qui produit plus de 80 % de l'électricité sud-africaine) a obtenu un prêt de la Société Générale, via un consortium de banques internationales. Cette banque avait d'ailleurs déjà participé en 1963 à la formation du groupe BABC avec les banques AMRO (Pays-Bas), Kreditanstalt (Autriche), Deutsche Bank (RFA) et Midland Bank (GB). La Société Générale a aussi accordé des crédits importants par le biais de sa filiale américaine EABC. Les banques AMRO et Midland Bank ont interrompu leurs opérations en Afrique du Sud à la suite de la publication en 1973 d'un rapport du Conseil oecuménique des Eglises (COE) contre l'apartheid, et le BABC a même fini par suivre ce mouvement de retrait ; mais pas la Société Générale, qui a poursuivi sans broncher ses activités, entre autres via ses sociétés d'investissement Rentinvest et Interselex Capital Fund.

La Kredietbank est à la fois très active et très discrète sur les opérations qu'elle mène avec d'autres banques européennes au sein du Inter Alpha Group of European Banks. On a néanmoins pu apprendre qu'elle était engagée pour 41,2

## Les liens du diamant

Cela fait déjà plus de soixante ans qu'existent des liens très étroits entre la Société Générale (belge) — l'un des pivots du capitalisme en Belgique — et l'empire sud-africain du diamant. Ces liens existaient également avec le Congo et l'Angola pendant la période coloniale, mais ils existent toujours avec l'Afrique du Sud. La Société Générale a des intérêts dans Diamond Distributors (aux côtés du groupe sud-africain De Beers) qui vend le diamant industriel à la Bourse du diamant de la Central Selling Organisation de Londres. Par ailleurs la Société Générale a des intérêts dans des sociétés qui exportent le diamant de luxe.

La SIBEKA, sous-holding de la Société Générale, dont le siège est également à Bruxelles, rapporte énormément de bénéfices à la Société Générale. La Diamond Corporation de De Beers possède 19 % des actions de la SIBEKA. Cette société participe de diverses manières au grand cartel du diamant contrôlé par Harry Oppenheimer, ainsi que dans plusieurs usines de diamant synthétique un peu partout dans le monde. SIBEKA contrôle l'important fabricant d'outils pour diamantaires Diamant Boart, dont le siège est à Bruxelles.

Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'un tiers des clients privilégiés de la Central Selling Organisation (contrôlée par De Beers) résident à Anvers, où l'important lobby des diamantaires n'a qu'à se féliciter de la collaboration entre le sionisme et les racistes d'Afrique du Sud.

milliards de francs belges — soit 6 milliards de francs français — dans des opérations de prêt pour la seule période 1970-1976. Il a également été possible d'apprendre qu'elle est active par le biais de ses sociétés d'investissements International Obligatiepot et Idea, particulièrement dans les activités portuaires et les chemins de fer.

La Banque Bruxelles-Lambert (BBL), deuxième banque de Belgique, accorde des crédits à l'exportation de biens de production belges vers l'Afrique du Sud, en application d'un accord de financement. La BBL s'occupe par le biais de sa filiale Soges-Fiducem des actions sud-africaines à la Bourse de Bruxelles. La même BBL a, par ailleurs, prêté de l'argent aux autorités sud-africaines par le biais de la société d'investissements Renta Fund.

La Banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas) de son côté, a accordé également des crédits considérables à l'Afrique du Sud. Rien que pour l'année 1977, les clients de Paribas pouvaient inscrire trois emprunts au seul profit de l'Afrique du Sud.

## LES AUTORITES BELGES COMPLICES DES BANQUIERS

Les autorités belges ne font bien évidemment rien pour décourager cette large gamme d'activités économiques et financières en soutien au régime de Pretoria. Quand la société Synatom a conclu en 1978 un contrat pour un marché d'uranium avec la Harmony Gold Mining Company, le très officiel Service Delcroire garantissait l'emprunt sans intérêt que Synatom accordait à la compagnie sud-africaine contre tous les risques financiers et politiques, ce dont le gouvernement prenait acte, sans plus... ce qui a permis au Comité anti-apartheid AKZA d'affirmer que le gouvernement belge se portait indirectement garant du système d'apartheid (9).

Il n'est donc pas surprenant, dans ces conditions, que les relations commerciales entre la Belgique et l'Afrique du Sud soient particulièrement développées. En 1979, la Belgique a importé pour 12,4 milliards de francs belges — soit près de 2 milliards de francs français — de l'Afrique du Sud, et exportait pour 5,1 milliards vers ce même pays. La Belgique importe essentiellement du diamant et du charbon. Ce charbon tend à devenir de plus en plus important, surtout depuis la signature du contrat d'uranium conclu par Synatom en 1978. Le charbon est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans l'approvisionnement énergétique de la Belgique. Ce sont les trois grandes sociétés d'électricité — Ebes, Intercom et Inerg — qui sont responsables de la forte augmentation des importations de charbon, qui ont triplé en 1979. L'installation dans le port de Gand d'un terminal de charbon fera de ce port la plaque tournante de l'importation de charbon sud-africain en Belgique. Ce charbon procure des devises au régime d'apartheid et rend l'Europe en partie dépendante de Pretoria (10).

Dans leur rapport sur les relations économiques entre l'Europe occidentale et l'Afrique du Sud (11), deux experts britanniques, Barbara Rogers et Brian Bolton, soulignent l'importance pour le

7. *Vrij Nederland*, 2 mai 1981, p. 1, « Zuid-Afrika test zijn kredietwaardigheid », hebdomadaire néerlandais.

8. *Kultuurleven*, février 1979, mensuel politico-culturel flamand, A. Vanistendael, président du Koba, « Praten met de banken » (Discuter avec les banques) ; dossier : « Belgische en Nederlandse Bankverhoudingen tot Zuidelijk Afrika » (Les relations bancaires de la Belgique et des Pays-Bas avec l'Afrique australe).

9. Communication du comité AKZA du 2 février 1979.

10. Communication de l'AKZA et de BOA du 20 mars 1981.

*De Morgen*, 31 janvier 1981, « Handel met Zuid-Afrika bloeit ».

*De Morgen*, 14 novembre 1980.

11. Rapport publié par le Komitee Zuidelijk Afrika aux Pays-Bas, janvier 1981.



L'obusier GC-45 de 155 mm, un canon qui se vend bien ! (DR)

régime de Pretoria de ces livraisons de produits énergétiques. Ils racontent par le menu le choc qu'ils ont ressenti en discutant avec des responsables du Marché commun à Bruxelles : ils insistent sur l'influence très importante du lobby sud-africain pro-apartheid au sein des institutions de la Communauté économique européenne (CEE). Brian Bolton va même jusqu'à affirmer que tous les accords passés entre la CEE et l'Afrique du Sud demeurent secrets, y compris pour le Parlement européen. Et de citer comme exemple des accords sur l'importation de fruits sud-africains.

## ARMER L'APARTHEID

Le rapport de l'ONU de 1980 désignait déjà la Belgique comme contribuant au développement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Pourtant, le ministre belge des Affaires étrangères, Nothomb, a affirmé à plusieurs reprises que la Belgique respectait l'embargo décrété par l'ONU sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud. Mais ces affirmations ne résistent pas à l'examen des faits (12).

Le quotidien britannique *The Guardian* rapportait dans son édition du 1er juillet 1980 que l'armée sud-africaine avait déployé les très efficaces obusiers GC-45 de 155 mm en Namibie pour lutter contre les guérilleros de la SWAPO (Organisation des peuples du sud-ouest africain). Entre-temps, deux journalistes du journal nord-américain *Burlington Free Press*, Sam Hemingway et William Scott Malone, ont établi que la Belgique était loin d'être étrangère à la possession par l'Afrique du Sud d'une telle arme (13). « Pretoria produit désormais, grâce à un transfert de technologie, le système d'artillerie le plus avancé au monde », affirment les deux journalistes après deux ans d'enquête. William Scott Malone a déclaré devant la Commission de l'ONU contre l'apartheid : « La plus grande partie du détournement de cet embargo passe par la Belgique où la législation est très laxiste et qui en fait le meilleur pays du monde pour les marchands de canons, en tout cas à destination de l'Afrique du

Sud. » Cette constatation avait certainement déjà pu être faite depuis longtemps par certains de ces marchands de canons.

C'est en 1975 que l'armée sud-africaine fait la cuisante expérience de l'infériorité de son artillerie pendant la guerre en Angola où sa tentative d'invasion se solde par un échec retentissant. A la suite de cette expérience, le régime de Pretoria a cherché à résoudre ses problèmes d'armement (14) par l'intermédiaire de la CIA, également très active dans l'affaire angolaise. La CIA recommande aux Sud-Africains la firme Space Research Corporation, qui a ses installations dans l'Etat de Vermont aux Etats-Unis et dans la province du Québec au Canada, et dont le principal dirigeant est l'expert en balistique Gerard Bull. Ce dernier poursuit des recherches dans le domaine des armements avec des crédits et le soutien aussi bien de la CIA que du Pentagone. Gerard Bull a mis au point une nouvelle pièce d'artillerie extrêmement sophistiquée, un canon à longue portée aux possibilités multiples (15).

Un certain John Frost, ancien colonel de l'US Air Force, coordonne les relations entre la firme Space Research Corporation, Pretoria et Bruxelles. Bruxelles où, du fait du laxisme de la législation et de la complicité des autorités, est signé en avril 1976 le contrat pour la vente par la Space Research Corporation à Pretoria de tout un système d'armes de tir à longue portée. C'est au cours de ce même mois d'avril 1976 que la Space Research Corp. (SRC) demande l'autorisation d'acheter des obusiers à une usine travaillant

pour l'armée canadienne. L'autorisation est obtenue en quatre jours, ce qui est un délai extrêmement court qui ne peut s'expliquer que par l'intervention de la CIA et du Pentagone. Ce dénouement a été précédé par une rencontre au mois de mars à Rio de Janeiro au Brésil, entre Gerard Bull en personne, président de la SRC-Québec, Louis Palacio, directeur du marketing de la SRC-International, Joseph Sevrin, président des Poudreries réunies de Belgique (PRB) et Paul Rigo, des PRB également. La SRC-International n'étant pas autre chose qu'une société constituée en octobre 1972 sur la base de la collaboration entre SRC et PRB qui est une société en pointe de l'industrie d'armement. SRC-International, dont le siège est à Bruxelles (capital : 55 % PRB, 45 % SRC) a toujours été présentée par les autorités belges comme une société de recherche ; en fait, il s'agit de l'alliance entre un spécialiste des munitions et un spécialiste des lanceurs. Les statuts de la société ne font pas mystère du fait que la société s'occupe de « la fabrication et de la commercialisation de tous les produits résultant de ses recherches. » Ce qui n'empêchera pas qu'à toutes les interpellations de membres du Parlement, les ministres des Affaires étrangères qui vont se succéder depuis vont répondre que la SRC-International « ne s'occupe que de recherche (16) ».

L'équipe de Gerard Bull a développé une technologie impressionnante. SRC-Québec produit déjà un canon de 90 mm en collaboration avec PRB et le géant de la métallurgie belge Cockerill. Il y a ensuite l'obus ERFB-155 mm qui peut emporter aussi bien des explosifs classiques que des charges chimiques et même nucléaires. SRC-International dispose de tous les droits en ce qui concerne le transfert des patentes, licences et technologie appliquée de ces obus. Et c'est donc par le biais de la SRC-International que l'Afrique du Sud se fait livrer des milliers de ces obus.

Il y a enfin l'obusier GC-45 de 155 mm, l'un des plus performants existant au monde, développé par SRC en collaboration avec PRB. Grâce au contournement de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, le GC-45 est devenu l'obusier sud-africain G-5. La SRC-International possédant tous les droits de vente de cet obusier, toutes les ventes de ce matériel tombent donc sous la législation belge. Ce sont ces obusiers qui sont déployés en Namibie et dans le sud de l'Angola par les troupes de Pretoria. Selon certains spécialistes, il est même question

12. M. Nothomb démentait encore une fois le 23 mars 1981 après une conférence de presse des organisations qui combattent l'apartheid et qui avaient accusé le ministre de mentir. Nothomb répétait que PRB ou SRCI n'ont rien à voir dans les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, évitant de répondre aux questions posées. (*Le Soir*, 24 mars 1981, *De Standaard*, 20 mars 1981.)

13. « La Belgian connection » in *La Belgique arme l'apartheid*, dossier établi par différentes organisations combattant l'apartheid, mars 1981.

14. *Newsweek*, 23 septembre 1980, « South Africa's Military Buildup ».

« L'Afrique du Sud et Space Research » in *La Belgique arme l'apartheid*, op. cit.

De Morgen, 11 avril 1980, « Belgische firma als CIA-Dekmantel » (Firme belge comme couverture de la CIA).

15. *In Search of Enemies, a CIA Story*, John Stockwell, 1978. L'auteur dirigeait les opérations de la CIA en Angola entre août 1975 et avril 1977.

16. Voir en guise de preuve le *Jane's Weapons 80-81* où l'on trouve des larges publicités pour les produits SRCI, aussi bien pour l'obusier de 155 mm que pour les obus.

que ce soit ce lanceur qui ait été utilisé pour la première expérience nucléaire sud-africaine intervenue le 22 septembre 1979 (17).

Dans cette affaire, sont impliquées de vieilles connaissances, comme la Société Générale qui a fourni en avril 1976 un crédit d'une valeur de 3,7 millions de dollars à une société écran sud-africaine Collet Trading Establishment qui s'est chargée d'arranger les transactions financières liées à la signature de ce contrat de fourniture d'armements. La Société Générale détenant 22 % des actions de la PRB est donc présente dans la SRC-International... Dans ce trafic d'armes sur grande échelle, on retrouve également la compagnie aérienne Sabena qui a organisé le pont aérien entre Montréal au Québec et l'Afrique du Sud pour transporter les pièces construites par Space Research Corporation. Les vols intervenus les 21 et 28 octobre 1976 sont connus, on peut légitimement penser qu'il y en a eu bien d'autres (18).

Les ministres belges des affaires étrangères Simonet puis Nothomb ont toujours nié les faits ; mais ils se sont bien gardés, dans le même temps, de chercher à aligner la législation belge sur les recommandations pressantes de l'ONU. Il n'existe donc en Belgique aucun contrôle sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, et, vu l'influence du lobby pro-apartheid, on voit mal comment ce contrôle finirait par être institué sans une forte pression de l'opinion dans ce sens.

Pourtant, aux Etats-Unis, la SRC et ses dirigeants ont été condamnés, tandis qu'au Canada une enquête officielle est en cours. Dans le même temps, ARMS-COR, la société d'armement sud-africaine, continue de prospecter le marché des armements en Belgique, sans même avoir besoin d'un visa d'entrée pour ses démarcheurs, alors que les citoyens belges en ont besoin d'un pour se rendre en Afrique du Sud. Il ne doit y avoir que les mercenaires recrutés à Bruxelles pour aller se battre en Namibie et en Angola pour en être dispensés.

Le quotidien britannique *The Guardian* a fait état, au début de l'année 1981, de la désertion d'un mercenaire du tristement célèbre 32<sup>e</sup> Bataillon de l'armée sud-africaine. Ce mercenaire, Trevor John Edwards, a raconté, entre autres choses, que ce Bataillon était en fait responsable d'opérations en Angola qui sont régulièrement attribuées à l'organisation fantoche UNITA dirigée par Jonas Sawimbi (19). Une semaine après la publication de cet article, un rapport de la Commission internationale sur les crimes de l'apartheid, présidée par le Prix Nobel Sean McBride, affirmait que les ressortissants belges étaient nombreux parmi ces mercenaires (20).

Le régime de Pretoria trouve donc beaucoup de ce dont il a besoin en Belgique : des amis bien placés, de l'argent, des investisseurs, des armes et même des hommes pour aller se battre pour ses intérêts.

Le mouvement ouvrier belge n'a jusqu'à présent que symboliquement réagi à cette situation, et ce sont avant tout des comités, souvent liés à la gauche chrétienne, qui ont pris les initiatives pour mobiliser l'opinion publique contre l'apartheid et ses complices. Parmi ces initiatives, il faut mentionner la dénonciation de l'Algemeen Nederlands Zangfeest — où l'on chante l'hymne sud-africain — qui a donné naissance à une grande manifestation culturelle alternative qui commence à attirer quelques secteurs du mouvement ouvrier.

Mais il faudra beaucoup plus que quelques chansons pour transformer la situation prévalant au sein du mouvement ouvrier belge, où la question de l'attitude à avoir vis-à-vis du régime de l'apartheid est bien loin d'être claire. Il ne faut pas oublier que l'ex-ministre socialiste des Affaires étrangères Simonet rêve de revenir au pouvoir et qu'il ne faut pas compter sur lui pour changer le moins du monde la situation...

Harry MOLL  
Bruxelles, 28 septembre 1981.

17. Documents de SRC-Québec en possession de l'AKZA et vérifiables auprès de cette association.

18. *La Belgique arme l'apartheid*, op. cit. p. 30-31.

19. *The Guardian*, 29 janvier 1981.

20. *De Standaard*, 6 février 1981.

## GRANDE-BRETAGNE

# La courte victoire de la droite travailliste

Tony Benn battu de justesse  
à la vice-présidence du Labour Party

D U 27 septembre au 2 octobre, le Parti travailliste a tenu à Brighton sa Conférence annuelle. Quelques heures seulement après la séance d'ouverture, Tony Benn, le dirigeant de l'aile gauche dans le parti, se faisait battre d'un cheveu dans la course à la vice-présidence. L'aile droite a immédiatement renforcé son emprise dans le parti. Mais le spectre de Tony Benn devait hanter la Conférence du début jusqu'à sa fin, indiquant par là même que les forces sociales qui se sont mises en mouvement en Grande-Bretagne ne peuvent pas être arrêtées par une simple manœuvre de vote.

Brian GROGAN

La manœuvre qui a assuré la victoire de Dennis Healey a été l'œuvre de 49 députés prétendument modérés qui se sont prononcés au premier tour pour John Silkin — troisième candidat en lice — mais qui se sont abstenus lors du vote crucial du second tour. Etant donné la composition du collège électoral, les voix de 4 de ces députés auraient suffi pour garantir à Tony Benn la vice-présidence du Parti travailliste.

L'attitude de 4 de ces députés qui ont voté pour Dennis Healey est encore plus scandaleuse lorsque l'on sait que, depuis, ils ont déserté les rangs du Parti travailliste pour rejoindre le SDP (Parti social-démocrate) et que leur rupture avec le Parti travailliste, avant que n'ait eu lieu le vote, aurait assuré Tony Benn de la victoire. Cela donne la mesure de la solidité de l'assise de Dennis Healey. Il sort sérieusement affaibli de cette bataille. Non seulement le troisième candidat qui n'avait aucune chance a pratiquement reçu un

Dans le cadre du collège électoral nouveau style où l'influence du groupe parlementaire est réduite à 30 % face aux 40 % des syndicats, Dennis Healey a revueilli 50,34 % contre 49,57 % à Tony Benn. Mais, comme l'indiquait très justement *The Guardian* de Londres du 28 septembre, « il est hors de doute que la campagne de l'année prochaine a commencé dans les secondes qui ont suivi l'annonce des résultats ».

soutien équivalent au sien au premier tour, mais en plus Dennis Healey n'a même pas obtenu de majorité absolue au sein de l'aile parlementaire, bastion traditionnel de l'aile droite.

L'exploit de Tony Benn est d'autant plus remarquable si l'on voit le rôle joué par certains syndicats où la gauche est la force prédominante. Ainsi, le NUPE (National Union of Public Employees — Syndicat des employés du secteur public) qui, sur le papier, appuie l'ensemble de la politique défendue par Tony Benn, a ac-

cordé ses 600 000 voix — surprenant par là-même tout le monde — à Dennis Healey. Ce que la bureaucratie s'est empressée de justifier en invoquant les résultats d'un sondage réalisé auprès des membres qui aurait laissé paraître un soutien majoritaire pour Dennis Healey. Mais ce résultat est survenu après que la bureaucratie ait refusé de donner la moindre recommandation de vote. Il met en évidence la nécessité de poursuivre la lutte contre les dirigeants droitiers au sein du mouvement ouvrier : dans les syndicats clés comme sur les lieux de travail. Dans ce contexte, le refus par la direction du NUPE de faire campagne pour Tony Benn, alors qu'elle prétend soutenir sa politique dans le syndicat, révèle combien la bureaucratie syndicale redoute une victoire de Tony Benn. Pas étonnant si l'enfant chéri de la presse conservatrice a fait la une des journaux ce jour-là.

Mais les tergiversations du T & GWU (Transport & General Workers Union — Syndicat des transports et des ouvriers non qualifiés) sont encore plus scandaleuses. Ce syndicat, il est vrai, a accordé 1 250 000 voix à Tony Benn, mais au mépris de la démocratie syndicale. Tout comme le NUPE, le T & GWU soutient l'ensemble de la politique préconisée par Tony Benn mais, malgré cela, le mouvement qui s'était dessiné, lors de la Conférence annuelle qui s'est tenue au début de l'été, en faveur d'un vote sur le candidat à soutenir, a été étouffé bureaucratiquement. Alex Kitson, dans ses fonctions de secrétaire général, avait déjà mené une croisade féroce pour empêcher que Tony Benn ne se présente.

Une majorité des sections de ce syndicat avait indiqué son soutien à la candidature de Dennis Healey alors qu'une majorité des membres, elle, soutenait Tony Benn. Dans tous les cas, la délégation syndicale a suivi la recommandation de l'exécutif du syndicat : le vote pour Tony Benn ; mais après avoir au premier tour donné leurs voix au troisième candidat dont les membres avaient à peine mentionné le nom.

## LA COURTE DÉFAITE DE TONY BENN

Quoi qu'il en soit, Tony Benn a perdu. Cette défaite s'ajoutant au vote qui a suivi pour renverser la majorité de gauche dans l'instance dirigeante du NEC (National Executive Committee — Comité exécutif national) a donné un bon coup de pouce aux rangs affaiblis de l'aile droite dans le Parti travailliste. Cela lui a permis de surmonter le problème causé par l'affaiblissement de sa base au sein du groupe parlementaire. L'aile droite a maintenant un point d'appui solide d'où elle peut lancer son offensive et renverser les acquis enregistrés par la gauche. Elle n'y est pas encore parvenue. Les victoires de la droite n'ont été remportées que dans le cadre du maintien des changements statutaires et des avancées politiques réalisées par la gauche depuis deux ans.

Il est utile de rappeler qu'après sa défaite retentissante de l'an dernier, l'ob-

jectif que s'était fixé la droite était de renverser du tout au tout les acquis de la gauche, à commencer par la mise au panier de la réforme des statuts. Après les congrès syndicaux de cet été, où ces réformes ont été généralement acceptées, cela n'apparaît plus comme une mesure pratique et encore moins un but immédiat. La marge de manœuvre de la droite demeure donc limitée.

Ce que révèle clairement cette Conférence, c'est le poids réel et persistant de l'aile droite. L'apparente facilité de la victoire de la gauche, l'année dernière, avait créé l'illusion que le poids et l'influence de l'aile droite avaient été sérieusement érodés, ce qui n'a jamais été le cas. Son poids et son influence ne peuvent pas être détruits dans le seul cadre du Parti travailliste. Benn y a gagné 83 % du vote des sections. La lutte doit donc être poursuivie ailleurs. Ce n'est qu'en s'attaquant à la bureaucratie dans les syndicats que l'on pourra remporter des victoires définitives. Et c'est maintenant la tâche qu'il faut s'assigner.

## REAFFIRMATION D'UNE POLITIQUE DE GAUCHE

Le Congrès a confirmé toute une série d'axes politiques de gauche et a été le théâtre de nouvelles avancées. Par une majorité de presque des deux tiers, le Congrès a confirmé son soutien au désarmement nucléaire unilatéral. Toute ambiguïté entre cette politique et celle du désarmement conditionnel a été levée. Le Congrès a marqué son opposition aux missiles *Cruise* et aux *Trident*, et a lancé un appel pour que soient fermées toutes les centrales nucléaires britanniques. Par un vote à main levée, le vote pour le retrait de l'OTAN paraissait même chose acquise, mais il fut repoussé quand il fut procédé à un décompte tenant compte du poids de chaque syndicat. Malgré cela, 1 619 000 votes indiquaient leur opposition à l'OTAN.

Pour la première fois depuis plusieurs années, la Conférence s'est déclarée opposée à toute politique des salaires. Arthur Scargill, le dirigeant des mineurs du Yorkshire, a résumé le sentiment des congressistes lorsqu'il a déclaré : « *Tant que nous ne vivons pas dans une société socialiste, il est hors de question d'envisager une quelconque politique des salaires !* » La Conférence a également recommandé que le prochain gouvernement travailliste « *nationalise les centres moteurs de l'économie* » ; une résolution plus précise appelant à la nationalisation des banques, des compagnies d'assurances et des établissements financiers, en même temps que des grands monopoles, sans indemnité ni rachat était, quant à elle, rejetée lors d'un vote comptabilisé en tenant compte du nombre des mandats des syndicats.

Contre l'avis même de l'exécutif, une résolution fut votée réclamant la semaine des 35 heures, l'avancement de l'âge de la retraite et une interdiction systématique des heures supplémentaires, mesures auxquelles venaient s'ajouter la lutte contre le chômage. Ainsi l'exécutif s'est-il vu re-

commander de faire tout pour que tous les jeunes aient une réelle possibilité de travailler.

La direction s'est vu mandatée pour mettre sur pied une campagne de masse contre la nouvelle politique des 4 % maximum d'augmentation des salaires dans le secteur public, contre la législation anti-syndicale en cours d'élaboration et contre les attaques du gouvernement qui visent à réduire le budget des conseils municipaux. Cette dernière proposition était d'autant plus significative qu'elle a été votée contre l'avis de l'exécutif qui se voit maintenant obligé d'organiser la riposte contre les plus récentes des mesures draconiennes des conservateurs. Cela a été un cuisant coup porté contre le porte-parole du groupe parlementaire qui avait fait connaître son désaccord avec un tel « *mépris de la loi* », qui se trouvait être au centre de ce débat comme chacun le savait.

La Conférence a également exprimé son opposition farouche au Marché commun. Il a été décidé que le prochain gouvernement travailliste devrait procéder à un retrait sans référendum préalable, ce qui constituait auparavant une garantie pour l'aile droite.

La Conférence a indiqué son désir de voir abrogé le Nationalities Act (Loi sur les nationalités) des conservateurs ainsi que toute la législation raciste en vigueur, y compris les lois sur l'immigration de 1968 et de 1971, à l'introduction desquelles les gouvernements travaillistes antérieurs avaient joué un rôle, et qu'ils avaient appliqué avec zèle.

Sur l'Irlande, la Conférence s'est prononcée pour la première fois depuis 1918 pour une éventuelle réunification de l'Irlande. Peut-être est-il encore plus significatif que la Conférence ait confié au prochain gouvernement travailliste la tâche d'abroger le Prevention of Terrorism Act (Loi sur la répression du terrorisme) alors que récemment, une large majorité des députés travaillistes avait voté aux côtés des députés conservateurs pour la poursuite de son application...

Deux résolutions de la gauche du Parti travailliste, appelant au retrait des troupes d'Irlande et soutenant les mots d'ordre des grévistes de la faim, furent rejetées, bien que la plus faible des deux ait quand même recueilli 702 000 voix. Dans le passé, de telles résolutions avaient du mal à venir en discussion.

« *Une gauche affaiblie qui contrôle encore les décisions politiques* », c'est le jugement porté par le *Financial Times* sur la Conférence dans son ensemble et qui résume bien le dilemme dans lequel se trouve maintenant la droite. La direction du groupe parlementaire, sous la houlette de Michael Foot, est en désaccord avec pratiquement toutes les décisions de la Conférence. Pour autant qu'elle rejette dans la pratique la politique votée par le parti, elles aide les militants révolutionnaires dans leur travail pour faire avancer dans les syndicats la conscience critique et la volonté qu'à la base de contrôler ses dirigeants. Les luttes de cet hiver seront décisives pour déterminer si la droite sera

capable de consolider son coup d'Etat organisationnel ou si elle sera forcée de faire de nouvelles concessions à la gauche. Car les développements de la gauche travailliste ne constituent que le reflet d'une radicalisation plus large de la classe ouvrière. Le recul de la nouvelle génération de dirigeants de base — alors qu'ils poursuivent leur avancée au sein du Parti travailliste et qu'ils cherchent les moyens de

mettre en avant une alternative aux mesures d'austérité du gouvernement conservateur et ceux de contrôler leurs dirigeants — n'est concevable qu'au prix d'une réelle défaite de la classe ouvrière. Mais tout porte à croire que l'on va dans le sens d'une montée capable de faire reculer le gouvernement dans les nouvelles discussions sur les salaires, créant ainsi les conditions requises pour le renverser.

## CONFRONTATION AVEC LE GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

Le Congrès dans son ensemble n'a pas préparé la classe ouvrière aux luttes prévisibles de cet hiver. Quelques jours seulement avant l'ouverture de la Conférence, Margaret Thatcher avait annoncé une modification de la composition du cabinet, qui a placé son gouvernement dans une attitude de confrontation accentuée avec les travailleurs. Tous les esprits critiques au sein du cabinet ont été soit rétrogradés, soit démis de leurs fonctions et remplacés par des gens prêts à s'attaquer de front à la classe ouvrière. Car tel a été le bilan tiré par le gouvernement des rébellions de la jeunesse de l'été 1981 : aucune concession, offensive généralisée ...

Ce jugement a été immédiatement corroboré par l'annonce immédiate d'une attaque sur trois fronts contre la classe ouvrière, un plafond imposé de 4 % aux augmentations de salaire dans le secteur public, accompagné de nouvelles dispositions législatives visant à museler les syndicats, ainsi qu'une attaque directe contre le pouvoir indépendant des conseils municipaux, axée tout particulièrement contre les conseils municipaux contrôlés par le Parti travailliste qui ont prévu d'ignorer les coupes budgétaires que veut leur imposer le gouvernement dans les services sociaux.

Cette nouvelle attitude agressive des conservateurs ne s'est que partiellement reflétée dans les débats de la Conférence du Parti travailliste. Certes, à l'origine de l'échec de la campagne de Tony Benn, il faut placer le refus de mettre au centre des préoccupations la nécessité de mobiliser la classe ouvrière *maintenant* pour renverser le gouvernement. C'était la manière de faire soutenir par la droite du parti les axes politiques de la gauche — à condition que tout conflit opposant la droite et la gauche soit remis au lendemain des élections législatives prévues pour 1984.

La base de toute riposte de la gauche réside dans la compréhension de ce phénomène. La mobilisation de la classe ouvrière contre l'offensive des conservateurs sur trois fronts est le seul moyen qu'a la gauche de damer le pion à l'aile droite. Cela inclura inmanquablement une

confrontation directe avec Michael Foot et avec nombre de dirigeants de la gauche qui ont accordé leur soutien à Tony Benn.

Ce dernier a lui-même suggéré que soit lancé un nouveau regroupement de la gauche, un Comité de représentation travailliste (LRC) nouvelle mouture (le LRC constitué en 1900 était le prédécesseur du Parti travailliste) regroupant ses partisans dans les sections, les syndicats et au Parlement. Une telle proposition correspond à un besoin ressenti. Cependant, une telle aile gauche doit absolument inscrire l'action sur son drapeau. Ce qui n'est pas en contradiction avec le combat à mener à l'intérieur du Parti travailliste et des syndicats pour la défense et l'extension des acquis de la gauche. Cela reste néanmoins une alternative claire face à ceux qui proposent que l'aile gauche avance au travers de compromis organisationnels et politiques passés avec Michael Foot et la « gauche modérée ». C'est aussi une alternative face à ceux qui suggèrent que Tony Benn ne se représente pas à l'avenir sous peine de s'aliéner Michael Foot et cette même gauche modérée. De telles forces font maintenant partie intégrante de l'aile droite. La solution réside dans les syndicats industriels.

Les progrès de la droite vont continuer à éroder la riposte de la classe ouvrière face à l'offensive des conservateurs cet hiver. Cela ne déterminera cependant pas cette riposte.

Un nouveau climat règne à l'intérieur de la classe ouvrière et la rébellion de la jeunesse durant les mois d'été en a constitué un aspect. Le Parti travailliste avance maintenant une alternative avec laquelle beaucoup de travailleurs peuvent s'identifier, et qui tend à confirmer leurs vues sur les problèmes actuels comme étant le produit de la politique conservatrice, que donc elle doit être combattue et rejetée.

Toutes les sections du mouvement syndical réclament des augmentations de salaires pour tendre à rattraper la perte du pouvoir d'achat depuis la venue au pouvoir des conservateurs. Cela inclut des secteurs comme la British Leyland (BL) qui ont connu plusieurs revers importants

dans leurs luttes. De nombreux groupes de travailleurs incluent également la revendication de réduction du temps de travail dans le but d'empêcher de nouveaux licenciements et de commencer à s'attaquer au problème du chômage.

Le nombre des occupations d'usines contre les fermetures va en se développant. Une usine métallurgique comme Laurence Scott Electromotors, à Manchester, en est à son sixième mois d'occupation. Les travailleurs de cette usine ont été rejoints par ceux de la Staffa de Londres. Ces luttes rencontrent un soutien massif dans le mouvement ouvrier. Une occupation a également commencé à Dundee, dans l'un des chantiers navals nationalisés menacé de fermeture. L'occupation a gagné le soutien de l'ensemble des travailleurs des chantiers navals dans le pays, qui se sont prononcés pour une série de journées de grève nationale et pour un refus des heures supplémentaires dans l'ensemble de la construction navale.

La lutte contre les coupes sombres dans les dépenses sociales entre, elle aussi, dans une nouvelle phase. Jusqu'à maintenant, les conseils municipaux à majorité travailliste qui désiraient ne pas tenir compte des coupes imposées par les conservateurs avaient recours à une augmentation des impôts locaux dont souffraient en tout premier lieu les travailleurs. Le ministre de l'Environnement, Michael Heseltine, leur a maintenant enlevé cette possibilité. Ceux qui veulent résister n'ont plus d'autre alternative que de se mobiliser contre le gouvernement. Plusieurs conseils municipaux, tout particulièrement le Conseil du Grand Londres, où la gauche est majoritaire, pourraient bien avancer dans le sens d'une confrontation directe avec le gouvernement dans le contexte de tensions de classes croissantes.

Certains secteurs de la bourgeoisie sont conscients de l'opposition grandissante et sont convaincus qu'il ne leur est pas possible de remporter la victoire à cette étape de la lutte. Un assaut frontal a donc été lancé contre la politique du gouvernement par l'ex-Premier ministre conservateur Edward Heath. Il est considéré comme ayant avec lui 30 % des députés conservateurs.

Parallèlement, il faut noter la percée du SDP (Parti social-démocrate) maintenant en alliance avec le Parti libéral. Les sondages d'opinion leur donnent plus de 30 % des suffrages ...

La bourgeoisie se prépare donc clairement pour une alliance entre cette formation et l'aile Edward Heath du Parti conservateur comme alternative possible à Margaret Thatcher, si elle échoue dans la confrontation de cet hiver, et comme façon de prévenir la venue au pouvoir d'un gouvernement travailliste de gauche. Une gauche qui se place à la tête de cette victoire possible de la classe ouvrière peut empêcher que ce plan de la bourgeoisie ne se réalise. Telle est maintenant la tâche.

Brian GROGAN  
Londres, 8 octobre 1981.

**Abonnez-vous !**  
**Réabonnez-vous à « INPRECOR » !**

## '' Le Parti des travailleurs est une innovation historique... ''

L'ORGANISATION de la classe ouvrière brésilienne a connu deux nouvelles avancées importantes au cours des mois d'août et de septembre. D'une part avec la tenue du CONCLAT (Congrès de la classe travailleuse) et, d'autre part, avec la tenue de la Convention de légalisation du Parti des travailleurs (PT).

Le CONCLAT s'est réuni fin août, à Praia Grande, près de Sao Paulo. Il a rassemblé 5 200 délégués syndicaux, des villes et des campagnes, représentant un millier de structures syndicales. Organisé à l'initiative de la tendance *Unidade sindical*, qui regroupe principalement le PC et une fraction de la bureaucratie jaune, il avait été conçu de façon à garantir une large majorité à ce courant. Ainsi, les deux tiers des délégués étaient-ils délégués de droit en tant que membres de directions syndicales ; un tiers seulement avaient été élus spécifiquement pour le Congrès.

Malgré cela, la réunion devait révéler que le courant combatif, polarisé par « Lula » et les militants du PT, était majoritaire de fait dans le Congrès, malgré sa mauvaise préparation et une absence totale de fonctionnement organisé.

Les résolutions du CONCLAT portent la marque de cette poussée à gauche. Le mot d'ordre de Constituante y a été adopté, mais lié au renversement de la dictature, ce qui exclut la « Constituante avec Figueredo » défendue par le PC. Le Congrès a exprimé un ferme rejet de tout Pacte social et approuvé le mot d'ordre de grève générale. Il a fixé un calendrier de lutte pour préparer la grève générale : le 1er octobre, journée nationale d'action pour présenter les revendications des travailleurs au gouvernement ; le 16 novembre, bilan des réponses gouvernementales et, si nécessaire, détermination des prochains pas sur la voie de la grève générale.

Enfin, il a été décidé de préparer pour août 1982 la tenue du congrès constitutif de la Centrale unique des travailleurs (CUT). Déjà, la tenue du CONCLAT constituait un défi de fait à la Loi syndicale qui subordonne par catégories les syndicats au ministère du Travail et interdit toute forme de regroupement intercatégoriel à l'échelon municipal, régional ou national. Pour préparer le Congrès de 1982, une commission pro-CUT de 56 membres a été mise sur pied.

Le courant *Unidade sindical* a été battu dans le CONCLAT sur pratiquement tous les problèmes d'orientation concernant les luttes et les mots d'ordre. Mais, pour le PC, la plupart de ces votes se réduisent à des chiffons de papier. L'important, c'est le contrôle de l'appareil syndical en formation. Or, grâce à une pure manœuvre de coulisse, jouant sur la naïveté et la bonne foi des dirigeants combatifs, le PC a réussi

à s'assurer une majorité de fait dans la commission pro-CUT, qui menace de vider de tout contenu les décisions du CONCLAT et de conduire à la division syndicale, avant même la tenue du congrès constitutif d'août prochain (cf. note 6).

D'autre part, le Parti des travailleurs a tenu en août une Convention pour tirer le bilan de la campagne pour sa légalisation. La loi édictée par la dictature impose en effet des normes bureaucratiques particulièrement difficiles à satisfaire pour la reconnaissance d'un parti. Et ces normes doivent être remplies dans au moins 9 Etats sur les 21 que compte le pays.

La Convention a pu enregistrer la victoire : avec plus de 220 000 affiliés à cette date, le PT remplissait les conditions de légalisation dans 16 Etats déjà. La Convention a en outre adopté de courtes résolutions sur la lutte contre le chômage et les élections de 1982. Elle a enfin élu un directoire de 90 membres représentant largement les différents courants et les régions.

Après cette Convention réelle, le PT devait tenir une Convention formelle, conforme à la réglementation légale qui ne reconnaît pas les structures militantes, mais seulement les structures électorales d'un parti. Cette Convention s'est tenue à Brasilia les 27 et 28 septembre dans les locaux du Sénat. Elle s'est réduite en fait à un grand meeting solennel (en présence de délégués des ambassades de Pologne, de Hongrie, du PC italien, de la social-démocratie espagnole, de l'OLP de Palestine, etc.), et à une fête pour célébrer la victoire que représente la légalisation.

Le discours de clôture de « Lula », président du PT, à cette Convention, constitue l'un des documents les plus intéressants quant à la définition actuelle du PT. Nous en reproduisons ici les principaux extraits. Nous reproduisons également, en complément, une interview de « Lula » au journal *Em Tempo*, dans laquelle il commente le résultat du CONCLAT et développe sa position sur la question controversée du mot d'ordre d'Assemblée constituante.

Dans un prochain numéro d'*Inprecor*, nous reviendrons sur les principaux problèmes d'orientation désormais posés au PT dans la nouvelle conjoncture brésilienne et à la veille d'une année décisive, marquée par la perspective d'un congrès constitutif de la CUT (août 1982) et des élections générales (novembre 1982) : la tactique électorale, la question syndicale, les mots d'ordre d'Assemblée constituante et de grève générale, les questions d'organisation.

D. J.

### Discours de « Lula » à la Convention de légalisation du PT

Luis Inacio DA SILVA, « LULA »

Camarades,

Au nom de la Commission exécutive nationale (CEN) du Parti des travailleurs (PT), je veux vous exprimer la grande joie que nous éprouvons devant la tenue de notre Ire Convention nationale (...).

Ce qu'a prouvé la tenue de cette Convention nationale à tous les réticents, aux peureux et aux défaitistes, c'est que le Parti des travailleurs est, et a toujours

été pleinement viable. Il vaut la peine de se rappeler quelques faits, camarades. Quand nous nous sommes lancés, en juin de cette année, dans la formation de nos commissions municipales, les sceptiques nous disaient : « Le PT ne réussira pas ! » Nous avons réussi à en constituer 627 dans tout le pays. Quand nous avons entrepris, au début de cette année, la campagne d'affiliation, les dénigriers nous disaient : « Le PT n'est pas viable ! » Nous avons réussi et nous sommes au-

jourd'hui près de 300 000 dans tout le pays. Aujourd'hui, au moment où nous tenons notre première Convention, il y en a encore qui doutent du prochain pas. Il y en a qui pensent que le PT n'atteindra pas les 5 % requis par la loi aux élections de 1982 ; que le PT n'atteindra pas les 3 % dans neuf Etats.

Nous autres, militants du PT, nous sommes certains que les élections ne seront pas un problème, car nous sommes déjà un parti de masse. Le grand défi que

nous avons devant nous, c'est de ne pas nous égarer comme ceux qui prétendent parler au nom de la classe travailleuse sans même écouter ce qu'elle a à dire.

Le Parti des travailleurs est une innovation historique dans ce pays. C'est aussi une innovation dans la vie politique et dans l'histoire de la gauche brésilienne. C'est un parti qui est né de la poussée des

mouvements de masse, qui est né des grèves et des luttes populaires dans tout le Brésil. C'est un parti qui est né de la conscience que les travailleurs ont acquise après avoir servi pendant des décennies de masse de manœuvre aux politiciens de la bourgeoisie, et après avoir écouté les bavardages des prétendus partis d'avant-garde de la classe ouvrière (...).

## « NOUS VOULONS QUE LES TRAVAILLEURS SOIENT MAÎTRES DES MOYENS DE PRODUCTION ET DE LEUR TRAVAIL ... »

Notre parti est né comme expression politique de la lutte syndicale. La majorité de nos dirigeants demeure dans le mouvement syndical, et c'est là qu'il puise ses énergies et la représentativité de son activité politique. Pourtant, et dès nos premiers pas, le PT n'a jamais confondu la politique de parti et le syndicalisme, et il n'a jamais admis que l'on fasse du mouvement syndical une courroie de transmission du parti. Nous défendons toujours l'autonomie du syndicalisme face aux partis politiques (...).

On nous accuse d'avoir abandonné le syndicalisme pour faire de la politique (...). Camarades, dans notre pays, le syndicat contrôlé par le gouvernement n'est pas suffisant pour transformer la société. Le syndicat est l'outil adéquat pour améliorer les rapports entre le capital et le travail, mais nous ne nous contentons pas de cela. Nous ne voulons pas seulement améliorer la situation du travailleur exploité par le capitaliste. Nous voulons transformer la relation entre le capital et le travail. Nous voulons que les travailleurs soient maîtres des moyens de production et du produit de leur travail. Et cela ne peut s'obtenir que par la lutte politique. Le parti est l'outil qui nous permettra d'agir et de transformer le pouvoir dans ce pays. Dans notre lutte, l'activité de parti doit compléter l'activité syndicale, sans que l'une puisse exclure l'autre ou s'y substituer.

## POUR LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS

Pendant toutes ces années au cours desquelles a surgi le Parti des travailleurs, nous ne nous sommes jamais écartés du syndicalisme. Et aucune suspension de mandat, aucun emprisonnement, aucune condamnation ne nous écarteront de la lutte syndicale. Il y a certains camarades qui disent que, en tant que dirigeants du PT, nous ne devrions plus « perdre tant de temps à aller à la porte des usines ». Nous voulons qu'une chose soit claire : le jour où les dirigeants du PT n'iront plus à la porte des usines, ou sur les lieux de travail, ou là où on lutte pour la terre, il vaudra mieux dissoudre le PT. Nous ne sommes pas un parti d'antichambre, de salles avec moquette, de tractations feutrées (...).

Aujourd'hui, le mouvement syndical est en train de vivre un moment très important : celui de la création de la Centrale unique des travailleurs. Nous sommes membres de sa commission exécutive pré-

paratoire. Alors que nous luttons pour la construction de la Centrale unique, certains nous accusent de défendre le pluralisme syndical. Ce que nous défendons, camarades, c'est avant tout la liberté, pour les diverses tendances existant parmi les travailleurs, de se faire représenter dans le mouvement syndical. Mais cela ne signifie pas, et ne peut signifier, un syndicat parallèle ou une centrale syndicale pour chaque courant. La liberté et la représentativité que nous voulons pour le syndicalisme brésilien ne permettent pas qu'une tendance s'attribue en exclusivité le drapeau de l'unité, dont nous devons tous être de fidèles serviteurs, sous peine d'hérésie ou d'excommunication politique. Ce n'est pas en alliance avec les jaunes que nous ferons l'unité du mouvement syndical, mais dans la lutte, dans les campagnes, dans les grèves. Qui ne va pas à la lutte n'a pas le droit de parler au nom de l'unité, puisqu'il fait le jeu des patrons qui est de domestiquer et de diviser le syndicalisme brésilien. Et qui peut nous accuser de ne pas lutter avec la classe ouvrière ?

## LA BATAILLE POUR UNE RÉFORME AGRAIRE

Le Brésil est certainement l'un des rares pays de ce continent à n'avoir jamais connu de réforme agraire. Nous avons tant de terres et si peu de propriétaires, bien que le gouvernement se dise défenseur de la propriété ... La seule réforme agraire qu'ait connue notre pays, ce fut quand la métropole portugaise l'a divisé en capitaineries héréditaires au XVII<sup>e</sup> siècle. Dans un pays aussi grand, le travailleur sans terre ne sait déjà plus où aller. Il ne lui reste qu'une solution : la lutte !

Le PT soutient et soutiendra toujours la lutte pour la réforme agraire, pour le droit à la terre pour ceux qui la travaillent, pour un meilleur prix des produits agricoles, pour l'élimination des intermédiaires. C'est pour cela qu'en Amazonie nous sommes poursuivis en justice (...).

Nous avons parcouru tous les recoins de ce pays. Nous considérons que le problème de la terre est sans doute le plus grave actuellement. C'est lui qui entraîne les cycles migratoires, le gonflement des favelas dans les villes, l'augmentation des prix des produits de première nécessité, l'importation de produits qui, en principe, sont typiques de notre sol (...).

Le PT sait que l'homme de la terre fait une réforme agraire de ses propres mains. En tant que parti, c'est de cette

lutte que nous voulons recueillir les éléments concrets, pratiques, qui nous permettront de définir une politique précise sur la question de la terre. Ce n'est pas à nous, gens de la ville, qu'il revient de définir ce qui est bon pour les camarades de la campagne. C'est à vous, camarades du secteur rural, qu'il revient de nous enseigner ce que nous devons faire, comment nous devons agir, en quoi nous pouvons vous soutenir. Nous sommes un parti des travailleurs des villes et des campagnes. De cette union naîtront les semences de notre projet en tant que parti.

Le manque de liberté syndicale et l'absence de réforme agraire affectent gravement la vie des travailleurs brésiliens : aujourd'hui, le chômage est le fruit amer de la politique économique faillie adoptée par le régime actuel. L'économie est régie par les fluctuations du marché et non par les besoins de la nation. Ce modèle capitaliste est fondamentalement pervers et nous ne croyons pas qu'il puisse être corrigé (...).

## LA LUTTE DES FEMMES

Beaucoup de choses ont changé sur la scène politique ces dernières années. Jadis, on croyait que seuls les partis et les groupes politiques étaient capables de centraliser l'organisation du mouvement populaire. Aujourd'hui, cependant, nous reconnaissons que les meilleurs fruits sont ceux qui, comme notre parti, ont leurs racines dans les multiples formes d'organisation existant à la campagne, dans les quartiers, à la périphérie des villes, sur les lieux de travail et d'étude, et dans les secteurs qui ont des intérêts spécifiques à défendre comme les femmes et les Noirs. Grâce au mouvement populaire, le mouvement syndical a connu une expansion plus rapide ces dernières années. Ceux qui pensent encore que le syndicalisme brésilien s'appuie seulement sur les usines se trompent. Dans le quartier de la cité ou sur les lieux d'habitation, les travailleurs ont plus de liberté pour se rencontrer, pour se réunir, pour s'organiser et promouvoir leurs luttes syndicales, avec leurs épouses, leurs enfants et leurs voisins. Grâce à ce large réseau de mouvements populaires, le PT s'affirme comme l'expression politique qui naît de la base vers le sommet (...).

Faire de la politique, ce n'est pas seulement militer dans le parti ou dans les partis. C'est aussi participer à la lutte pour la construction d'égoûts dans le quartier ou pour une meilleure rétribution de la récolte. C'est en contribuant à modifier partout dans ce pays les relations sociales et les relations de production, que notre peuple finira un jour par les transformer dans tout le pays, dépassant la contradiction entre le capital et le travail.

C'est pourquoi nous ne voulons pas que le mouvement populaire soit le reflet ou l'extension de notre activité de parti : nous ne souhaitons pas le mettre en tutelle. Au contraire, c'est notre parti qui doit exprimer les leçons du mouvement populaire tout en le consolidant politiquement.

Il est important de dire un mot sur le mouvement des femmes, forme d'organisation spécifique qui se multiplie dans ce pays. Face à la culture machiste dans laquelle nous baignons, face aux structures d'une société conçue exclusivement comme une œuvre masculine, nous reconnaissons le droit et le devoir pour les femmes de lutter pour leurs droits et de se libérer de leur condition d'objet de lit et de table, d'être uniquement destinés à procréer, d'esclaves au foyer, de travailleuses doublement exploitées. La lutte des femmes doit aider les hommes à se rééduquer dans le sens de la société égalitaire que nous voulons construire ensemble. Pourtant, nous sommes convaincus que cette lutte ne peut être séparée de la lutte de tous les Brésiliens pour leur libération. La question du féminisme n'intéresse pas seulement les femmes et ne se réduit pas à la conquête de libertés personnelles, qui ne sont parfois que de simples palliatifs bourgeois (...).

## POUR LE DROIT DE TOUTES LES MINORITÉS

Il y a dans notre pays une discrimination raciale particulièrement voilée. Un Noir sait pourtant que cette discrimination, qui peut paraître voilée à un Blanc, est réelle, agressive, profonde. Elle se ressent dans la peau. C'est pourquoi nous devons soutenir l'organisation des Noirs pour leurs droits au sein de notre société, car c'est ainsi que sera porté à la lumière du jour le racisme que nous portons dans nos entrailles (...).

Nous sommes pour le droit de toutes les minorités à s'organiser et à défendre leur place dans notre société. Nous n'accepterons pas, dans notre parti, que l'homosexualité soit traitée comme une maladie et encore moins comme un cas relevant de la police. Nous défendrons le respect que méritent les personnes, les appelant à s'engager plus résolument dans la construction d'une nouvelle société.

Nous accusons la FUNAI (1) de ne pas respecter les droits des nations indiennes dans notre pays. Nous dénonçons l'INCRA (2) et la grande propriété foncière comme responsables de l'invasion des réserves indiennes et des parcs que ces communautés possédaient par tradition et par droit. Nous sommes solidaires de la cause indienne, du mouvement Union des nations indiennes, de leur droit à parler leur propre langue et à préserver leur propre culture (...).

Camarades, sur nous comme sur tous ceux qui luttent pour la justice et pour la liberté dans ce pays, pèse l'odieuse Loi de sécurité nationale (LSN).

Aussi longtemps qu'existera cette loi, qui légitime l'appareil répressif, nous ne pourrons cesser de résister au régime autocratique implanté au Brésil par le coup d'Etat de 1964. Il revient à toute la nation de manifester son rejet de cette législation (...).

Nous ne percevons pas l'« ouverture » politique comme un cadeau des dieux. Elle a d'abord été une conquête des mouvements populaires, de la lutte

syndicale, des campagnes pour l'amnistie, des protestations de l'Eglise et des autres secteurs de notre société civile. Est venu un moment où les maîtres du régime ont considéré qu'il était plus prudent de donner la bague que de courir le risque de perdre le doigt. La nouvelle conjoncture internationale exigeait que le Brésil prenne un aspect un peu plus démocratique. Nous ne nous faisons pourtant pas d'illusions. L'« ouverture » a seulement existé au sommet. En bas, rien n'a changé dans la vie de la classe travailleuse opprimée (...).

Il y a quelque chose qu'il faut tirer au clair. Nous sommes un parti légal, un parti de masse, ouvert à tous les Brésiliens qui acceptent notre programme politique et l'assument dans leur activité sociale. Nous ne sommes pas apparus pour diviser l'opposition, car nous n'acceptons pas l'idée que la réglementation des activités des partis conçue par ce régime autocratique soit un critère d'unité (...).

Nous savons qu'il existe diverses tendances politiques dans notre société. Nous reconnaissons le droit à ces camarades de s'organiser autour de leurs conceptions et de leurs propositions. Nous regrettons que, du fait du régime répressif dans lequel nous vivons, ces tendances soient encore obligées d'agir dans l'illégalité, bien que leurs drapeaux soient justes et légitimes. Nous luttons et nous lutterons pour la légalisation de toutes ces tendances afin que leurs activités soient soumises à l'épreuve du verdict populaire.

Nous sommes préoccupés cependant si un militant, sous notre chemise, revêt une autre chemise. Nous n'avons jamais demandé et ne demanderons jamais à personne de certificat idéologique. Nous sommes intéressés à ce que tous soient fidèles au programme et aux statuts du PT. Nous sommes intéressés à ce que les camarades ne veuillent pas faire de notre parti la masse de manœuvre de leurs projets. Nous n'accepterons jamais que les intérêts des tendances l'emportent dans le parti sur les intérêts du parti.

Nous dénoncerons aussi souvent qu'il le faudra certaines déviations auxquelles nous pouvons tous être sujets, comme l'économisme qui prétend réduire la lutte des travailleurs à la conquête immédiate de leurs moyens de survie ; ou le politisme, qui veut imposer du sommet vers la base son jargon idéologique, comme si le discours révolutionnaire était synonyme de pratique révolutionnaire ; ou le colonialisme de ceux qui s'auto-proclament avant-garde du prolétariat sans même que les travailleurs les connaissent ; ou le gauchisme, qui exige du parti des déclarations et des positions incompatibles avec son caractère légal et sa nature populaire ; ou le volontarisme de ceux qui veulent aller plus vite que le mouvement social ; ou l'électoratisme de ceux qui veulent réduire le PT à un tremplin pour des mandats électoraux ; ou le bureaucratisme de ceux qui nous condamnent parce que nous allons aux portes des usines et veulent un parti bien organisé mais sans bases populaires ; ou l'opportunisme de ceux qui ne mettent qu'un pied dans le PT et gardent

l'autre prêt à la course dès qu'ils sentent que leurs projets ne sont pas acceptés par les travailleurs.

Nous allons participer aux prochaines élections et nous présenterons des candidats à tous les mandats, dans toutes les régions du pays. Cependant, nous ne croyons pas que les élections soient ce qu'il y a de plus important et de plus définitif pour notre parti. Sans doute, elles ont leur importance et nous devons conquérir sans cesse plus d'espace dans l'aire parlementaire et dans les fonctions exécutives, de façon à nous faire l'écho des revendications des travailleurs (...).

Je veux encore souligner notre estime pour les camarades qui, dans tous les recoins de ce pays font montre d'un dévouement effectif aux intérêts populaires, affrontant toutes sortes de persécutions, de calomnies, d'emprisonnements et d'expulsions : les membres des communautés ecclésiastiques de base, les prêtres et les évêques qui y sont liés. Nous ne sommes pas un parti confessionnel et nous n'accepterons pas que l'Eglise interfère dans nos activités, comme nous nous garderons d'intervenir dans les activités de l'Eglise. Entre l'Eglise et le parti, il doit exister la clarté des fonctions différentes, distinctes, bien que nous soyons souvent unis, dans la vie opprimée de notre peuple, par le même élan de libération (...).

Mais nous ne serons jamais un parti de croyants ou d'athées. Pour nous, la division est ailleurs. Elle est entre ceux qui sont du côté de la libération et ceux qui sont du côté de l'oppression. Le Parti des travailleurs ne pourra jamais représenter les intérêts du capital (...).

Il y a beaucoup de gens qui demandent : quelle est l'idéologie du PT ? Que pense le PT sur la société future ? Ceux qui posent ces questions avancent en même temps leurs propres réponses qui visent, dans certains cas, à critiquer le parti. Le PT ne serait-il qu'un parti travailliste de plus ? Ne serait-il qu'un parti social-démocrate, intéressé à chercher des palliatifs aux inégalités engendrées par le capitalisme ? Nous savons d'où viennent ces doutes et ces interprétations. Et nous le savons parce qu'elles sont partagées par certains militants de notre parti qui ont construit à leur usage une étrange théorie selon laquelle le parti ne serait qu'un front ou un parti seulement tactique (...).

## « NOUS SAVONS QUE LE MONDE VA VERS LE SOCIALISME ... »

Nous, au PT, nous savons que le monde va vers le socialisme. Les travailleurs qui ont pris l'initiative historique de proposer la création du PT savaient cela avant même d'avoir l'idée de la nécessité du parti. C'est pourquoi nous savons aussi qu'il est faux de dire que les travailleurs

1. La FUNAI est l'organisme officiel chargé de l'administration des populations indiennes, de la commercialisation de leurs productions artisanales, etc. Tout au long de ces dernières années, les dénonciations de la FUNAI, accusée d'oppression et de racisme, se sont multipliées.

2. INCRA : Institut national de la réforme agraire.

ne sont pas prêts à passer spontanément sur le terrain de la lutte des partis et qu'ils sont condamnés à se limiter aux seules revendications économiques. De même, nous savons qu'il est faux de dire que les travailleurs brésiliens, laissés à leur propre sort, s'écarteront d'une société juste, libre et égalitaire. Les travailleurs sont les plus exploités dans l'actuelle société. C'est pourquoi nous sentons dans notre propre chair et que nous voulons de toutes nos forces une société qui, comme le dit notre programme, sera une société sans exploités et sans exploités. Que sera cette société sinon une société socialiste ?

Mais le problème n'est pas seulement là. Il ne suffit pas à quelqu'un de proclamer qu'il est socialiste. La grande question c'est : quel socialisme ? Serons-nous par hasard obligés de suivre tel ou tel modèle adopté dans tel ou tel pays ? Nous, au Parti des travailleurs, nous voulons

maintenir les meilleures relations d'amitié avec tous les partis qui luttent pour la démocratie et pour le socialisme dans le monde. Tel est le critère qui oriente et continuera d'orienter nos contacts internationaux (...).

Nous savons que nous marchons au socialisme, vers le type de socialisme qui nous convient. Nous savons qu'il ne nous convient pas et qu'il n'est pas dans notre horizon d'adopter l'idée du socialisme pour apporter quelques corrections aux maux sociaux causés par le capitalisme, ou pour gérer la crise dans laquelle se débat ce système économique. Nous savons également qu'il ne nous convient pas d'adopter la perspective d'un socialisme bureaucratique, qui satisfait davantage les nouvelles castes de technocrates et de privilégiés que les travailleurs et le peuple.

Le socialisme que nous voulons sera défini par tout le peuple, comme exigence concrète des luttes populaires, comme

réponse économique et politique globale à toutes les aspirations concrètes que le PT sera capable d'assumer. Il serait très facile, ici, assis confortablement dans l'enceinte du Sénat de la République, de nous décider pour une définition ou une autre. Ce serait très facile mais très faux. Le socialisme que nous voulons ne naîtra pas d'un décret, ni de nous ni de personne.

Le socialisme que nous voulons se définira dans les luttes de chaque jour, de la même façon que nous sommes en train de construire le PT. Le socialisme que nous voulons devra signifier l'émancipation des travailleurs. Et l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Merci beaucoup à tous.

Luis Inacio DA SILVA, « LULA »  
28 septembre 1981.

## La Constituante et la grève générale en débat

« EM TEMPO » : — Pour commencer, quelle appréciation portes-tu sur la réunion du CONCLAT ?

Luis Inacio DA SILVA, « LULA » : — L'importance historique fondamentale du CONCLAT (1), c'est la démonstration qu'il est possible pour le mouvement syndical de prendre des positions plus sérieuses indépendamment de la structure syndicale officielle existant dans le pays. Ce Congrès prouve que la classe ouvrière exige aujourd'hui des dirigeants syndicaux une attitude plus combative et plus efficace. Elle le démontre, y compris avec une grande maturité, en ne proclamant pas dès à présent une Centrale unique des travailleurs (CUT) — comme beaucoup l'espéraient — et en créant une commission capable de préparer le prochain congrès où la Centrale unique sera vraiment constituée. Le fait historique, c'est donc que nous avons fait le premier pas vers la constitution de notre Centrale unique.

Sur les conquêtes politiques du CONCLAT pour le mouvement syndical, il est d'ores et déjà possible d'observer, en premier lieu, qu'elles ont totalement dépassé l'attente de nombreux participants. Tout d'abord, l'adoption, par plus de 1 000 entités syndicales, de divers documents jusqu'alors soutenus seulement par quelques catégories et quelques dirigeants considérés comme « authentiques » ou « combattifs » ; cette adhésion prouve que l'on peut élargir quelque peu la perspective de lutte du mouvement syndical. Plus importante encore est la perspective de prise en charge de la plate-forme de revendications approuvée pour la journée d'action du 1er octobre.

— La commission pro-CUT qui est sortie du CONCLAT est le produit d'un compromis. Comment envisages-tu sa capacité à mettre en pratique la lutte dans la perspective de la grève générale ?

— Je reste convaincu que nous devons avancer dans la perspective de la grève générale. La situation des travailleurs s'aggrave chaque jour, dans les villes comme dans les campagnes. Nous devons établir un calendrier d'activité pour cette commission élue. Car, indépendamment de sa volonté, elle est liée par les docu-

### « Lula » sur la Pologne

La grande importance de Solidarité, c'est d'avoir montré au monde entier qu'un régime socialiste n'est digne de ce nom que dans la mesure où la classe travailleuse exerce effectivement son contrôle sur ce régime. Et que, pour que la classe travailleuse exerce ce contrôle, il faut qu'elle ait toute la liberté de manifestation, d'opinion, d'organisation.

Le mouvement Solidarité est venu démystifier ce que certaines tendances prétendent à propos du mouvement syndical des pays dits socialistes, alors que nous savons que les syndicats n'y sont que des courroies de transmission du parti unique. Solidarité est venu démontrer que les travailleurs n'accepteront jamais ce type de contrainte, si ce n'est par la force.

Je crois que la formation d'un parti des travailleurs en Pologne ne peut et ne doit plus attendre longtemps. Du fait même que, au Brésil, le PT est une meilleure réponse pour la classe ouvrière que le PC.

La commémoration du premier anniversaire de Solidarité en Pologne est la commémoration d'une grande victoire pour les travailleurs polonais et pour tous les travailleurs du monde entier.

ments approuvés par plus de 5 000 délégués du CONCLAT. Il y a le 1er octobre et il y a aussi le 16 novembre, où se pose la question de la grève générale. Il est nécessaire d'établir un plan de discussions avec le gouvernement et avec le patronat pour en arriver à la grève générale.

— Au-delà du problème du compromis avec ceux qui ne sont pas décidés à développer la lutte, il faut noter le problème que représente l'absence dans cette commission d'un grand syndicat : celui des métallurgistes de Sao Paulo. L'absence du plus grand *pelego* (2) d'Amérique latine a un goût de victoire indéniable. Pourtant, n'aurait-il pas été plus correct — pour la suite — que Joaquim et Rossi (3) fassent tous deux partie de la commission ?

— Je crois que oui. De même que je crois qu'il aurait été bon d'avoir la participation de davantage de militants du type de Giannini, représentant de la commission d'entreprise de la FIAT à Rio. L'important, c'est pourtant que le résultat final exprime ce qui était possible dans ce CONCLAT, à un moment donné.

1. CONCLAT : Congrès de la classe travailleuse.

2. *Pelego* : littéralement « tapis de selle », désigne la bureaucratie syndicale jaune directement liée à l'appareil d'Etat.

3. Joaquim de Andrade, considéré comme le premier *pelego* du pays, est le président du Syndicat des métallurgistes de Sao Paulo, le plus grand syndicat d'Amérique latine. Valdemar Rossi est le leader de l'opposition syndicale « classiste » de la métallurgie de Sao Paulo. C'est lui, lors de la dernière visite du pape, qui avait lu le cahier de doléances des travailleurs. Lors des dernières élections syndicales, en juillet dernier, Joaquim, allié au PC, a conservé de peu la direction du syndicat. Minoritaire dans les grandes entreprises, il ne l'a emporté que par le dépouillement des urnes « volantes » (toutes petites unités de production et retraités) et grâce à la division des oppositions.



« Lula » après une conférence de presse au siège de la CFTD en France. (DR)

— Ne crois-tu pas que le gouvernement va refuser de recevoir la commission pro-CUT tout comme il refuse de recevoir les représentants de l'Union nationale des étudiants (UNE) ? Et alors, comment déposer les revendications ?

— C'est un problème que nous devons discuter ... et c'est là que nous verrons qui est prêt à aller de l'avant ...

— Quelle était la perspective de l'Articulation de Sao Bernardo et de Monlevade (4) par rapport au CONCLAT ?

— Il s'est passé exactement ce qui devait se passer. On s'attendait exactement à deux grandes divergences qui sont bien celles qui sont apparues sur la grève générale et sur la composition de la commission pro-CUT.

— Et la Constituante ?

— Non, on savait bien qu'il n'y aurait pas de bataille sur la Constituante et qu'elle serait approuvée tranquillement.

— Vous étiez donc prêt à une ouverture à ce sujet ? Et que se passe-t-il maintenant que le Parti des travailleurs (PT) s'est défini contre la Constituante, alors que le mouvement de masse — en tout cas le mouvement syndical — a approuvé ce mot d'ordre ?

— Il l'a approuvé, mais précédé du renversement de la dictature ...

— Mais, au sein du PT, nous et bien d'autres, avons toujours proposé la Constituante également précédée du renversement de la dictature. L'important aujourd'hui, c'est de savoir si le PT assume ou non le mot d'ordre.

— Le PT continuera à respecter son programme qui ne peut être modifié que

par un Congrès. Le Parti doit s'en tenir à ce qui a été approuvé dans son Congrès.

— Mais que se passe-t-il pour les syndicalistes du PT qui étaient présents au CONCLAT, et au-delà, pour nous tous, les militants : allons-nous lutter avec ou sans le mot d'ordre de Constituante ?

— Nous avons la démarche suivante, définie par la rencontre du mouvement populaire à Sao Bernardo : tout militant syndical qui est militant du parti, chaque fois qu'une décision du parti entrera en contradiction avec celle du mouvement syndical, restera fidèle à la décision du mouvement syndical. Le PT a, par divers documents signés de la Commission nationale, affirmé qu'il n'est pas contre la Constituante. Il ne l'a pas mise dans son programme parce que les délégués à son Congrès considéraient qu'elle ne constitue pas un drapeau prioritaire. Le document approuvé dans le CONCLAT vient renforcer notre point de vue, dans la mesure où il avance la Constituante précédée du renversement du régime militaire. Nous devons donc nous préparer au renversement du régime.

— Arrête d'embrouiller les choses, et réponds donc à la question suivante : pourquoi le PT n'a-t-il jamais inscrit dans son programme la Constituante précédée par le renversement du régime militaire ?

— Parce qu'aucun militant ne l'a proposée au vote sous cette forme. Je présidais la rencontre syndicale préparatoire au CONCLAT à Sao André et là, la question de la Constituante a été approuvée exactement de cette manière, y compris sur la proposition d'un militant du PT.

— Cela veut-il dire que, sous cette forme, tu considères le mot d'ordre comme correct ?

— Oui. Je considère comme correct de défendre la Constituante si nous disons clairement qu'elle ne pourra se réunir que si le régime militaire est renversé.

— Enfin, ça a été dur, mais nous y sommes arrivés ... Maintenant, pour passer à autre chose : à la lumière du CONCLAT, comment vois-tu l'intervention et la ligne syndicale que le PT devrait impulser ?

— Maintenant, plus que jamais, les militants syndicaux du PT ont besoin de se réunir et de discuter la question syndicale, la nouvelle situation syndicale, à partir de l'appréciation qu'ont les dirigeants syndicaux liés au PT. Parce que nous avons d'un côté le Parti communiste brésilien (PCB) avec une ligne syndicale définie, et définie depuis quasi un siècle ... Ils veulent nous faire baisser la tête sans même accepter la discussion. Nous devons donc définir et réaffirmer notre pratique, et la rendre publique pour que tout le monde puisse commencer à en discuter. Un exemple seulement : celui de l'unité syndicale. Il a été clair au cours de la réunion du CONCLAT que les délégués veulent l'unité à partir de la base.

— Ces derniers temps, le PC et d'autres groupes de gauche ont mené une campagne dans le mouvement syndical et en direction de l'opinion publique, contre le PT et le syndicalisme « authentique ». La campagne a atteint un point d'hystérie maximum au moment du CONCLAT : des dirigeants syndicaux connus comme militants du PC et téléguidés par des membres du Comité central — présents dans les installations de colonies de vacances de Praia Grande où se tenait le Congrès —, ont accusé « Lula » de vouloir diviser le mouvement syndical au profit de positions partisans. Alors qu'eux, « indépendants », seraient des champions de l'unité. Qu'as-tu à dire sur ces accusations de divisionnisme ?

— Je crois d'abord qu'il faut tirer au clair pour l'opinion publique qui sont ceux qui nous traitent de divisionnistes. Parce qu'en réalité, ceux qui nous traitent de divisionnistes sont ceux qui divisent le mouvement syndical. Je vais prendre un exemple : celui des élections du syndicat des métallurgistes de Sao Paulo. Ceux-là mêmes qui nous traitent de divisionnistes étaient ceux de la liste 2, ici, à Sao Paulo (5). Et, après le résultat, ils ont eu le culot de dire que Joaquim avait remporté une victoire écrasante et qu'ainsi l'unité avait été sauvagée ... Déjà à Sao Bernardo, pour ces messieurs, c'était la liste 1 qui était divisionniste, et la liste 2 qui représentait l'unité. Après notre victoire, ils ont continué à dire que c'était le division-

4. « L'Articulation de Sao Bernardo et Monlevade » est un regroupement de syndicats combattifs autour des directions syndicales « authentiques » prestigieuses de ces deux complexes industriels. Elle constitue le point de départ d'un courant ou d'une tendance syndicale « classiste » susceptible de disputer la direction de la future centrale unique à la tendance *Unidade sindical*, animée principalement par le PC.

nisme qui l'avait emporté. Nous avons reçu l'appui de 90 % de la catégorie et encore nous sommes divisionnistes ! Faut pas pousser ! Ce que ces personnes cachent, c'est qu'en réalité il ne s'agit pas de dirigeants syndicaux mais de l'expression d'une position de parti, idéologique, et fort bien définie.

Une position qui, au moment de définir quels seraient les syndicalistes étrangers invités au CONCLAT, n'a pas accepté le nom de Lech Walesa, proposé par nous, exactement avec le même argument ridicule selon lequel le syndicat Solidarité divisait la classe ouvrière polonaise, alors que tout le monde sait parfaitement qu'il compte ni plus ni moins de 10 millions d'affiliés.

Deuxièmement, nous devons en finir avec ce préjugé imposé par la dictature au peuple brésilien, selon lequel rien ne doit être voté. Tout doit être approuvé à la pointe des baïonnettes ou sous la torture. Et certains groupes qui nous traitent aujourd'hui de divisionnistes ont horreur des votes. Ils veulent que les choses soient approuvées sans discussion et sans rien. Le sommet décide et la base soumise opine du bonnet. Quand au CONCLAT, nous nous sommes présentés à l'élection de l'assemblée, nous avons au moins eu la décence de ne pas nous retirer de leur liste, malgré notre désaccord. Cela a été la preuve la plus évidente que nous voulions l'unité : accepter la décision de l'assemblée générale (6).

C'est pourquoi nous devons com-

prendre — en dépit de tout cela — que la commission pro-CUT issue du CONCLAT est effectivement le résultat de ce qu'est aujourd'hui le syndicalisme brésilien. Nous pouvons même aller jusqu'à dire qu'un des grands résultats du CONCLAT a précisément été de mettre en évidence qu'il existait deux tendances dans le mouvement syndical. Une qui préfère manœuvrer au sommet et l'autre qui préfère œuvrer à la base. Une qui préfère travailler à la base et l'autre qui préfère travailler au sommet. Une qui a une définition politique et partisane ouverte et dit ce qu'elle est publiquement et pour quoi elle est, et l'autre qui a une définition politique mais ne dit pas ce qu'elle est. Plus, elle utilise cette définition secrète pour accuser les

autres de divisionnistes, de politiciens, etc.

Au CONCLAT, la ligne de partage des eaux dans le mouvement syndical est clairement apparue chaque fois que s'exprimait l'assemblée générale. D'un côté le PC, le Parti communiste du Brésil (PC do B - maoïste), le MR-8, les jaunes et le gouvernement, de l'autre les camarades liés au PT et ceux liés au mouvement syndical combatif qui n'ont aucun lien avec aucun parti politique ou fraction, ensemble avec les camarades liés à l'Eglise ...

Propos recueillis par Flavio ANDRADE  
et Virginia PINHEIROS  
« Em Tempo », 3 septembre 1981.

5. A Sao Paulo, le PC et l'organisation néostalinienne MR-8 ont fait liste commune avec Joaquim, lui sauvant la mise de justesse. A Sao Bernardo, fief de « Lula », les élections syndicales avaient valeur de test, puisqu'il s'agissait des premières élections après que la direction de « Lula » ait été cassée par le gouvernement lors de la grève de 1980. « Lula », légalement empêché de se présenter, soutenait la liste 1. Une liste 2 lui avait été opposée, soutenue par le MR-8 et par deux dirigeants connus de la grève de 1980, Osmar Mendonça et « Alemão ». La liste 2 a frauduleusement utilisé le symbole de l'ensemble des métallurgistes et mené une campagne gangstériste, soutenue par les groupes de choc du MR-8, allant jusqu'à l'agression physique. La liste 1 l'a finalement emporté avec 86 % des voix contre 9 % à la liste 2.

6. Au moment d'élire la commission pro-CUT, qui doit jouer le rôle de direction provisoire jusqu'au congrès constitutif de la CUT prévu pour août 1982, deux listes étaient en

présence. L'une présentée par le courant pro-PC (*Unidade sindical*), réservait environ 80 % des sièges à ses sympathisants et en laissait 20 % au courant pro-PT, pourtant majoritaire dans le CONCLAT. L'autre, présentée par « Lula », donnait 60 % des sièges au courant combatif et 40 % au courant *Unidade sindical*. Craignant que cette proposition l'emporte, les syndicalistes liés au PC ont annoncé avant le vote qu'ils refuseraient de siéger au cas où cette liste l'emporterait. C'était un chantage ouvert. « Lula » et ses camarades n'ont pas fait le chantage réciproque. Lors du vote à main levée, il fut impossible de départager les deux listes (il y avait plus de 5 000 votants en assemblée générale). Il fallut donc une suspension de séance pour parvenir à un accord sur une liste paritaire, seul moyen d'éviter la scission. Mais il est apparu après le CONCLAT, que le PC avait réussi à placer certains de ses sympathisants non déclarés parmi les indépendants du courant combatif, s'assurant ainsi une majorité arithmétique dans la commission pro-CUT.

# Quatrième Internationale

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

|                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Révolution et contre-révolution en Amérique centrale .....                                                | 3   |
| Livio Maitan - L'eurocommunisme dans l'impasse .....                                                      | 17  |
| Ernest Mandel - L'idéologie de la bureaucratie soviétique dans le miroir de la Révolution polonaise ..... | 37  |
| S. Jaber - Onze thèses sur la résurgence actuelle de l'intégrisme islamique .....                         | 61  |
| Sandew Hira - Structure sociale et lutte de classes au Suringam .....                                     | 73  |
| Antonio Moscato - Togliatti, dirigeant du Komintern, d'après un historien du P.C.I. ....                  | 87  |
| Juan Andrade (1897 — 1981) .....                                                                          | 99  |
| Juan Posadas .....                                                                                        | 101 |

### NOTES DE LECTURE :

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Les Congrès de la Quatrième Internationale, tome 2 : <i>L'internationale dans la guerre 1940 - 1946</i> ; Mauro Volpi : <i>La democrazia autoritaria : forma di governo bonpartista e V repubblica francese</i> ; Henri Weber : <i>Nicaragua : la révolution sandiniste</i> ; Winfried Wolf/Michel Capron : <i>Spätkapitalismus in den achtziger Jahren</i> ; Alberto Flores Galindo : <i>La agonía de Mariategui</i> et Rafael Herrera Robles : <i>Mariategui o la revolución permanente</i> ..... | 103 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

octobre-novembre-décembre 1981



ABONNEMENTS : 1 AN,  
4 NUMEROS

### AUTRES PAYS

Ab. ordinaire ..... 500 francs belges  
Ab. soutien ..... 1 000 francs belges  
Par avion ..... 600 francs belges  
Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de  
*Quatrième Internationale*  
12, rue de la Buanderie  
1000 BRUXELLES  
BELGIQUE

### FRANCE

Ab. ordinaire ..... 70 francs français  
Ab. soutien ..... 140 francs français  
Chèques à l'ordre de :  
P.E.C.  
2, rue Richard Lenoir  
93100 MONTREUIL  
FRANCE

# OFFREZ TOUT « INPRECOR » SUR LA POLOGNE POUR 30 FF



Depuis maintenant plus d'un an, *INPRECOR* permet à tous ses lecteurs de suivre régulièrement — à travers ses reportages, ses analyses et les nombreux documents qu'il publie — l'ensemble des événements liés à la montée de la révolution politique en Pologne.

Ainsi, par exemple, les 8 et 9 mars 1981, notre envoyée spéciale suivait le Ier Congrès du syndicat des paysans à Poznan, et dans *INPRECOR* numéro 101 (du 13 mai), nous publions une analyse de ce Congrès et un entretien avec la militante paysanne Stanisława Domaracka.

Au mois de juillet se préparait le IXe Congrès du POUP. Nos numéros 104 (du 22 juin) et 106 (du 20 juillet) présentaient le développement des débats autour du « renouveau » de Stanisław Kania et des prises de positions du « Forum de Katowice ». Dans notre numéro 107 (du 5 août), Ernest Mandel donnait le sens du IXe Congrès du POUP.

Quelques semaines après, c'étaient les grèves de la faim du mois d'août et la préparation de la première session du Ier Congrès national de Solidarité. Dans notre numéro 108 (du 14 septembre), nous publions un long reportage de notre envoyé spécial sur la situation polonaise et des documents relatifs à l'initiative pour l'organisation des conseils ouvriers entrepris par le « Groupe de Lublin ».

La richesse des informations et documents contenus dans ces différents numéros d'*INPRECOR* ; le fait que, pendant l'été, certains de nos lecteurs non encore abonnés, aient pu « sauter » des numéros essentiels pour la compréhension de l'évolution de la situation politique en Pologne ; enfin, le succès de notre précédente offre des numéros 82 à 91 — qui avait suscité plus d'une centaine de commandes —, nous incitent à vous proposer une nouvelle fois

## TOUT « INPRECOR » SUR LA POLOGNE DES NUMEROS 99 A 108 INCLUS

pour la somme de 30 francs français franco de port au lieu de 105 francs à l'achat au numéro.

Commandes : chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil (mentionner « TOUT INPRECOR POLOGNE »), 30 FF - 210 FB 12 FS.